

EN VENTE — NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

N° 1621 du 25 novembre
au 1^{er} décembre 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F.CFA, Algérie
530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, DOM
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-
Bretagne 4,60 £, Grèce 5,20 €, Italie
5,20 €, Japon 550 ¥, Maroc 4 DH,
Pays-Bas 5,20 €, Portugal 100¢,
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM
850 APT, Tunisie 7,20 DT.

LA PANDÉMIE SANS FIN

Comment vivre avec le virus ? Les pistes de la presse étrangère

Migrants L'Europe se déchire

*La crise à la frontière entre la Pologne
et la Biélorussie révèle les lignes
de fracture de l'Union européenne.*



M 03183 - 1621 - F: 4,50 €





particuliers.engie.fr

C'est tous ensemble que l'on peut agir pour l'environnement.

Rejoignez les 3,9 millions de clients ENGIE⁽¹⁾
qui ont fait le choix des offres d'électricité verte.⁽²⁾



1^{er} fournisseur d'électricité verte.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) Source ENGIE interne au 01/11/21, suivi des offres vertes. (2) Pour les particuliers (sites résidentiels) en offres à prix de marché d'électricité verte en France métropolitaine, hors Corse (au 30/06/2020). Électricité verte : 1kWh consommé = 1kWh d'électricité renouvelable injecté dans le réseau (source des garanties d'origine ENGIE : 63% hydraulique, 36% éolien, 1% solaire).

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Charles Mamarot.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Le retour du Covid et la crise des migrants

p. 12

Une couverture de magazine, c'est une affaire de choix. Ils ne sont pas toujours faciles. À *Courrier international*, nous programmons des dossiers jusqu'à deux à trois semaines à l'avance. Pour un hebdomadaire, il ne s'agit pas de courir après l'actualité mais de l'anticiper. Ou de faire un pas de côté, comme nous le faisons souvent grâce au regard de la presse étrangère. Jeudi dernier, l'actualité nous a rattrapés. Depuis début novembre, les images de milliers de migrants massés à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne faisaient la une de toute la presse internationale.

Dès la mi-octobre, sur notre site, nous avions évoqué la menace de sanctions européennes contre le régime biélorusse et Alexandre Loukachenko [dont l'UE ne reconnaît pas la victoire à la présidentielle de 2020], accusé déjà d'affréter des avions pour faire venir des migrants en provenance du Moyen-Orient et de les aider à franchir les frontières de l'Union européenne. En Pologne aujourd'hui, en Lituanie dès le mois de juillet, où quelque 4 000 migrants avaient franchi la frontière depuis la Biélorussie. Loukachenko avait inauguré ce que les autorités de Vilnius ont qualifié d'"attaque hybride". Un terme repris par l'UE le 15 novembre, lorsqu'elle a annoncé de nouvelles sanctions contre Minsk. C'est ce chantage aux migrants, mais aussi la politique migratoire de l'UE, que nous avions prévu de décrypter en dossier principal à partir d'un article du *Sunday Times* notamment, accusant clairement Vladimir Poutine

d'attiser la crise. Mais voilà, jeudi 18 novembre, les autorités biélorusses ont "vidé" le camp de migrants à la frontière polonaise, nous obligeant à repenser notre dossier. Sur le fond, toutefois, rien ne change vraiment. Comme Erdogan avant lui, Loukachenko utilise l'arme des réfugiés pour fragiliser l'Europe. Mais, comme le dit très bien le chroniqueur Kenan Malik dans *The Observer*, en matière de politique migratoire l'UE n'a rien à envier à l'approche du régime de Minsk. "On a créé la 'forteresse Europe' en faisant des gens des instruments de la politique, en considérant les migrants non comme des êtres humains qui vivent et respirent, mais comme des déchets à rejeter des plages et frontières de l'Europe." Chacun appréciera. Une chose est sûre : la crise ne s'arrêtera pas là, affirme Fiodor Loukianov dans *Rossiiskaïa Gazeta*. Pour le politologue russe, si l'Europe occidentale a pu absorber les flux migratoires de 2015, elle n'a pas compris qu'aujourd'hui les États

d'Europe centrale et orientale "étaient vent debout contre l'idée même de les accueillir". Plus que jamais, cette crise met en avant les incohérences de l'UE. La Pologne, dans le collimateur de Bruxelles depuis des semaines, en appelle désormais au "soutien du monde libre". Un comble. Cette actualité est à suivre sur notre site. L'autre actualité majeure cette semaine, c'est bien évidemment la crise sanitaire, et là encore l'Europe apparaît fragilisée. De Vienne à Rotterdam, de Bruxelles à la Guadeloupe, les manifestations contre de nouvelles restrictions se multiplient. La cinquième vague est là, et la pandémie ne disparaîtra pas. Il va falloir s'y faire, prévient le *New York Times* dans l'autre temps fort de ce numéro. Au vu de l'actualité, c'est finalement ce dossier, initialement prévu pour la semaine prochaine, qui ouvre l'hebdomadaire. Parce qu'on sent bien, à la lecture de la presse étrangère, que les débats qui agitent nos proches voisins ne vont pas tarder à être les

nôtres, même si la situation sanitaire est un peu différente : l'Autriche a d'abord choisi de reconfiner les non-vaccinés, puis de rendre la vaccination obligatoire. L'Allemagne se pose aussi la question. L'Espagne envisage l'extension du pass sanitaire... Il y a comme un air de déjà-vu dans cette litanie. Et c'est sans doute là que nous nous trompons. Car il est temps de changer de paradigme, plaide le *New York Times* : "Au lieu de débattre des moyens de mettre fin à la pandémie, il faut débattre des moyens de vivre avec elle." "La perspective d'une éternelle cohabitation avec le Sars-CoV-2 a de quoi vous plomber. Mais lever ce tabou psychologique est peut-être précisément ce qu'il faut pour nous préparer correctement sur le long terme", écrit encore le quotidien. Il faudra bien que ce message soit entendu.

En couverture : Europe : dessin de Peter M. Hoffmann, Allemagne, pour *Courrier international*. Covid-19 : dessin d'Arcadio, Costa Rica.



Sommaire

SCIENCES p. 42

Les essais cliniques s'adaptent aux situations d'urgence

De nouvelles méthodes plus rapides bousculent les protocoles traditionnels d'évaluation des traitements. Un article du *New Scientist*.

BURKINA FASO p. 32

Le meurtre de Thomas Sankara bientôt élucidé ?

Qui a tué l'ancien président du Burkina Faso et douze de ses compagnons ? Le procès en cours à Ouagadougou tente de résoudre cette énigme.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Christian Science Monitor Boston, hebdomadaire. **El Confidencial** (elconfidencial.com) Madrid, en ligne. **Divergentes** (divergentes.com) Managua, en ligne. **Financial Times** Londres, quotidien. **Folha de São Paulo** São Paulo, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Maliweb** (maliweb.net) Bamako, en ligne. **Myanmar Now** (myanmar-now.org) Rangoon, en ligne. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, hebdomadaire. **The New York Times Magazine** New York, hebdomadaire. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **Rossiiskaïa Gazeta** Moscou, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **La Vanguardia** Barcelone, quotidien.



BIRMANIE p. 26

Aung San Suu Kyi fait face à un juge inflexible

Poursuivie dans plusieurs affaires, l'ex-cheffe du gouvernement birman risque plusieurs décennies de prison. Le site *Myanmar Now* dresse le portrait de celui qui va la juger, Ye Lwin.

KICHKA, ISRAËL POUR COURRIER INTERNATIONAL



360°

La longue tradition d'exil des Africains- Américains

Joséphine Baker, James Baldwin, Nina Simone... La liste des artistes et écrivains noirs américains partis vivre à l'étranger est longue. Un départ volontaire qui persiste aujourd'hui, raconte *The New York Times Magazine*.

p. 48

PHOTO ULLSTEIN BILD/VIA GETTY IMAGES



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. **Chine.** Peng Shuai, la disparition de trop

À la une

12. Covid-19 : la pandémie sans fin

D'un continent à l'autre

18. **Migrants.** L'Europe se déchire

24. **Royaume-Uni.** Surfeurs en eaux troubles

26. **Birmanie.** Aung San Suu Kyi fait face à un juge inflexible

28. **Philippines.** Marcos

et Duterte : place aux jeunes

30. **Drogues.** À Paris, les

“zombies” du crack

32. **Burkina Faso.** Le meurtre de Thomas Sankara bientôt élucidé ?

34. **Palestine.** Enseigner la poésie israélienne à Gaza

36. **Liban.** “Quelle douleur de voir son pays sombrer !”

38. **États-Unis.** Universités en mal de mâles

39. **Costa Rica.** Les failles de “l'oasis” d'Amérique centrale

40. **Brésil.** Le Christ de Rio, 90 ans et toujours au top

90 ans et toujours au top

90 ans et toujours au top

90 ans et toujours au top

90 ans et toujours au top

Transversales

42. **Sciences.** Les essais cliniques s'adaptent aux situations d'urgence

44. **Économie.** Tout le monde paie cher ses courses

47. **Signaux.** Allô, les métaux ?

360°

48. **Culture.** La longue tradition d'exil des Africains-Américains

54. **Culture.** Becontree, au bonheur du crêpi

56. **Plein écran.** La folle audace de Mohammad Rasoulof

58. **Histoire.** Un monde sans bleu



SUR NOTRE SITE

Vu du Royaume-Uni.

Pourquoi les Français se sentent-ils si misérables ?

“Incertitude”, “inquiétude”, “fatigue” : voilà les trois mots qui définissent en ce moment l'état d'esprit français, écrit l'hebdomadaire britannique **The Economist**. Pourquoi, alors que le pays va plutôt bien ? Les réponses sont à découvrir dans cet article, traduit par *Courrier international*.

Et, pour savoir ce que pensent les presses allemande, américaine, belge, italienne... de l'Hexagone et de ses habitants, rendez-vous dans la rubrique France de notre site.

À écouter. Notre calendrier de l'avent

Du 1^{er} au 24 décembre, nous vous proposons, dans *Les Mots des autres*, notre podcast sur les langues étrangères, de déguster chaque jour un bonbon sonore : le secret des Suédois pour survivre au manque de lumière, la prétendue tradition du “cornichon de Noël” aux États-Unis, le facétieux concept japonais du “fukubukuro”... Du géorgien au chinois, de l'arabe à l'islandais, laissez-vous surprendre par notre sélection de mots hivernaux.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.





SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST

UN NOUVEAU PODCAST SIGNED **ID4D**  **Courrier international**

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

☐ 1 AN (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~*

☐ 1 AN (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr



Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier 

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Courrier international

Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Novembre 2021. Commission paritaire n° 0722C82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (1698), Fatima Rizki (1730), 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée)

MOYEN-ORIENT Bachir El-Khouiri (chef de service), Julien Abirama, Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélière (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol)

RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérodil, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (1666) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608) Dialla Konate (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Zuhe Valentine Chavez, Marie-Ange Costantini, Antoine Curry-Lecallet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Jeanne Fourneau, Valentine Morizot, Ioris Queyroi, Isabelle Taudière, Léo Thomas, Marie-Laure Theodule, Rachel Teyssandier, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Boniclatz Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 3968), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 3863) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noël (sebastien.noel@mpublicite.fr, 3700) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (françois.deren@mpublicite.fr, 3021) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (1606) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (1652) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude

Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03.21.13.04.31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

pefc-france.org



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Ptot < 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.



LA DISTILLERIE SAINT JAMES ÉLABORE DEPUIS 1765 DES RHUMS AGRICOLES À PARTIR DU PUR JUS DE CANNE ISSU DE SES PLANTATIONS.
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

7 jours dans
le monde

Chine. Peng Shuai, la disparition de trop

Après avoir accusé un dignitaire du PCC de l'avoir violée, la championne de tennis a disparu. Sa réapparition récente ne règle pas tout : il faut plus de fermeté vis-à-vis de Pékin.



CARTOON MOVEMENT

—The Guardian Londres

Le message n'est resté que quelques secondes sur Weibo, le grand réseau social chinois, avant de disparaître. Mais depuis, son écho à travers le monde ne faiblit pas. Sur son compte, la joueuse de tennis chinoise Peng Shuai accusait l'ancien vice-Premier ministre Zhang Gaoli, âgé de 75 ans, de l'avoir agressée sexuellement après l'avoir invitée à jouer au tennis chez lui.

Tous deux ont eu par la suite une relation "intermittente" mutuellement consentie, précisait la publication. Mais l'ex-numéro un mondiale du double dames voulait que le monde sache ce qui s'était passé [la première fois]. "Cet après-midi-là, comme je n'étais pas consentante, je n'arrêtais pas de pleurer, raconte-t-elle. Même si je sais que c'est le pot de terre contre le pot de fer, et que je cherche ainsi ma propre mort, je veux quand même dire la vérité sur mes relations avec toi."

Peu de temps après, Peng Shuai a disparu. Il a fallu qu'une campagne internationale s'organise à l'initiative de la WTA (Women's Tennis Association), avec le soutien de joueurs tels que Serena Williams et Andy Murray, exigeant des preuves de vie, pour que de courtes vidéos

soient enfin publiées. Ce week-end, un appel vidéo avec le président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach, s'est mis à circuler : Peng y déclarait se trouver avec sa famille, et appelait au respect de sa vie privée.

Mais pour beaucoup dans le tennis, cela ne suffit pas. Tant que Peng Shuai sera en Chine, martèlent-ils, il serait naïf de croire qu'elle peut s'exprimer librement et qu'elle n'est pas en danger. Et cette affaire soulève de plus vastes questions. Comment imaginer, si c'est ainsi que la Chine traite ses propres athlètes, qu'aient lieu l'année prochaine à Pékin, comme prévu, les Jeux olympiques d'hiver – qui sont déjà surnommés les "Jeux du génocide", en raison des atrocités commises par l'État contre les Ouïgours et d'autres minorités, souvent musulmanes ?

À la radio britannique, l'ancien athlète Sebastian Coe, pair à vie reconverti dans la diplomatie du sport, a défendu la légitimité de la compétition en dépit du bilan effrayant de la Chine en matière de droits de l'homme. S'indigner en spectateur permet peut-être aux gens de déculpabiliser, mais rien ne vaut la diplomatie qui s'exerce posément en coulisses, assure Coe, élu au CIO en 2020. Le sport est le meilleur soft power qui soit,

at-il insisté, c'est un excellent moyen de maintenir le dialogue avec des pays récalcitrants. Voilà qui a le mérite de l'honnêteté, au lieu de dire, comme on l'a longtemps fait, que les Jeux olympiques transcendent la politique – Coe a confirmé, par exemple, qu'avaient eu lieu en marge des Jeux de Londres des discussions sur la politique étrangère menée par Londres dans le golfe Arabo-Persique. Mais avec une puissance telle que la Chine, rien ou presque ne vient démontrer l'efficacité de cette diplomatie par le sport.

Les petits États parias, affaiblis par les sanctions économiques, cherchent peut-être un moyen de sauver les apparences pour signer leur retour en grâce [auprès des grandes démocraties] – et le sport est le candidat idéal pour cela. Mais la plupart des pays qui s'interrogent sur l'opportunité d'un boycott diplomatique – qui consiste à envoyer des athlètes aux Jeux, mais aucun ministre, chef d'État ou ambassadeur – ont plus besoin de Pékin que Pékin n'a besoin d'eux, que ce soit pour négocier des accords commerciaux, des accords sur le changement climatique ou des prêts.

Sebastian Coe s'est ouvertement félicité de l'action du CIO, qui a permis la diffusion d'images de Peng Shuai, comme s'il s'agissait d'une victoire de son approche "tout en douceur" face à la méthode plus directe de la WTA, qui a menacé d'annuler toutes ses compétitions en Chine. Mais aucune promesse d'enquête n'a été faite concernant les accusations de la joueuse, et rien ne prouve que la prochaine femme dont le témoignage dérangera [Pékin] ne sera pas elle aussi réduite au silence. Les autorités chinoises ne vont pas révolutionner leurs pratiques.

La menace la plus notable pour la stratégie du CIO vient peut-être toutefois de la colère et du désarroi des athlètes. Lorsque les caméras se sont braquées sur le tennisman français Nicolas Mahut le week-end dernier, après sa victoire en double aux Masters de Turin, ce dernier a dégainé un marqueur rouge pour griffonner "Où est Peng Shuai ?" sur l'objectif. Les joueurs refusent de laisser passer cette crise aux implications politiques délicates, et on ne peut s'empêcher d'établir un parallèle avec les footballeurs qui posaient un genou à terre pour dénoncer le racisme – le CIO avait également condamné ce geste, avant de finir par capituler. Cette affaire laisse présager un dilemme pour les athlètes qui participeront aux prochains Jeux d'hiver. Que ressentiront-ils en se tenant sur le podium à Pékin, craignant de contribuer à redorer le blason de la Chine, qui voudra se montrer sous un jour favorable grâce au sport ? Après des Jeux d'été marqués par les réactions intelligentes de nombreux athlètes face au déshonneur jeté sur le sport par Larry Nassar [ancien médecin de l'équipe féminine américaine de

gymnastique], qui a agressé sexuellement de nombreuses jeunes athlètes, comment imaginer que des accusations de viol soient simplement poussées sous le tapis lors de la prochaine édition hivernale ?

Liz Truss, la nouvelle et très enthousiaste secrétaire d'État [britannique] aux Affaires étrangères, défend visiblement une attitude plus dure envers la Chine. En juillet, le Parlement européen s'est prononcé en faveur d'un boycott diplomatique

La présence de ministres [britanniques] ou de membres de la famille royale [aux Jeux d'hiver de Pékin] serait indécente.

[des Jeux de Pékin], et certains députés conservateurs appellent le gouvernement à faire de même. La présence de ministres et de membres de la famille royale à Pékin pour chanter les louanges de ces "Jeux du génocide" serait indécente, et Londres doit en prendre conscience. Décrier la propagation de la "cancel culture" dans les médias occidentaux tout en fermant les yeux sur le bâillonnement – bien plus enraciné et inquiétant – des dissidents dans les régimes autoritaires témoignerait d'un manque de discernement criant de la part du gouvernement britannique. Il ne faut pas non plus oublier que, lorsque les politiques refusent de prendre position, les athlètes se sentent obligés d'agir. D'une manière ou d'une autre, l'an prochain, Pékin ne pourra pas faire comme si de rien n'était.

—Gaby Hinsliff

Publié le 22 novembre

Un silence assourdissant

●●● Comment les médias chinois ont-ils couvert l'affaire Peng Shuai ? C'est avec cette question en tête que le journaliste et écrivain hongkongais Ou Jialing a fouillé la base de données Huike, un fournisseur de contenus et d'informations sur la région de la grande Chine (Chine, Taiwan, Hong Kong, Macao). "Combien d'articles dans la presse chinoise sur Peng Shuai depuis sa dénonciation il y a plus de deux semaines ? La réponse est : zéro", déplore-t-il dans une chronique du journal hongkongais **Mingpao**. Si Ou Jialing se dit peu étonné au regard de la censure en Chine, il l'est en revanche face au silence similaire à Hong Kong. Selon lui, hormis de maigres informations sporadiques sur les sites de médias économiques, seul **Mingpao** suit l'affaire. "Les éditions imprimées des autres journaux en chinois n'y consacrent aucune place."



OPINION



Un conseiller face à vous, c'est toute une banque à vos côtés.

Conseillers, experts patrimoniaux, financiers
ou immobiliers, gestionnaires de portefeuilles :
quels que soient vos projets, nous mobilisons
tous nos experts pour vous aider à les réaliser.

C'est sans doute cet engagement et cette implication
qui nous ont permis d'être récompensés en 2020
pour la qualité de notre accompagnement
dans la réalisation de vos projets*.

Rendez-vous sur [hsbc.fr/expert](https://www.hsbc.fr/expert)



LES TROPHÉES DE LA BANQUE
2020



SATISFACTION
CONSEILLER PROJET

par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com)

*Les Trophées de la qualité bancaire sont décernés par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com) (société du Groupe [meilleurtaux.com](https://www.meilleurtaux.com)). L'édition 2020 de cette étude a été réalisée online en association avec l'Institut Opinion Way, entre le 27 septembre et le 23 octobre 2019, sur un échantillon de 5035 Français bancarisés et représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. HSBC Continental Europe - Société anonyme au capital de 491 155 980 euros - SIREN 775 670 284 RCS Paris. Siège social : 38 avenue Kléber 75116 Paris. Banque et intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance - [orias.fr](https://www.orias.fr)) sous le n°07005894. Crédit photo : Getty Images.

LE DESSIN DE LA SEMAINE

On tue les forêts



Entre août 2020 et juillet 2021, 13 235 km² ont été déboisés dans l'Amazonie brésilienne, soit une hausse de 22 % par rapport à l'année précédente, selon une estimation officielle de l'Institut national de recherche spatiale (Inpe) du Brésil. Les autorités n'ont rendu public le rapport daté du 27 octobre – soit trois jours avant le début de la COP26 – que le 18 novembre, souligne **O Globo**. Il s'agit du pire épisode de déforestation en quinze ans. Une tendance qui n'épargne guère les autres forêts tropicales du reste de la planète, comme le déplore le dessinateur russe Mikhail Zlatkovsky.

Grand écart



CHILI — “Le Chili s’est divisé”, titrait le 22 novembre **Publimetro** au lendemain du premier

tour de la présidentielle. Le quotidien gratuit de Santiago évoque le coude-à-coude entre le candidat d’extrême droite José Antonio Kast, 55 ans (27,9 %

des voix), et le jeune Gabriel Boric, 35 ans (25,8 %), candidat d’une gauche dite radicale notamment parce que sa coalition est soutenue par le Parti communiste. Un face-à-face marqué par un fort taux d’abstention (53 %). Le second tour se déroulera le 19 décembre, “dans une ambiance polarisée”, note le journal. Pour la première fois, le futur président ne viendra pas des partis traditionnels qui ont gouverné le pays depuis la fin de la dictature d’Augusto Pinochet, en 1990.

✎ Dessin
de Mikhail
Zlatkovsky,
Russie.

560000

MILLIARDS DE YENS ou 433 milliards d’euros : tel est le montant du plan de relance dévoilé le 19 novembre par le Premier ministre japonais Fumio Kishida. Jamais un plan aussi massif n’avait été adopté dans le pays, souligne le **Nihon Keizai Shimbun**. Cependant, il ne convainc guère le grand journal économique pour qui le Japon commet l’erreur “d’allouer des subventions tous azimuts” alors que les pays occidentaux “ont davantage tendance à investir dans des secteurs prometteurs comme l’environnement et le numérique”.

INDE

Face aux agriculteurs, Modi a cédé

Après plus d’un an de manifestations de paysans en colère, l’Inde va abroger trois lois de la réforme agricole. La presse indienne y voit un geste à l’approche des élections.

Le bras de fer entre le gouvernement et les paysans aura duré plus d’un an. Et c’est le gouvernement qui a fini par céder sous la pression de la rue. Prenant tout le monde de court, le Premier ministre Narendra Modi a annoncé le 19 novembre l’abrogation des très controversées lois agricoles votées en septembre 2020. Une décision perçue comme une victoire des syndicats d’agriculteurs ayant mené la contestation contre cette législation, juge le site d’information **The Print**.

“Le retrait des lois agricoles est le triomphe de la résistance pacifique” telle que prônée par le Mahatma Gandhi, abonde l’historien Ramachandra Guha dans **The Telegraph**.

Ces réformes devaient ouvrir la voie à une plus grande libéralisation du secteur agricole, qui assure la subsistance de 70 % de la population. Mais les petits exploitants indiens craignaient d’être à la merci des grands groupes et redoutaient également qu’à terme ces lois ne marquent la fin des prix minimums garantis par l’État pour certaines denrées. Depuis l’adoption de ces textes, les agriculteurs campaient aux portes de la capitale indienne. Il s’agissait de la plus importante contestation depuis l’arrivée au pouvoir des nationalistes hindous en 2014.

“Les implications du mécontentement des agriculteurs rendaient clairement nerveux le gouvernement, qui craignait des revers électoraux”, écrit l’intellectuel Pratap Bhanu Mehta dans les colonnes de **l’Indian Express**. Le Pendjab et l’Uttar Pradesh, État clé le plus peuplé de l’Inde, d’où sont issus de nombreux agriculteurs contestataires, se rendront aux urnes début 2022.

Par ailleurs, la mort de huit personnes, dont quatre agriculteurs, en marge d’une manifestation, le mois dernier à Lakhimpur Kheri, en Uttar Pradesh, a aussi fait pencher la balance. Un cortège ministériel avait fauché quatre agriculteurs, puis des violences avaient causé la mort de quatre autres personnes. Le pays tout entier avait été secoué par ce tragique épisode. “Ce qui s’est produit à

Lakhimpur Kheri a également eu un effet négatif”, estime **The Hindu**.

“En matière politique, le gouvernement a aussi pris un risque en abrogeant ces lois”, estime également Pratap Bhanu Mehta dans **l’Indian Express**. D’abord, il ébranle l’image de fermeté qu’il s’est construite et il prend le risque “d’enhardir la société civile et les mouvements sociaux”.

“La façade d’omnipotence du gouvernement s’est fissurée. C’est une bonne chose en démocratie. Mais reste à voir

si cela conduira à un dialogue constructif, à de meilleures réformes ou à une aggravation des contradictions.”

“Pour un gouvernement qui a pris tant de décisions difficiles [...], cette preuve de pragmatisme pourrait être interprétée comme un nouveau départ, mais il n’en est rien”, juge **The Hindu**, qui y voit une décision stratégique à l’approche des élections. “Les lois agricoles étaient mortes depuis que la Cour suprême les avait suspendues, le 12 janvier”, rappelle pour sa part **l’Indian Express**. “L’annonce de Modi revient à enterrer ce qui était déjà mort”, conclut le quotidien anglophone.

— **Courrier international**

À la une



“JAI KISAN”, titre **The Telegraph** depuis Calcutta le 20 novembre au lendemain de l’annonce de Narendra Modi. Un slogan à la gloire de ceux qui ont campé pendant plus d’un an aux portes de Delhi et que l’on pourrait traduire par “longue vie aux agriculteurs”.

Avec Open, il y en aura pour tout le monde



Série Limitée
Pack Open 70 Go
29€99
/mois
pendant 12 mois,
puis 63,99€/mois

En boutique
et sur [orange.fr](https://www.orange.fr)

Soit pour les nouveaux clients Orange : remises immédiates de 14€/mois⁽¹⁾ et remboursements différés de 5€/mois pour l'internet avec changement d'opérateur⁽²⁾ et de 15€/mois pour le mobile.

Fibre + TV UHD + Fixe + Forfait mobile 70Go, et ajoutez jusqu'à 4 forfaits mobiles à prix avantageux⁽³⁾.

 Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions du 19/08/2021 au 02/02/2022 réservée aux particuliers en France métropolitaine, valable sous réserve d'éligibilité, sur réseaux et terminaux compatibles. Engagement 12 mois. Frais de résiliation : 50€. Frais d'activation du décodeur : 40€. TV UHD : avec TV et contenus compatibles.

⁽¹⁾ Remises immédiates de 9€/mois le Bon Plan et de 5€/mois la remise La Fibre au prix de l'ADSL. ⁽²⁾ Remboursement différé sur facture de 5€/mois pour les nouveaux clients internet avec changement d'opérateur après le 18/09/2021 et de 15€/mois pour le mobile. Détails et formulaire sur odr.orange.fr

⁽³⁾ Perte de l'avantage en cas de : changement d'offre, résiliation du Pack Open, demande de suppression du remboursement par le client Pack Open.



ÉTATS-UNIS

Un verdict qui encourage les adeptes de l'autodéfense

Acquitté par la justice, Kyle Rittenhouse, le jeune homme blanc qui avait tué deux personnes à Kenosha, pourrait susciter des vocations parmi les milices d'extrême droite.



—The New York Times (extraits)
New York

Le 19 novembre, Kyle Rittenhouse, le jeune homme qui avait abattu deux hommes et en avait blessé un troisième lors de la manifestation [du 25 août 2020 à Kenosha] deux jours après que Jacob Blake avait été blessé par balle par la police, a été déclaré non coupable de l'ensemble des chefs d'inculpation par un jury du Wisconsin [il affirme avoir agi en état de légitime défense]. On pourrait revenir sur les détails de l'affaire, sur la solidité de la défense et les maladroites de l'accusation, sur les manières scandaleusement singulières du juge et l'infantilisation de l'accusé.

Mais le plus gênant, au fond, c'est que cette affaire vient s'ajouter à une longue histoire de glorification, par certaines franges de la droite, des membres de groupes d'autodéfense et des justiciers autoproclamés blancs qui recourent à la violence contre des personnes de couleur ou leurs alliés blancs. Car Kyle Rittenhouse est devenu un héros à droite : des fonds ont été récoltés pour financer sa caution, un stratège républicain a même déclaré qu'il le verrait bien "devenir un invité de choix pour les meetings conservateurs appréciés des militants". [Et il a été invité par Fox News le 22 novembre.]

Faire justice soi-même pour protéger l'ordre public est un concept essentiel à

la perpétuation du pouvoir blanc et de ses structures. Les assassins d'Ahmaud Arbery, dont le procès a lieu en ce moment en Géorgie, sont eux aussi des justiciers autoproclamés. George Zimmerman, qui avait tué par balle Trayvon Martin en 2012, l'était lui aussi, et il avait lui aussi bénéficié du soutien de la droite. Des dons avaient

Faire justice soi-même pour protéger l'ordre public est un concept essentiel à la perpétuation du pouvoir blanc.

été récoltés pour financer sa défense.

On pourrait poursuivre longtemps cette liste, qui ne comprend pas que des individus, mais aussi des organisations, et même des pans entiers de l'histoire des États-Unis. Nombre des membres des Citizens' Councils [réseau d'organisations suprémacistes blanches] et du Ku Klux Klan se considéraient, j'en suis certain, comme chargés de faire justice eux-mêmes. L'autodéfense a connu un âge d'or plusieurs décennies durant, au lendemain de la guerre de Sécession, quand les lynchages se sont multipliés.

Justice pour certains, terrorisme pour d'autres, elle ressort d'une mentalité typique de la psyché américaine, à l'instar de l'érection au rang de héros de ces justiciers

autoproclamés que certains encouragent, soutiennent et défendent. Pendant sa campagne pour la présidentielle en 2016, Donald Trump avait encouragé ses partisans à s'en prendre aux agitateurs qui venaient à ses meetings – "Je paierai les frais de justice", promettait-il.

Le couple qui, à Saint Louis, a brandi des armes contre une manifestation Black Lives Matter à l'été 2020 s'est retrouvé invité à la convention républicaine. À certains égards, l'attaque du Capitole, le 6 janvier dernier, peut être vue comme une gigantesque action d'autodéfense.

On est aussi en droit de penser que notre législation toujours plus laxiste sur les armes (des lois sur la légitime défense à celles qui permettent le port d'armes visibles ou dissimulées) constitue un encouragement et une protection pour les adeptes de l'autodéfense. Notre pays fait preuve d'une détermination effrayante pour permettre à des hommes blancs de faire justice eux-mêmes. À l'inverse, les groupes d'autodéfense noirs, loin d'être glorifiés, sont conspués et condamnés par la justice.

Prenons le plus connu des groupes africains-américains adeptes de l'autodéfense, les Black Panthers : ils étaient vus comme une menace. En 1967, quand ses membres ont pénétré, armés, dans le Capitole de l'État de Californie, siège d'un pouvoir majoritairement blanc, l'opinion était épouvantée. Ronald Reagan, alors gouverneur républicain de Californie, avait déclaré : "Je ne crois pas que des fusils chargés soient le meilleur moyen de résoudre un problème qui pourrait être réglé entre gens de bonne volonté. Tous ceux qui soutiennent ce genre de démonstration de force ont perdu la tête."

Que les groupes d'autodéfense soient considérés comme dangereux ou parfaitement légitimes dépend de leur couleur de peau. Et le verdict dans l'affaire Rittenhouse devrait encore encourager les milices d'autodéfense : tous ceux qui veulent faire régner ou imposer l'ordre ; ceux qui refusent l'idée que le "désordre" pourrait découler de situations injustes ; ceux qui ne veulent pas voir leurs rues envahies de gens réclamant l'égalité.

Le danger, et c'est une très forte probabilité, c'est que Rittenhouse ne soit pas un cas isolé. Il y a forcément d'autres jeunes qui ont suivi le procès et qui ont vu la droite défendre et glorifier un meurtrier, et qui voudront prendre sa suite. Le pire pour l'Amérique serait que ce jugement devienne exemplaire et soit le premier d'une longue série.

— Charles Blow

✎ Kyle Rittenhouse, nouvelle incarnation de la NRA. Sur le sac : munitions (achetées illégalement). "J'ai gravé mes deux premières encoches." Dessin de Dave Granlund, États-Unis.

7 jours en france

3 questions à...

JOHN LICHFIELD
journaliste britannique



"Il faut accepter qu'il y ait des nouveautés dans toutes les langues"

1. Depuis l'ajout d'"iel" dans Le Robert en ligne, le débat fait rage en France entre détracteurs et défenseurs du pronom neutre en français. Cette initiative vous a-t-elle surpris ?

Pas tellement. Un dictionnaire n'est pas là pour juger les mots, mais pour leur offrir une représentation, consacrer ce qui existe dans le français actuel et en informer les Français. Cette conception d'un dictionnaire formulée par le directeur du Robert lui-même est pour moi tout à fait normale et acceptable.

2. Selon vous, le français devrait-il devenir une langue plus inclusive ?

Personnellement, je ne suis pas pour l'invention de nouveaux mots à tout-va. Et je comprends les réactions de Brigitte Macron et de Jean-Michel Blanquer. Mais, au bout du compte, tous les mots ne sont-ils pas inventés ? Il faut accepter qu'il y ait des nouveautés dans toutes les langues. Je comprends aussi ceux qui ne veulent pas se définir par le genre, par le masculin ou le féminin. Cela existe, il faut l'accepter.

3. Comment voit-on au Royaume-Uni le contrôle de la langue française par l'Académie française ?

Il n'existe pas d'institution semblable au Royaume-Uni. En revanche, il y a des gens qui pensent que ce serait une bonne idée d'en avoir une. Nombreux sont ceux qui considèrent l'anglais comme une langue déformée aujourd'hui du fait, entre autres, que ce soit une langue mondiale. Pour beaucoup d'anglophones, l'Académie française a un aspect un peu risible, mais, d'un autre côté, avoir une institution qui formule une opinion, y compris quand quelque chose n'est pas acceptable, est une bonne chose.

—Propos recueillis
par Courrier international



FABIENNE PRÉFÈRE
PENSER AU PLUS TÔT
À CE QU'ELLE GAGNERA
PLUS TARD.



Chez Banque Populaire, nous pensons que la retraite s'anticipe. C'est pourquoi, grâce à **l'entretien conseil retraite**, nos conseillers vous aident à y voir plus clair et à faire les bons choix d'épargne aujourd'hui pour continuer à vivre comme vous le souhaitez demain.



PARTENAIRE
PREMIUM

**BANQUE
POPULAIRE** 

la réussite est en vous

Document à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros - Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13 - RCS Paris N° 493 455 042 - Crédit photo : Getty Images - 

à la une

COVID-19 UNE PANDE



À l'heure où la cinquième vague de Covid-19 gagne toute l'Europe, l'idée que nous allons devoir vivre de manière permanente avec le Sars-CoV-2 commence à s'installer. Éradiquer ce virus, qui mute et s'adapte à grande vitesse, ne semble pas réaliste. Il va falloir accepter de vivre avec lui pour un long moment. Ce qui implique le recours saisonnier à la vaccination, le maintien des gestes barrières et la poursuite des tests. Malgré les résistances, parfois violentes, les populations finiront probablement par accepter cette situation, comme elles ont adopté le port de la ceinture en voiture. Et la science de la mise en œuvre peut les y aider.

PANDÉMIE SANS FIN

—The New York Times New York

Le 14 mai, je suis sortie courir, grisée par ma liberté retrouvée. Les Centres pour le contrôle et les préventions des maladies (CDC) venaient de lever l'obligation de port du masque à l'extérieur pour les personnes vaccinées. En cette journée de printemps sans nuages sur Prospect Park, à Brooklyn, je méditais sur ce changement qui me semblait tenir du miracle : je n'avais plus à craindre qu'un autre joggeur ne me tue, et réciproquement.

Après quatorze mois passés à évaluer constamment les risques (dangers de l'ascenseur, aléas d'une expédition au supermarché), un avenir sans Covid-19 semblait possible. Nous avions un président déterminé à éradiquer le virus. L'Amérique allait montrer la voie au monde en matière de vaccination. Et, le 4 juillet, Joe Biden affirmait, non sans quelques réserves mais tout de même : *"Jamais nous n'avons été si près de déclarer notre indépendance à l'égard de ce virus mortel."*

La suite, nous la connaissons tous. Quelques semaines plus tard, les contaminations flambaient, les services de réanimation débordaient et le Covid-19 nous rappelait sans ménagement qu'il pouvait être plus fort que nous. Rétrospectivement, l'indépendance tant espérée se révèle avoir été tout autre chose – un répit, rien de plus, avec l'assassin juste de l'autre côté de cette porte qu'on s'efforce de barricader.

Aujourd'hui, alors que le nombre de cas repart à la baisse et que la couverture vaccinale progresse, une idée longtemps impensable s'impose peu à peu. Anthony Fauci [conseiller spécial de la Maison-Blanche pour la crise sanitaire] l'a formulée clairement lors d'une conférence de presse en octobre : *"Éliminer ce virus extrêmement transmissible sera très difficile dans un avenir proche, si c'est un jour possible."*

Projections. La perspective d'une éternelle cohabitation avec le virus Sars-CoV-2 a de quoi vous plomber. Mais lever ce tabou psychologique est peut-être précisément ce qu'il faut pour nous préparer correctement sur le long terme, améliorer très nettement nos dispositifs de lutte contre les pandémies et ancrer solidement dans notre quotidien les remparts nécessaires. *"C'est désagréable à entendre, reconnaît le docteur Matthew Hepburn, nommé récemment conseiller spécial auprès du Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison-Blanche. Nous avons tous envie que ça se termine. Mais il est absolument indispensable de planifier à long terme la gestion de l'urgence."*

Or l'optimisme est peut-être *"l'un des plus grands obstacles"* à une telle stratégie,

renchérit Jeremy Farrar, le directeur de la fondation Wellcome, qui travaille sur les questions de santé mondiale. Penser que le Covid-19 est en passe de disparaître, c'est risquer de baisser la garde et de faire l'impasse sur des investissements nécessaires dès maintenant. Au lieu de débattre des moyens de mettre fin à la pandémie, il faut débattre des moyens de vivre avec elle. Jeremy Farrar enfonce le clou : *"Nous devons commencer à réfléchir et à planifier, et prendre conscience qu'il s'agit désormais d'une maladie infectieuse endémique chez l'homme, qui ne disparaîtra jamais."*

À quoi pourrait ressembler cet avenir avec le Covid-19 ? Pour y répondre, je me suis adressée à Ali Mokdad, directeur de la stratégie en santé publique à l'université de Washington. Au tout début de la pandémie, cet épidémiologiste et statisticien s'est lancé dans un vaste travail de projections pour le système hospitalier pour lequel il travaille : combien de lits faudrait-il pour accueillir les patients contaminés ? Lui et une équipe de 15 personnes se sont attelés aux calculs.

DES SPÉCIALISTES ESSAIENT D'ÉVALUER À QUOI RESSEMBLERA LA VIE AVEC LE SARS-COV-2. DÉPRIMANT MAIS PROMETTEUR SCIENTIFIQUEMENT.

Aujourd'hui, l'équipe compte 60 personnes et 7 700 contributeurs dans le monde, et Ali Mokdad, non content de publier ses projections à quatre mois pour chaque pays, partage ses modélisations avec, entre autres, le groupe de travail sur le Covid-19 de la Maison-Blanche.

L'épidémiologiste est bien placé pour constater à quel point notre envie prématurée de crier victoire au lieu d'accepter la persistance du coronavirus nous conduit à lever trop hâtivement les restrictions, ce qui a des conséquences meurtrières. Il vient d'ailleurs de revoir à la hausse ses projections pour les États-Unis, avec un bilan attendu de 828 000 morts, au minimum, d'ici au 1^{er} février 2022. Le masque, que tant d'Américains ont envoyé valser quand la fin de la pandémie a semblé en vue, pourrait encore changer la donne : si 95 % des Américains le portaient, 56 000 décès pourraient être évités à cette date, selon ses modélisations.

Ali Mokdad ne nous voit pas *"déclarer notre indépendance à l'égard de ce virus mortel"* – pour reprendre les termes de notre président – dans un avenir proche. *"Il faut s'attendre à ce que le risque de transmission reste actif, poursuit-il. Nous allons devoir vivre avec le virus pendant*

À la une



VIVRE AVEC LE VIRUS

Le virus Sars-CoV-2 qui a causé la pandémie n'est pas près de disparaître, admet **L'Actualité** dans son édition de décembre. Mais on ne sait pas encore très bien ce qu'impliquera le fait de devoir vivre avec. Tout dépendra de l'évolution du virus, de notre immunité dopée par les vaccins, des progrès dans les traitements, des politiques et de nos propres comportements. *"On peut espérer que le Sars-CoV-2 finira d'ici quelques années par causer un simple rhume"*, explique le magazine québécois. Avant d'ajouter : *"Un conseil si vous prévoyez de voyager en 2022 : prenez une bonne assurance annulation."*

encore longtemps – ce qui signifie que qu'il y aura encore des morts et que nos efforts de prévention devront se poursuivre aussi longtemps qu'il le faudra.

Des spécialistes essaient maintenant d'évaluer à quoi ressemblera la vie avec le Sras-CoV-2, un exercice potentiellement déprimant mais très prometteur sur le plan scientifique. Selon eux, l'apparition d'un variant à risque d'échappement immunitaire, c'est-à-dire d'un variant si contagieux qu'il viendrait à bout de l'efficacité de nos vaccins à ARN messager, est peu probable. Mais ce n'est pas non plus impossible, à cause de la lenteur de la campagne de vaccination à l'échelle mondiale [lire p. 16]. Ce scénario catastrophe pourrait *"changer la donne"*, explique le docteur Eric Topol, professeur de médecine moléculaire au Scripps Research, et nous ramener *"à la case départ, avec les masques et la distanciation physique comme seule défense contre le virus"*. Une situation qui peut quand même être évitée, selon Eric Topol et d'autres scientifiques.

État d'esprit. D'après Jeremy Farrar, la meilleure façon d'avancer est d'accepter que le virus soit permanent. Cet état d'esprit nous protège de la tentation de croire que la protection immunitaire dont nous disposons actuellement va suffire. Il pourrait également nous pousser à exploiter au maximum les extraordinaires progrès scientifiques réalisés ces derniers mois. Dans les années à venir, peut-être allons nous disposer de l'ultime vaccin contre les coronavirus, un vaccin qui empêcherait la transmission de tous les coronavirus (un défi de taille en raison de leurs différences génétiques).

Il pourrait se présenter sous la forme d'une dose unique stockée à une température raisonnable, être *"très bon marché"*, envisage Jeremy Farrar, et être accessible à tous les habitants de notre planète. Chaque hôpital pourrait disposer de quantités illimitées d'oxygène et d'équipements de protection. Si nous faisons les bons investissements, poursuit-il, nous pourrions même accélérer le calendrier : publier une séquence génomique le premier jour de l'identification du virus, développer un vaccin adapté dans les sept jours et commencer à vacciner en mois d'un mois.

Si le Covid-19 s'installe définitivement, à quoi ressemblera notre vie quotidienne ? Faudra-t-il continuer à porter le masque toute la journée dans les écoles et les bureaux jusqu'à la fin des temps ? Allons-nous devoir indéfiniment limiter la liste de nos invités à Noël ? Les tests à domicile vont-ils devenir la norme avant tout rassemblement de plus de 10 personnes ?

← Dessin de **Bénédicte** paru dans **24 Heures**, Lausanne.

Les distributeurs automatiques dans le métro vendront-ils désormais aussi des masques ?

Compte tenu des revirements viraux des vingt derniers mois, certains spécialistes se méfient des prédictions trop précises. *“Chaque matin, je revois ce que j’ai prédit la veille*, plaisante Michael T. Osterholm, directeur du Centre de recherches et de stratégies contre les maladies infectieuses de l’université du Minnesota. *Toute prédiction à plus de trente jours relève de la boule de cristal.*”

D’autres, dont Ali Mokdad, pensent qu’il faut s’attendre à des épisodes saisonniers de Covid-19, avec certaines années des flambées entraînant de lourdes pertes humaines. Cela pourrait nous inciter à porter le masque en fonction des saisons, à nous faire vacciner chaque année à l’approche de l’hiver et à améliorer la ventilation dans les espaces publics à risques, comme les plateformes de transports en commun.

Selon ce scénario, nos vies ne reprendront jamais leur cours d’avant la pandémie. Et le plus grand changement de cette nouvelle normalité pourrait être une adhésion croissante de la société aux mesures de prévention plutôt qu’une guerre permanente sur le port du masque à l’école ou l’obligation vaccinale sur le lieu de travail. *“Les gens ne sont pas idiots*”, lance Jeffrey Duchin, chef du département d’épidémiologie et des maladies transmissibles des services de santé publics de Seattle et du comté de King. *“Ils finiront par accepter la réalité.”* Et de comparer cette situation au port de la ceinture de sécurité en voiture, controversée au départ et qui a fini par être adoptée.

Notre perception de la réalité a bien changé au cours des quatre mois qui se sont écoulés depuis le discours plein d’espoir de Biden le 4 juillet. *“Personne n’essaie d’éradiquer le Covid de la planète*”, souligne Dara Kass, professeure en médecine urgentiste à la faculté de Columbia. *“C’était peut-être un objectif à un moment donné mais ce n’est plus le cas.”* La priorité aujourd’hui, *“c’est d’essayer de l’empêcher de trop affecter nos vies*”. Et, pour cela, il faut affronter la réalité : le Covid ne va pas nous quitter de sitôt.

—Katherine Eban
Publié le 27 octobre

34%

DES ALLEMANDS estiment que leur gouvernement *“accorde trop d’importance aux efforts pour limiter la propagation du virus, et pas assez au retour à la vie normale”*, selon une enquête internationale YouGov dévoilée par le **Guardian**. Ils sont de plus en plus nombreux dans le monde à être *“exaspérés par les restrictions”* et les politiques menées par leurs gouvernements face à la pandémie. Selon cette enquête YouGov, menée chaque année avec l’université de Cambridge auprès de 26 000 personnes dans 26 pays, le mécontentement *“quant au rythme du retour à la vie normale”* augmente fortement. C’est le cas en Allemagne, passé de 21 % en 2020 à 34 % en 2021, en France (de 19 % à 30 %), au Royaume-Uni (de 13 % à 25 %), en Hongrie (de 30 % à 44 %), en Australie (de 17 % à 34 %) et aux États-Unis (de 29 % à 36 %).

➤ **Dessins de Bénédicte parus dans 24 Heures, Lausanne.**

La cinquième vague **déferle**

Face à une nouvelle flambée des contaminations, de nombreux pays reprennent des mesures drastiques. Au risque d’irriter un peu plus les citoyens. Les réactions, pays par pays.

Belgique. Masque et télétravail

●●● Quelque 35 000 personnes ont défilé contre les mesures sanitaires le 21 novembre, à Bruxelles. Un *“fil rouge”* reliait différents courants, résume **De Standaard** : *“Une forte aversion pour le ‘système’, une profonde défiance vis-à-vis du vaccin et la conviction que toutes les mesures sanitaires – Covid Safe Ticket [pass sanitaire] en tête – ouvrent la voie à une sorte de société techno-totalitaire.”* Alors que, dans le pays, le taux de contamination approche d’un record et que l’occupation des lits en soins intensifs est en passe d’atteindre un seuil critique, les autorités ont promulgué, le 17 novembre dernier, de nouvelles mesures, qualifiées de modestes et confuses par la presse nationale. Pour **Le Soir**, c’est *“un pari gigantesque. Les chiffres explosent mais on va garder tout ouvert – écoles, lieux de nuit, commerces, marchés de Noël, voyages – en espérant que quatre jours de télétravail par semaine, une troisième injection très progressive du vaccin et le masque en tout lieu, tout le temps et à toute heure vont faire le job.”*

Chine. La réouverture attendra

●●● *“La rechute de l’Europe montre que la bataille contre la pandémie est loin d’être terminée. Elle prouve également la valeur de la ligne zéro Covid de la Chine”*, assure le journal nationaliste **Huanqiu Shibao** dans son éditorial, le 8 novembre. Pourtant, la stratégie radicale de lutte contre le Covid-19 suscite un mécontentement grandissant de la population et la critique de chercheurs chinois. Comme Guan Yi, virologue et professeur à l’université de Hong Kong, qui a contesté prudemment le recours massif aux tests PCR, méthode généralisée en Chine. Dans un entretien à la télévision hongkongaise Fenghuang Weishi (Phoenix TV), censuré en Chine, il réclame, pour évaluer l’efficacité réelle des vaccins chinois, de *“tester le niveau d’anticorps, ce qui est le plus important”*. Le **Huanqiu Shibao** reconnaît que, sur les réseaux sociaux chinois, les voix qui doutent de la politique du zéro Covid *“se sont multipliées”* et que, dans certains endroits, la prévention et la lutte contre l’épidémie donnent lieu à des *“pratiques brutales”*. Mais il invite les Chinois à imaginer que la situation actuelle en Europe s’installe dans leur pays :



il y aurait alors *“des dizaines de milliers de contaminations, des centaines de décès quotidiens dans chaque province et région”*, et *“le tollé public ne serait certainement que plus fort”*. L’ouverture du pays n’est pas pour demain, laisse entendre le journal proche du pouvoir : *“À long terme, la Chine doit accélérer les avancées de la médecine pour affronter l’épidémie, et ainsi créer et accumuler les conditions de l’ouverture du pays.”*

Israël. Flambée des cas parmi les enfants

●●● En Israël, l’un des pays les plus vaccinés, on craint une nouvelle flambée épidémique. Le 21 novembre, le Premier ministre, Naftali Bennett, s’est dit inquiet d’une récente *“augmentation du taux de contamination”*, notamment de *“ce qui semble être une vague d’infection [...] parmi les enfants”*. Ceux-ci représentent la moitié des nouveaux cas, rapporte **Ha’Aretz**. Cette vague ne devrait pas entraîner de nouvelles restrictions à ce stade, indique le journal, selon lequel les autorités misent sur une vaste campagne de vaccination des enfants pour enrayer la propagation du virus et atteindre à terme une immunité collective.



La campagne a commencé le 22 novembre pour les enfants de 5 à 11 ans. Avec près des deux tiers de la population intégralement vaccinée, Israël est le premier pays à avoir lancé cet été une campagne générale de rappel du vaccin.

Russie. Poutine donne l'exemple

●●● “On m’a revacciné il y a deux heures, je ne sens rien du tout, tout est normal”, a déclaré Vladimir Poutine le 21 novembre, rapporte le quotidien en ligne russe **Gazeta.ru**. Le président avait eu deux injections de Sputnik V, en mars et en avril. Pour sa troisième dose, il a reçu le Sputnik Light, à base de virus atténué, désormais considéré efficace par les autorités russes, autant pour une première vaccination que pour un rappel, explique le quotidien gouvernemental **Rossiiskaïa Gazeta**. Vladimir Poutine encourage ses concitoyens à suivre son exemple, alors que la Russie fait partie des pays où le nombre de cas et le taux de mortalité sont les plus élevés et où les autorités font face à une réticence importante à la vaccination. On enregistre plus de 1 000 morts quotidiennement depuis plusieurs semaines. “On n’en voit pas le bout”, a admis

le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, le 17 novembre, cité par le tabloïd **Moskovski Komsomolets**. “Au début, nous pensions que la pandémie se terminerait d’ici six mois à un an. Nous nous sommes trompés dans nos calculs.” La veille, l’Agence fédérale de surveillance de la consommation annonçait la prolongation jusqu’en 2024 du port du masque et des restrictions de déplacement pour les plus de 60 ans.

Irlande. Une situation paradoxale

●●● Première, le 27 octobre, au classement **Bloomberg** des pays les plus résilients face au Covid-19, l’Irlande se retrouve aujourd’hui parmi les cancre, relève l’édition irlandaise du quotidien britannique **The Times**. “Le taux d’incidence sur quatorze jours est passé à 959 pour 100 000 habitants à cause de la hausse du nombre de cas.” Plus que tout autre État d’Europe occidentale, Royaume-Uni compris. Le gouvernement de Micheál Martin a présenté de nouvelles restrictions, le 16 novembre. Le télétravail signe son retour, les bars et les boîtes de nuit doivent fermer à minuit et les proches directs de toute personne testée positive doivent s’isoler pendant cinq jours. Avec seulement 290 lits de réanimation pour 5 millions d’habitants (soit 5 pour 100 000), dont le tiers est déjà occupé par des patients atteints

du Covid-19, le système de santé est très vulnérable. Pourtant, le pays figure parmi les plus immunisés du monde : à la fin du mois d’octobre, rapporte la radiotélévision publique RTE, 89 % de la population âgée de plus de 12 ans était entièrement vaccinée. **The Irish Times** avance des pistes d’explication. Au terme d’un des confinements les plus longs du monde, les Irlandais ont rapidement recommencé à “interagir, notamment en intérieur”. Résultat : le pays “a été concerné très tôt par la vague du variant Delta et n’a jamais réussi à ramener les taux de contamination à des niveaux faibles”. Il y a aussi les “hivers humides” assortis “à des jours courts et à une culture de la sociabilisation en intérieur”, tandis que “la proportion relativement élevée de foyers abritant plusieurs générations” faciliterait la transmission au sein de la famille.

Espagne. Vers une extension du pass sanitaire

●●● L’Espagne est confrontée à une nouvelle hausse des cas de Covid-19, alors que 79 % de la population a terminé son parcours vaccinal. Mais le taux d’incidence, estimé à 88 cas pour 100 000 habitants au 15 novembre, est incomparable à la situation de l’automne dernier (470 cas pour 100 000 habitants), remarque le quotidien de centre

gauche **El País**. La situation n’a rien à voir avec la flambée des cas chez plusieurs de ses voisins. Néanmoins, le taux d’incidence dans certaines régions autonomes, compétentes en matière de santé publique, se situe “bien au-dessus de la moyenne nationale”. Voilà qui relance le débat sur le pass sanitaire, dont l’utilisation est disparate selon les territoires. “Certaines régions autonomes qui l’ont mis en œuvre, comme l’a Catalogne et la Galice, envisagent de l’étendre, et celles qui ne l’ont pas encore adopté songent à son utilisation, comme l’Andalousie, Valence et la Navarre”, résume le journal catalan **La Vanguardia**. Le gouvernement autonome basque, aux mains d’un parti nationaliste, a renforcé le 16 novembre, les restrictions et demandé à la justice régionale “l’autorisation d’exiger le pass sanitaire pour certaines activités”, indique le journal **Deia**, à Bilbao. Une requête rejetée par le tribunal supérieur régional basque le 22 novembre.

Autriche. Le reconfinement

●●● “Même les experts peuvent se tromper”, note le journal viennois **Die Presse**. Depuis le 22 novembre, l’Autriche est confinée. “Les Autrichiens ont plus de chances d’arriver en quart de finale de l’Euro de foot que d’avoir un nouveau confinement”, promettait en mai le chercheur Peter Klimek, aux côtés d’autres spécialistes. Six mois plus tard, le taux de vaccination, faible (66 % de la population), a eu raison de ses prévisions : “Désormais, l’Autriche est en finale”. “Il ne s’agit pas de faire de l’expert-bashing”, précise le quotidien. Plutôt de reconnaître qu’il est difficile pour les politiques d’anticiper. Les chefs du parti conservateur au pouvoir ÖVP assuraient le 18 novembre, qu’une telle mesure ne verrait pas le jour, sauf dans les régions de Salzbourg et de la Haute-Autriche. “Tôt le lendemain, les députés de l’ÖVP apprenaient dans les médias qu’un confinement national allait entrer en vigueur.”

France. Rébellion en Guadeloupe

●●● “La Guadeloupe en état de siège”, titre le **Dominican News Online** au-dessus d’images de carcasses de voitures calcinées et de bâtiments noirs par les flammes. Le site d’information de l’île voisine de la Dominique fait le récit d’une semaine de troubles dans le territoire français ultramarin. À l’origine de la contestation, un appel à la grève générale lancé le 15 novembre dernier par l’intersyndicale LKP pour protester contre l’obligation vaccinale pour les soignants et les pompiers, et contre le pass sanitaire. Paris a dépêché des renforts de police depuis la métropole. Le Premier ministre, Jean Castex, testé positif au Covid-19, s’est entretenu le 22 novembre avec les élus guadeloupéens. “Les manifestations contre la vaccination obligatoire en Guadeloupe sont un casse-tête pour la France”, estime **Il Post**, en Italie. En Suisse, **Le Temps** va jusqu’à poser la question : “La rébellion ‘antivaccins’ des Antilles risque-t-elle, demain, de fissurer le bouclier sanitaire au la métropole pense avoir solidement bâti contre le Covid-19 ?” Au 22 novembre, 40,3 % des Guadeloupéens et 41,3 % des Martiniquais avaient reçu deux doses, “moitié moins que la métropole”. Une frilosité qui s’explique en grande partie par le scandale de l’intoxication au chlordécone, rappelle le quotidien de Genève, “ce pesticide ultratoxique utilisé pendant plus de vingt ans dans les bananeraies en Guadeloupe et en Martinique”. Le conflit pourrait durer : “L’une des difficultés, à l’orée de cette cinquième vague, pourrait venir de la fracture que la situation en outre-mer est susceptible de provoquer par solidarité chez les soignants de métropole d’origine antillaise”, très nombreux dans le secteur de la santé.





← Dessin de Bénédictine paru dans 24 Heures, Lausanne.

À la une



“GÉNÉRATION COVID”

La pandémie a-t-elle fait naître une génération Covid dont les caractéristiques seront différentes des millénials ? s'interroge le spécialiste de l'analyse générationnelle Bobby Duffy dans les colonnes du **New Scientist**. “L'effet à court terme a été de séparer encore plus les jeunes générations des autres”, remarque-t-il. Ce fossé risque de se creuser davantage avec la croyance que les adolescents d'aujourd'hui vivront forcément moins bien que leurs parents. L'auteur appelle donc les gouvernements à faire preuve “d'imagination sociale” pour contrer les guerres intergénérationnelles.

UNE LONGUEUR D'AVANCE

Les mutations du virus finiront inmanquablement par engendrer de nouveaux variants. Mais on peut ralentir le processus.

Les virus évoluent vite. Exceptionnellement vite. Plus vite que n'importe quel organisme sur cette planète – et ce nouveau coronavirus ne fait pas exception à la règle”, rappelle la journaliste scientifique Megan Scudellari, en préambule d'un article paru le 2 novembre dans le magazine américain **Nautil.us**.

Intitulé “Pourquoi le coronavirus a toujours une longueur d'avance”, il détaille les mécanismes de mutation du Sars-CoV-2, à l'origine de la pandémie que nous vivons aujourd'hui... Et sa vitesse. Megan Scudellari reprend notamment cette comparaison éclairante, apportée par le chercheur Edward Feil, spécialiste de l'évolution et de la génomique de populations de pathogènes à l'université de Bath au Royaume-Uni, sur le site *The Conversation* : “Depuis le début de la pandémie, Sars-CoV-2 a vécu (en proportion de la taille de son génome) environ le même nombre d'évolutions dues à des mutations que l'être humain depuis que l'Homo habilis a arpenté pour la première fois la Terre, il y a 2,5 millions d'années.”

Ces mutations sont induites par les “erreurs” d'écriture qui s'installent dans le petit brin d'ARN qui constitue le génome du virus. Un processus qui se produit lors des répliquations du Sars-CoV-2. En juin, une équipe du Weizmann Institute of Science, en Israël, a calculé que, chaque fois qu'un humain est infecté, son corps produit entre 1 milliard et 100 milliards de copies du virus. La plupart de ces infimes différences dans les copies

n'aboutissent à rien. Mais quelques-unes changent le virus. C'est surtout sur la contagiosité que ces mutations ont eu un effet : les variants qui circulent actuellement sont de 40 à 60 % plus transmissibles que la souche Alpha.

L'autre facteur qui augmente les possibilités de mutation du virus, c'est l'infection de personnes vulnérables : “Lorsque le virus reste longtemps dans le même organisme – comme le corps d'une personne dont les défenses immunitaires sont affaiblies et ne parviennent pas à éradiquer le virus –, il interagit avec le système immunitaire de son hôte et s'adapte pour augmenter sa charge infectieuse, peut-on lire dans l'article. C'est comme après un passage dans un stage commando : on en ressort plus fort.” D'où l'importance de la vaccination.

“Inutile de perdre du temps à se demander si le virus va encore muter : il le fera, affirme Megan Scudellari. Aussi longtemps que les populations vulnérables seront infectées, le virus va se transmettre, se répliquer, muter, évoluer et se répandre.” Et cela conduira à de nouveaux variants, davantage de morts et une pandémie qui se poursuit.

“Au fur et à mesure que l'infection continue, l'évolution du virus se poursuit, conclut la journaliste. J'en ai marre, comme tout le monde, de porter un masque, de me désinfecter les mains, et de garder mes distances avec les autres. Mais il n'y a que grâce à ces mesures sanitaires et à la vaccination – qui fonctionnent contre tous les variants du coronavirus – que l'on ralentira son évolution.” —

Innovation

Renforcer la science de la mise en œuvre

●●● “En dépit du développement remarquable de vaccins sûrs et efficaces, deux tiers seulement des Américains ont reçu leur première dose, et les gestes barrières, dont la validité scientifique est prouvée, se heurtent à une indifférence, une résistance et une rage généralisées”, regrette un éditorial de **Science**.

La revue américaine ajoute : “Le Covid-19 a montré au monde entier que ‘savoir quoi faire’ ne garantit pas de ‘faire ce que nous savons’.” Pour remédier à cet échec, elle préconise le renforcement d'une discipline naissante : la science de la mise en œuvre. Il s'agit d'étudier “comment faciliter l'adoption des nouveaux traitements et dispositifs par les cliniques, les soignants qui se trouvent en première ligne, les patients, les communautés [leaders d'opinion] et les décideurs politiques”. Il faudrait pour cela créer des collaborations interdisciplinaires entre des branches qui n'ont pas l'habitude d'interagir ensemble comme “la communication, le marketing, l'anthropologie, la psychologie sociale et l'économie”. Plus concrètement, l'idée serait qu'aux États-Unis les Instituts nationaux de santé (NIH) créent un département de la science de la mise en œuvre. “Il étudierait l'utilisation des nouveaux traitements sur le terrain et les obstacles à leur adoption.” Et soutiendrait “les innovations permettant de suivre les taux d'utilisation des traitements (vaccination et thérapies efficaces) et de saisir les stratégies menant à leur adoption”. Et les NIH devraient lancer “des réseaux de recherche sur la science de la mise en œuvre, à l'instar des groupes d'essais cliniques sur le sida. Au moins 10 % du budget des NIH devrait être consacré à ce travail”.



DANS NOS ARCHIVES
courrierinternational.com

Vaccins : une urgence mondiale.

En plein débat sur la troisième dose, une stratégie vaccinale mondiale concertée est vitale, rappelait déjà le dossier de notre numéro 1607, paru le 19 août.



CONTROVERSE

Vaccination : doit-on l'imposer aux derniers récalcitrants ?

L'Allemagne, comme une large partie de l'Europe où le taux de vaccination reste insuffisant, est confrontée à un fort rebond épidémique. Outre-Rhin, le tabou de l'obligation vaccinale est brisé. Sans pour autant convaincre tout le monde.

NON

Nous devons avoir le choix

—Süddeutsche Zeitung Munich

Ce serait tellement merveilleux que plus de gens soient vaccinés ! À l'heure actuelle, les Allemands ne peuvent que regarder avec envie les pays où le taux de vaccination indique que la population est plus forte que le virus. Le taux d'incidence y est minime et la joie de vivre ainsi que les libertés y sont logiquement accrues. Pendant ce temps, l'Allemagne se dirige vers un désastre sanitaire. Tout cela parce qu'il n'y a pas assez de gens vaccinés.

L'instauration de l'obligation vaccinale constituerait néanmoins une erreur. Elle permettrait peut-être de sortir de la pandémie, mais elle ne ferait qu'aggraver des problèmes structurellement plus dangereux encore pour le pays.

Plusieurs raisons expliquent pourquoi l'Allemagne enregistre un des taux de vaccination les plus faibles d'Europe de l'Ouest [avec un peu moins de 68 % de la population, au 18 novembre] : le pays s'est jusqu'à présent plutôt bien tiré de la crise sanitaire, ce qui signifie que bon nombre d'Allemands n'ont pas encore pris la mesure de la dangerosité du virus. Le scepticisme à l'égard des vaccins est traditionnellement fort en Allemagne. Et la méfiance envers le gouvernement y est aussi plus marquée qu'ailleurs. Il est crucial de ne pas renforcer ces tendances au sein de la population.

La promesse de l'État. Avant même l'arrivée des premiers vaccins, le gouvernement s'est engagé à ne pas imposer d'obligation vaccinale. Une promesse répétée à de nombreuses reprises. En revenant sur cette parole, les autorités risqueraient de redoubler la méfiance populaire, et ce alors que le pays a par ailleurs réussi à limiter les effets de la pandémie. Les gens qui ne veulent pas se faire vacciner estiment manifestement

que le Covid-19 n'est pas si dangereux que ça. [Selon eux], le gouvernement ne doit pas revenir sur sa promesse, sous peine de creuser le fossé entre lui et cette catégorie de la population.

L'État s'insinue déjà dans de nombreux domaines de notre vie – à raison. Il détermine qui peut vivre sur le territoire, qui doit payer des impôts, quelle est la conduite à tenir sur la route et à quelle fréquence nous devons faire ramoner notre cheminée. Mais lorsqu'il s'agit de l'intégrité physique des citoyens, il existe une ligne blanche : la vaccination, même lorsqu'elle présente très peu d'effets secondaires, reste une intervention médicale. Elle doit donc être acceptée par la personne directement concernée. Le droit de disposer de son corps est un droit inaliénable. (L'obligation vaccinale des enfants contre la rougeole est un cas différent : il s'agit de protéger les enfants de décisions dangereuses prises par leurs parents.)

La réticence des opposants au vaccin atteint aujourd'hui un tel niveau que l'obligation vaccinale leur apparaîtrait comme une forme de violence physique. Bon nombre de gens ont peur, et aussi infondées soient-elles, leurs craintes sont bien réelles.

Le gouvernement doit donc continuer à faire de la pédagogie – de manière plus intensive et plus persuasive. Il est également légitime de refuser aux non-vaccinés la possibilité d'un relâchement des mesures sanitaires et de mettre en place la règle des 2G [Geimpfte oder Genesene : "Vaccinés ou rétablis", un équivalent plus strict du pass sanitaire français]. Les non-vaccinés représentent un risque pour la société. C'est pourquoi il est normal de soumettre certaines activités, comme les soins aux malades ou aux personnes âgées, à la vaccination. Ceux qui tiennent absolument à rester non vaccinés doivent trouver d'autres activités – et passer un nouvel hiver sans restaurant ni cinéma. Ceux qui n'y tiennent pas autant (et qui nourrissent moins de doutes à l'égard de la vaccination) se feront probablement vacciner – comme le ministre bavarois de l'Économie, Hubert Aiwanger. Parce que nous avons le choix.

—Christina Berndt
Publié le 11 novembre



OUI

Il faut un retour à la vie normale

—Süddeutsche Zeitung (extraits)
Munich

Combien de temps encore le gouvernement va-t-il lutter contre la pandémie de Covid-19 avec des mesures insuffisantes, contradictoires et trop tardives ? Combien de temps encore la vaste majorité des gens raisonnables va-t-elle devoir subir des restrictions liées à une nouvelle vague de contaminations, alors que ces mesures auraient disparu depuis longtemps s'il n'y avait pas autant d'individus obtus et hostiles au vaccin ?

Grâce à la confiance et à la raison, des pays comme le Danemark, l'Espagne ou le Portugal sont parvenus à un taux de vaccination de 90 % ou plus. L'Allemagne, elle, n'y arrive pas. Il y a encore trop de personnes sourdes à la voix de la raison, c'est pourquoi les appels répétés à la pédagogie n'y changeront rien.

Tout comme la France ou l'Italie, l'Allemagne doit à présent durcir le ton avec les opposants au vaccin. Cela ne servirait qu'à encourager la révolte des anti-vaccins, nous objecte-t-on. Mais cet argument occulte une réalité : la division et la révolte sont là depuis le début, dès la première manifestation des Querdenker [les tenants d'une "pensée alternative", souvent critiques face aux restrictions sanitaires]. Il est temps de

mettre un terme à cette prise en otage de la majorité par une minorité déraisonnable. Il serait certainement juste de faire appliquer la règle des 2G à l'ensemble du territoire au titre de mesure d'urgence, ainsi que le réclam[ait] Olaf Scholz [depuis, Angela Merkel s'est entendu avec les Länder pour mettre en place une mesure de ce type en fonction du nombre d'hospitalisations]. Reste que cela ne suffirait pas. Même l'obligation vaccinale pour certains métiers ne serait qu'une demi-mesure. L'État doit employer l'instrument de dernier recours qui serait plus honnête que n'importe quelle mesure indirecte : l'obligation vaccinale pour tous, votée par le Parlement. Le pouvoir a commis une grave faute politique en excluant cette option.

Certes, un tel revirement n'améliorerait pas la crédibilité des responsables politiques. Mais l'État perd encore plus de sa crédibilité lorsqu'il répète qu'il est nécessaire de se faire vacciner, mais ne fait rien pour y obliger les gens – et laisse l'économie et la société faire les frais de cette inaction.

L'ancien responsable fédéral de la protection des données, Hans Peter Bull, juriste libéral s'il en est, a récemment résumé dans une chronique de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* ce qui devrait être évident pour les libéraux du FDP : la liberté de chacun s'arrête là où elle met en danger celle des autres ou leur impose des contraintes intolérables. C'est précisément ce que font les opposants au vaccin. La vaccination n'est pas une affaire privée quand le pays traverse une pandémie. Enfin, on néglige également trop souvent un autre point de vue : comparée à toutes les restrictions que l'État doit prendre à cause du coronavirus, l'obligation vaccinale est bien moins contraignante au quotidien. Or, le principe n'est-il pas que l'État devrait toujours opter pour la mesure la moins contraignante ?

Si l'obligation vaccinale permettait d'atteindre une bonne couverture vaccinale, il serait possible d'abandonner toutes les autres mesures de restriction. Nous pourrions parvenir à ce que tout le monde souhaite ardemment : un retour à la vie normale. Même les opposants les plus acharnés à la vaccination devraient s'en réjouir. Le retour des libertés serait le meilleur moyen d'apaiser la société.

—Peter Fahrenholz
Publié le 12 novembre

d'un continent à l'autre.

Europe



Asie	26
France	30
Afrique	32
Moyen-Orient...	34
Amériques.....	38

Migrants. L'Europe se déchire



FOCUS

Les divisions de l'Union européenne sur la question migratoire sont apparues au grand jour avec la crise à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Décryptage par la presse étrangère.

Varsovie demande l'aide du "monde libre"

La crise migratoire à la frontière avec la Biélorussie permet à la Pologne, de plus en plus isolée sur la scène internationale ces derniers mois, de se replacer au centre du jeu diplomatique, estime la presse nationale.

Les images de la frontière polono-biélorusse, qui ont fait la une des journaux du monde entier durant la première quinzaine du mois de novembre, semblent appartenir au passé. Le poste-frontière de Bruzgi-Kuznica séparant les deux pays est désormais désert, tout comme le camp de fortune établi non loin, qui accueillait encore jusqu'à 3 500 personnes à la mi-novembre, d'après les autorités polonaises.

"L'intensité est retombée à la frontière, mais la crise n'est pas derrière nous", avertit toutefois **Dziennik Gazeta Prawna**. Si les gardes-frontières, cités par le journal de centre droit, notent que les tentatives de franchissement irrégulier de la frontière

sont "trois fois moins nombreuses que quelques semaines auparavant", elles ont gagné en intensité. Certains groupes de migrants, comptant parfois jusqu'à une centaine de personnes, peuvent en effet se montrer "agressifs" et les autorités sont constamment mobilisées, indique le quotidien.

Varsovie ne ménage pas ses efforts pour transmettre ce message auprès de ses partenaires européens. Le 21 novembre, le gouvernement polonais a en effet diffusé sur les réseaux sociaux une vidéo aux accents martiaux. Entre deux images des violents affrontements ayant opposé migrants et forces de l'ordre polonaises le 16 novembre au poste frontalier de Bruzgi-Kuznica, on y voit le Premier ministre,

Mateusz Morawiecki, s'exprimant en anglais, alerter sur le fait que ce qui se déroule à la frontière orientale de l'Union européenne "n'est pas une crise migratoire [...] mais une crise politique [...] visant à déstabiliser l'Europe", rapporte le quotidien conservateur **Rzeczpospolita**.

Le chef du gouvernement, assurant que la Pologne fera tout pour contenir "ce mal qui menace [le continent]", en appelle également au "soutien" du "monde libre" aux pays qui se trouvent en première ligne. Le même jour, Morawiecki s'est rendu dans les trois républiques baltes. Une visite qui s'inscrit dans une série d'initiatives diplomatiques, a indiqué le porte-parole du gouvernement, Piotr Müller, cité par **Polsat News**, notamment une rencontre avec les autres pays du groupe de Visegrad (Hongrie, République tchèque, Slovaquie) le 23 novembre.

Cette activité sur la scène internationale, qui contraste fortement avec l'approche essentiellement nationale de la crise qu'avait adoptée la Pologne jusqu'à maintenant, répond sans doute à des nécessités de politique intérieure. Après que la

marginalisation du pays dans les discussions entre Berlin et Minsk a fortement entamé l'image de la diplomatie polonaise, le Premier ministre polonais "veut convaincre ses électeurs qu'il est à l'avant-garde du combat contre Loukachenko – et qu'il est en train de le gagner", analyse le quotidien libéral **Gazeta Wyborcza**.

Varsovie compte bénéficier de la place centrale qu'elle occupe désormais dans le jeu diplomatique régional pour sortir le pays de son isolement sur la scène internationale. "La crise actuelle est une occasion à saisir pour la Pologne [...] qui pourrait en profiter pour fermer plusieurs fronts", décrypte le quotidien **Rzeczpospolita** dans un autre article.

S'exprimant le 22 novembre dans les colonnes du site d'information progouvernemental **wPolityce**, le Premier ministre, Mateusz Morawiecki, déclarait en effet qu'il faut "se focaliser sur les questions fondamentales pour l'Union" : "Si une guerre venait à éclater sur le flanc oriental de l'Otan, cela vaudrait-il encore la peine de débattre de l'article 7 des traités [mécanisme prévoyant de suspendre les droits d'un État membre de l'UE en cas d'atteinte aux valeurs de l'Union, enclenché fin 2017 contre la Pologne] ?" — **Courrier international**

L'UE doit-elle financer les murs ?

●●● Bruxelles devra-t-elle bientôt payer pour les murs et autres clôtures de ses pays membres ? C'est en tout cas ce qu'ont réclamé douze d'entre eux, parmi lesquels l'Autriche, la Grèce et, justement, la Pologne. La requête, adressée à la Commission via une lettre des ministres de l'Intérieur, demande le "financement européen de murs et clôtures" ("barrières physiques" dans la lettre), note le quotidien italien **Il Sole-24 Ore**. L'exécutif européen s'y est opposé, mais le président du Conseil européen, Charles Michel, lui, s'est dit ouvert à la discussion. Après la crise biélorusse, nul doute que ce sujet va revenir bientôt sur la table des dirigeants communautaires.



Vu de Lituanie

Là où tout a commencé

● Au début de juillet 2021, la Lituanie voit quotidiennement plus d'une centaine de migrants traverser sa frontière avec la Biélorussie. Pour les autorités lituaniennes, il s'agit d'une "attaque hybride" menée par le dictateur Alexandre Loukachenko pour se venger des sanctions européennes. La Lituanie a ainsi accueilli plus de 4 000 migrants, en grande majorité des Irakiens, avant de commencer à les refouler au début d'août. Au même moment, le pays prend la décision de construire une barrière le long de sa frontière pour stopper l'afflux. Longtemps installés dans des conditions déplorables, les migrants sont tous transférés au début du mois d'octobre dans des hébergements en dur. Début novembre, la situation se durcit en Pologne, où plusieurs milliers de migrants sont aidés par les autorités biélorusses pour gagner la frontière. Au moins onze personnes sont mortes durant cette crise. Pour trouver un moyen de la résoudre, le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, s'est rendu le 21 novembre dans les trois pays Baltes. Pour lui, relaie le média public lituanien **LRT**, toute cette affaire relève "d'une tentative de déstabilisation de la frontière orientale de l'UE". Les deux conversations téléphoniques entre la chancière allemande et le président biélorusse (considéré comme non légitime) n'ont pas choqué uniquement la Pologne.

↓ Dessin de Peter
M. Hoffmann, Allemagne, pour
Courrier international.

En Lituanie, elles ont ravivé les rivalités internes. Quand il s'agit de régler la situation, *"nous ne voulons pas que l'on parle dans notre dos"*, affirme le ministre de la Défense, Arvydas Anusauskas, cité par LRT. Par le passé, la Lituanie en a fait l'expérience tragique. *"Le président, Gitanas Nauseda, soutient, lui, que les discussions des leaders occidentaux avec le dirigeant autoritaire biélorusse sont inévitables pour résoudre la crise humanitaire"*, relève le site 15min. Si la tension s'apaise à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, les autorités lituaniennes remarquent que les officiers biélorusses cherchent à pousser de plus en plus de migrants vers la Lituanie.

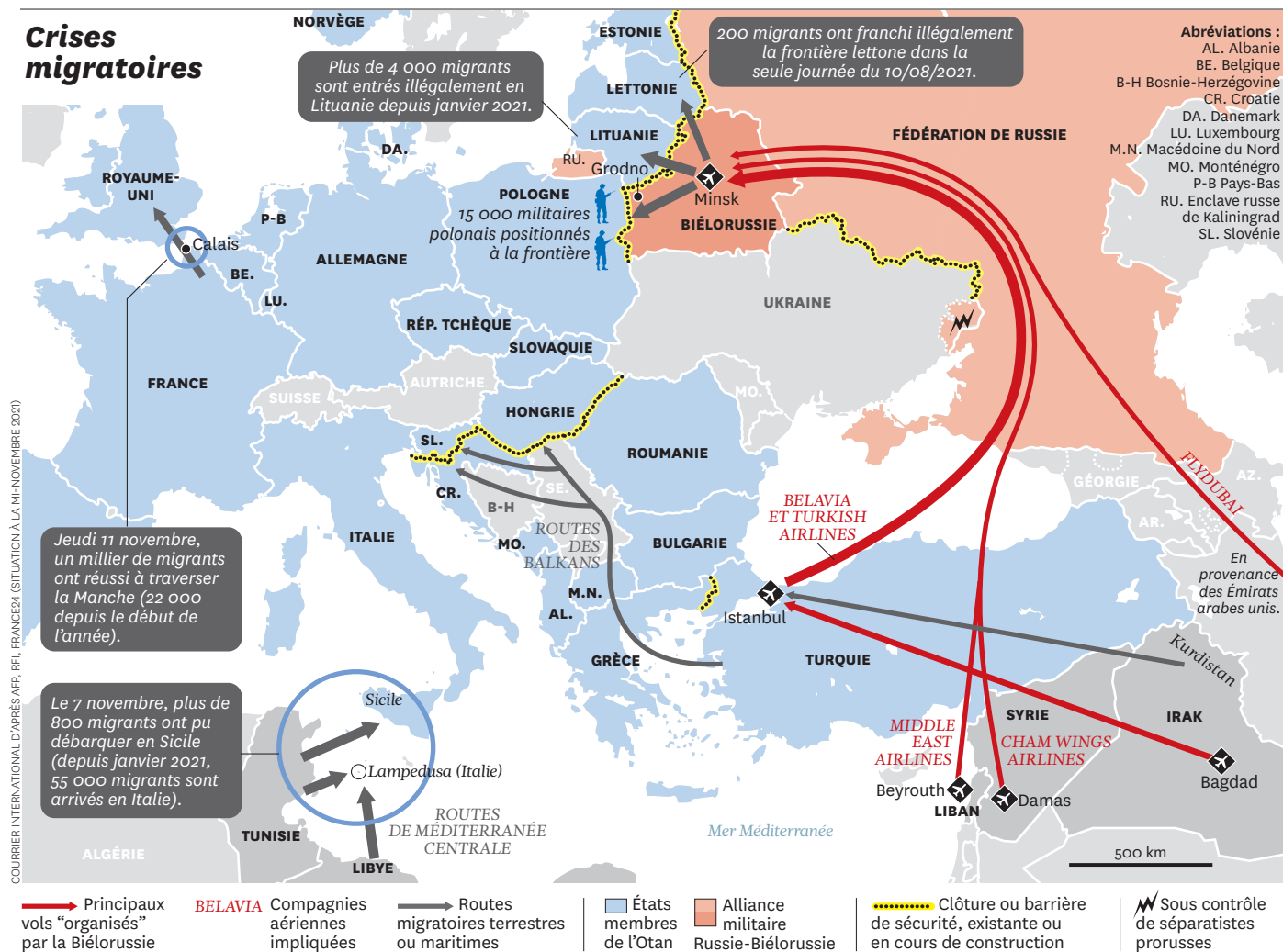
Derrière Loukachenko, l'ombre de Poutine

●●● Derrière Alexandre Loukachenko se dessine l'ombre de Vladimir Poutine, analyse Edward Lucas dans **The Sunday Times**. L'utilisation de réfugiés comme moyen de pression politique porte la marque de Moscou, assure le Britannique spécialiste de la politique étrangère russe. *"Les migrants pressés à la frontière polono-biélorusse sont les victimes d'un jeu géopolitique extrêmement risqué qui a pour but de révéler au grand jour les faiblesses de l'Occident, de jouer sur ses tensions internes, [...] car l'Europe est paralysée par un dilemme sur la question des migrations."* Dans ce contexte, poursuit-il, *"l'arme migratoire sape la confiance du public dans les autorités et clive les opinions politiques. Deux choses qui correspondent au projet du Kremlin, qui veut diviser pour mieux régner."*





Crises migratoires



En septembre, dans son discours sur l'état de l'Union, la présidente de l'UE, Ursula von der Leyen, a condamné le régime de Minsk, accusé d'avoir "instrumentalisé des êtres humains". Une affirmation réitérée au début de la crise par les représentants américains et européens aux Nations unies. Loukachenko utilise effectivement les migrants comme des pions dans une manœuvre diplomatique cynique. Mais la politique migratoire de l'UE a elle aussi "instru-

L'UE a financé une gigantesque industrie de l'enlèvement et de la détention dans toute l'Afrique.

mentaliser des êtres humains", et ce depuis trente ans. On a créé la "forteresse Europe" en faisant des gens des instruments de la politique, en considérant les migrants non comme des êtres humains qui vivent et respirent mais comme des déchets à rejeter des plages et frontières de l'Europe.

Pour entretenir la forteresse Europe, l'UE a financé une gigantesque industrie de l'enlèvement et de la détention dans toute l'Afrique, de l'Atlantique à la mer Rouge, de la Méditerranée au sud du Sahara. Le processus de Khartoum est un accord concocté par l'UE avec des pays du nord et de l'est de l'Afrique pour détenir les migrants avant qu'ils atteignent la Méditerranée. Parmi les États impliqués il y a l'Éthiopie, l'Érythrée, le Soudan et le Soudan du Sud, autant de pays confrontés à des guerres civiles et à des famines désastreuses. L'UE a versé de l'argent à Omar Al-Bachir, l'ancien dirigeant soudanais, inculpé pour crimes de guerre par la Cour pénale internationale, et à Isaias Afwerki, le dictateur érythréen, dont la cruauté dépasse celle de Loukachenko. La politique de l'UE a transformé les migrants en une ressource exploitable.

La situation est encore pire en Libye, où l'UE finance et entraîne les garde-côtes, qui ont pour mission de capturer et de détenir les migrants qui fuient en bateau. Beaucoup de leurs membres sont issus de milices qui se refont une virginité dans l'espoir d'avoir accès à l'argent de l'UE.

Il y a longtemps déjà que l'UE instrumentalise les gens en se

Bruxelles-Minsk, même combat !

L'UE s'indigne mais sa politique migratoire, faite de violences et de sous-traitance de la gestion de ses frontières extérieures, n'a rien à envier à l'approche biélorusse, déplore ce chroniqueur de gauche.

—The Observer (extraits)
Londres

Un groupe d'hommes cagoulés et en uniformes noirs, équipés de manches de pioche, sont en train de passer à tabac des gens, ils les frappent à plusieurs reprises sur les bras, les jambes, le dos. Et les poussent dans un cours d'eau qui délimite la frontière avec l'Union européenne (UE). "Allez ! hurlent-ils. Allez !"

Cet incident n'a pas lieu à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, dernier point chaud

des courants migratoires en direction de l'UE. Il s'est produit à 1500 kilomètres plus au sud, entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Et le drame se répète depuis des mois, sans attirer autant l'attention des médias et du public que les événements qui se déroulent en Biélorussie.

Les uniformes des hommes en noir à la frontière croato-bosniaque n'arboient aucun insigne. Des journaux, des chaînes de télévision, des stations de radio et des ONG européens se sont associés pour enquêter à leur sujet et ont révélé qu'il s'agissait

de membres d'unités spéciales des polices croate et grecque. Leur mission ? Contraindre par la violence les migrants sans papiers à quitter l'UE et les refouler vers des États qui n'appartiennent pas à l'Union.

Ces opérations sont dites "de refoulement", euphémisme décrivant une expulsion illégale et violente. Elles se déroulent tout le long de la frontière sud-est de l'UE. Pas seulement sur terre, en mer aussi. Des hommes des unités d'élite des garde-côtes grecs, là encore vêtus de noir, cagoulés et sans insignes, arrêtent régulièrement des migrants, les entassent dans des canots de sauvetage orange fournis par l'UE, les poussent au large vers la Turquie et les abandonnent à leur sort.

Pour replacer dans leur contexte les événements qui se déroulent à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, il est important de comprendre non

seulement la nature du gouvernement de Minsk, mais aussi la politique migratoire de l'UE. La Biélorussie est un régime brutal, sans merci ; son président, Alexandre Loukachenko, un boucher dont les forces de sécurité ont tabassé tous les manifestants jusqu'à ce qu'ils renoncent, et torturé et emprisonné les chefs de file de l'opposition. Depuis que Loukachenko se sert des migrants pour faire pression sur l'UE, plusieurs milliers de sans-papiers sont pris au piège à la frontière avec la Pologne.

Si abominables que soient les agissements de Loukachenko, la catastrophe humanitaire à la frontière n'est pas la conséquence des actes d'un seul pays. Les forces polonaises aussi ont pris les migrants au piège, les privant de vivres, d'eau ou de soins et interdisant aux journalistes d'approcher de la zone. De nouvelles lois autorisent la police à rejeter les demandes d'asile.



OPINION

↓ Un camp de migrants abandonné près de Bruzgi, en Biélorussie, le 18 novembre. Photos James Hill/The New York Times

servant de l'aide comme d'une arme pour imposer sa politique migratoire. Les pays qui acceptent de détenir quiconque veut partir en Europe touchent de l'argent. Ceux qui refusent d'abriter les déportés perdent leur financement. Le Niger est aujourd'hui l'État qui reçoit le plus d'aide par habitant, non parce qu'il s'agit du pays le plus pauvre du monde, mais parce qu'il est le "laboratoire de l'Europe dans le domaine de la migration", où la politique intérieure est tributaire des objectifs migratoires de l'UE. Avec pour conséquence une économie bancale, des groupes armés qui prospèrent et la mise en place d'un contrôle aux frontières pour les ressortissants nationaux sur leur propre territoire, car c'est ce qu'exige l'Europe.

Pendant ce temps, en Europe, les migrants sans papiers sont traités comme de dangereux criminels, voire des tueurs de masse. En Grèce, au début de novembre, le procès de deux rescapés du naufrage d'un bateau qui avait chaviré en mer Égée a débuté. Ils faisaient partie d'un groupe de 24 personnes qui avaient fui l'Afghanistan. L'un d'eux, N., a perdu son fils de 6 ans dans le naufrage. L'autre, Hasan, a aidé à conduire l'embarcation dans le vain espoir de l'empêcher de couler. N. est accusé d'avoir "mis en danger la vie de son enfant" et risque dix ans de prison. Hasan pourrait rester derrière les barreaux pendant deux cent trente ans pour avoir "transporté 24 personnes sur le territoire grec". Plus tôt cette année, un autre migrant a été condamné à cent quarante-deux ans de prison dans des circonstances comparables.

Ces procès n'ont pas pour but de rendre la justice. Ils sont uniquement conçus pour faire passer un message : "Voilà ce qui vous attend si vous venez en Europe."

Des brutes encagoulées qui battent les gens aux parodies de procès destinés à répandre la peur, la politique migratoire de l'Europe pourrait même susciter l'admiration de Loukachenko. Nous ne devrions pas laisser l'UE profiter des agissements immoraux de ce tyran pour faire oublier sa propre politique, tout aussi cynique, tout aussi brutale.

—Kenan Malik

Publié le 14 novembre

Un problème grave qui ne fait que commencer

Cette crise n'est qu'une vaguelette par rapport à ce qui attend l'Europe postcoloniale dans les années à venir, prévient ce géopolitologue russe.

—Rossiiskaïa Gazeta

Moscou

La vague migratoire en provenance du Proche-Orient qui avait déferlé sur l'Europe en 2015 a mis en évidence une forte divergence entre les États membres de l'Union européenne. Pour de multiples raisons, l'Europe occidentale, habituée à l'afflux de populations originaires des régions les moins prospères du monde, a estimé qu'il serait moins dangereux d'ouvrir ses portes et d'accueillir en nombre ces migrants. La position adoptée par la chancelière allemande Angela Merkel a été déterminante. Si cette dernière a pris la décision d'accueillir un million de migrants, ce n'est pas tant, ou pas uniquement, pour des raisons humanitaires, mais surtout pour éviter l'implosion dans les pays limitrophes des grands centres européens. En effet, les États traversés par cette "caravane" migratoire connaissaient une situation explosive, sachant que la Grèce et les Balkans n'étaient déjà pas réputés pour leur stabilité.

Six ans plus tard, on peut constater que les plus sombres pronostics politiques de l'époque ne se sont pas réalisés. Les pays européens les plus riches ont

réussi à absorber le flux migratoire, même si ces événements ont eu des conséquences qu'il conviendra d'analyser sur le long terme. Mais il est alors apparu que les nouveaux membres de l'UE ne comprenaient pas du tout le raisonnement des grands pays européens. La tentative de Berlin et Bruxelles d'imposer des quotas pour répartir les réfugiés dans toute l'Union n'a pas abouti. D'un côté, les migrants ne souhaitent pas rester dans les pays les moins développés de l'UE, en l'absence de toute prise en charge sociale. De l'autre, les États d'Europe centrale et orientale étaient vent debout contre l'idée même de les accueillir.

Farce tragique. En Allemagne et dans d'autres pays d'Europe occidentale, l'opinion publique s'est montrée alors très critique envers les voisins de l'Est. L'idée générale était : nous les avons comblés de bienfaits en les acceptant dans l'UE, et ils refusent de participer à l'effort collectif, ne serait-ce qu'en accueillant quelques centaines de réfugiés. Conclusion : ils ne sont pas encore mûrs pour faire véritablement partie du monde civilisé. Les commentateurs les plus agueris d'Europe de l'Est ont rétorqué

en critiquant l'incapacité des pays les plus grands et prospères d'Europe à comprendre que pour des pays plus petits et moins prospères, ces "quelques centaines de réfugiés" représentaient une tout autre charge. Aux yeux de l'Allemagne, par exemple, capable d'accueillir des centaines de milliers de personnes de cultures et de religions diverses, quelques centaines, voire milliers d'étrangers ne devaient faire ni chaud ni froid à la Bulgarie ou à la Slovaquie. Mais ces petits États, qui n'ont que récemment acquis ou retrouvé leur souveraineté nationale, ont un autre avis sur la question. Et leur peur de perdre leur propre identité n'est pas abstraite mais bien réelle, quoique exagérée.

Ainsi, au milieu des années 2010, la crise migratoire est devenue un point de désaccord majeur au sein de l'UE. Certes, les sujets de discorde ne manquaient déjà pas, mais celui-ci se manifeste à un niveau mental bien plus profond.

Les événements qui se jouent actuellement à la frontière entre la Biélorussie, la Lituanie et surtout la Pologne ouvrent un nouveau chapitre dans le drame migratoire, qui peut prendre, comme on le voit, une tournure de farce tragique. Laissons de côté la question de savoir comment ces migrants du Proche-Orient se sont retrouvés précisément là. Malheureusement, le phénomène migratoire permet à certains d'exploiter à des fins politiques et commerciales les aspirations à une vie meilleure de ces personnes. L'expérience du président turc semble clairement avoir donné des idées à d'autres. Quant aux réactions des États qui se trouvent

sur le chemin de ces gens en route vers un avenir radieux, elles se manifestent en cascade.

D'un côté, on observe toujours cette même crainte face à un afflux d'étrangers, de l'autre, une réticence toujours aussi forte à dépolitiser ces sujets importants. Il est évident que le problème de l'afflux de migrants depuis le territoire de la Biélorussie doit être discuté précisément avec les autorités biélorusses. Comme cela avait été le cas avec la Turquie lors de la vague syrienne. Or Varsovie, tout comme l'UE, a adopté une posture intransigeante en refusant de dialoguer avec Minsk tant

La tentative d'imposer des quotas pour répartir les réfugiés dans toute l'UE n'a pas abouti.

que Loukachenko serait au pouvoir. Ce qui a eu pour résultat d'offrir au monde entier le spectacle d'un conflit peu ragoutant où la Pologne, armée jusqu'aux dents, repousse des réfugiés sous l'œil des caméras [Angela Merkel s'est, depuis, entretenue au téléphone avec Alexandre Loukachenko].

Si l'on observe ces événements dans un contexte plus global, détaché des péripéties du monde postsoviétique, on voit que le phénomène de déplacements massifs de populations promet d'être le principal enjeu des processus politiques internationaux de la décennie à venir. Dans les pays les plus riches, le discours de gauche condamnant le colonialisme et ses dérivés est devenu le mot d'ordre des progressistes. Ces idées devront se combiner avec la volonté de fermer la porte à ceux qui pensent que le monde développé leur est redevable depuis l'époque coloniale.

Cette confrontation est potentiellement explosive. Plus on s'éloigne du xx^e siècle et plus il apparaît combien la décolonisation aura finalement été l'événement politique majeur du siècle passé, à l'impact le plus durable. Ainsi, ses répercussions vont façonner l'image du monde tel qu'il sera dans vingt-cinq ans, et plus encore dans cinquante ans. Les remous d'aujourd'hui ne sont que l'amorce de la vague.

—Fiodor Loukianov

Publié le 9 novembre





↓ Un camp de migrants abandonné près de Bruzgi, en Biélorussie, le 18 novembre.

Photo James Hill/The New York Times



Vu de Turquie

La tentation du chantage migratoire

● En Turquie, la crise qui se joue à la frontière polonaise en rappelle une autre : “Ces événements nous rappellent ceux de février 2020, lorsque la Turquie avait ouvert sa frontière avec la Grèce, menant des milliers de migrants à affluer vers la frontière et déclenchant une crise importante avec l’Union européenne, écrit le média en ligne **T24**. La crise migratoire actuelle à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne n’efface pas le souvenir de cette crise précédente, et rien ne dit qu’elle ne se reproduira pas. Il y a quelques jours, Erdogan a d’ailleurs prononcé une phrase rappelant cette période, soulignant que la Turquie hébergeait 5 millions de réfugiés et ajoutant : “Si nous leur ouvrons les frontières, je ne sais pas ce que la Grèce fera.”” Comme l’ensemble des titres de la presse turque, **T24** ne manque pas de critiquer la politique européenne en matière migratoire : “La politique migratoire de l’Europe la rend vulnérable au chantage exercé ouvertement par Erdogan et désormais par Loukachenko. Pour des raisons électoralistes, les gouvernements européens craignent de s’aventurer sur le terrain de la politique migratoire, et maintenant Loukachenko en profite. Les migrants continueront de taper du poing à la porte de la forteresse Europe tant qu’on ne leur proposera pas une voie légale et fiable.”

Le quotidien **Habertürk**, lui, s’indigne des menaces de la Commission européenne qui fustige “le rôle de compagnies aériennes appartenant à des pays tiers” pour acheminer les migrants et envisage de les placer sur liste noire. “L’Europe n’a rien à se reprocher dans la crise migratoire, tout est la faute de Turkish Airlines ! titre une éditorialiste. Il n’est absolument pas interdit de vendre des billets d’avion à des Syriens ou à des Irakiens et de les transporter à Minsk. La Commission le sait, elle ne fait que grommeler de vagues menaces.” Toutefois, pour complaire à ses partenaires polonais, baltes et ukrainiens, la Turquie a accepté, le 12 novembre, d’interdire de vol vers la Biélorussie les ressortissants syriens, irakiens et yéménites.—



Que deviennent les réfugiés de la frontière ?

Ces milliers de migrants rêvent toujours d’Europe et très peu ont été rapatriés. Pour ne pas perdre la face, la Biélorussie affiche son soutien, mais pourrait être contrainte d’accorder l’asile à ceux qui le souhaitent.

La Biélorussie “fera tout” pour aider les migrants

●●● “Nous nous efforcerons de faire tout ce que veulent ces gens. Le désir des réfugiés est pour nous une loi. Ils veulent rentrer en Irak ou en Syrie ? Nous organisons un vol, comme vous l’avez vu [environ 400 personnes sont rentrées à Bagdad le 18 novembre]. Et nous prévoyons un autre vol à la fin de ce mois si nous rassemblons suffisamment de candidats au retour”, a annoncé Alexandre Loukachenko, le 22 novembre, selon l’agence biélorusse officielle **Belta**. Le problème, a précisé le président biélorusse, est que ces migrants qui ambitionnent de gagner l’UE “ne veulent pas rentrer chez eux”. C’est pourquoi, “s’ils souhaitent se rendre en Allemagne ou en Pologne, nous ferons notre possible pour les y aider. Nous négocierons,

exigerons à leurs côtés qu’on les laisse entrer. Car ils n’y aspirent pas seulement pour une vie meilleure, mais aussi pour y rejoindre leur famille.”

Alors que la porte-parole de la présidence biélorusse avait annoncé, le 19 novembre, après deux échanges téléphoniques entre Angela Merkel et Alexandre Loukachenko, que l’Allemagne acceptait d’ouvrir un couloir humanitaire pour 2 000 migrants, Berlin a depuis démenti cette information, la qualifiant de “fake news”. Comme le rapporte le quotidien russe **Kommersant**, Alexandre Loukachenko s’est plaint depuis de ne plus avoir de nouvelles : “Mme Merkel m’a promis que cette question serait étudiée au niveau de l’UE. Mais ils ne le font pas, et ne reprennent pas contact.” Pendant ce temps, le tabloïd russe **Moskovski Komsomolets** s’est penché sur la question des migrants qui ne veulent pas quitter la Biélorussie. “Le pouvoir biélorusse va devoir accorder l’asile à ceux qui le demanderont,

au risque de perdre la face”, estime le politologue Artiom Agafonov. Mais la Biélorussie n’accordant quasiment aucune couverture sociale aux réfugiés, ils ne seront certainement pas nombreux. Sans connaissance de la langue russe ou biélorusse, il est par ailleurs difficile de se faire une place, précise-t-il. Quoi qu’il en soit, la gestion d’une telle situation constituera une première expérience pour les autorités comme pour les citoyens biélorusses “qui ne sont pas toujours bien disposés à l’égard des migrants”.

En Irak, de rares candidats au retour

●●● Le jeudi 18 novembre, 431 migrants irakiens espérant rejoindre l’Europe, mais qui étaient bloqués depuis plusieurs jours à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, ont été rapatriés dans leur pays. Ils étaient les rares candidats à un retour volontaire parmi les milliers de ressortissants irakiens massés à cette frontière, “dont la plupart viennent du Kurdistan”, dans le nord de l’Irak, écrit le quotidien panarabe **Asharq Al-Awsat**.

Ces derniers jours, l’Irak – tout comme la Turquie ou le Liban – avait imposé des restrictions de vol vers la Biélorussie pour contenir l’afflux de ces migrants. Dans le gouvernorat de Dahuk, au Kurdistan irakien, “les jeunes Kurdes ne parlent que d’émigration vers l’Europe, relève le site irakien indépendant **Al-Alam Al-Jadid**. C’est le rêve qui unit la plupart des jeunes, au vu de l’augmentation du chômage dans leurs rangs.”

“Avant de vous demander pourquoi la jeunesse quitte le pays, demandez-vous ce que vous avez fait d’eux, chers politiciens d’Irak, s’écrit un journaliste irakien sur le site d’information **Kitabat**. Avant de les rapatrier par avion, de vous lamenter à grands cris de leurs souffrances, de les utiliser comme un outil de pression politique ou de propagande électorale, reconstruisez l’Irak.” —



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Suivez cette crise aux frontières de l’Union européenne à travers la presse internationale.

**Enedis aide les villes à lutter
contre le gaspillage d'électricité.
C'est une sacrée bonne nouvelle.**



Photographe : Aurélien Chauvaud. Illustration 3D : Asile.

Avec le compteur Linky, Enedis propose aux collectivités de mesurer quotidiennement la consommation des bâtiments publics, afin de limiter les dépenses inutiles. Un compteur qui compte en quelque sorte.

ENEDIS

**Bienvenue dans
la nouvelle France électrique**

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

ROYAUME-UNI

Surfeurs en eaux troubles

En 2020, quelque 400 000 déversements d'eaux usées ont eu lieu en Angleterre. Un fléau contre lequel se battent Hugo Tagholm et son association d'adeptes de la glisse militants.



—The Times (extraits)
Londres

Hugo Tagholm est capable de vider une plage en un rien de temps. Il déclenche une alerte au déversement d'eaux usées, et tout le monde se précipite hors de l'eau. Les eaux usées sont en effet le cauchemar des nageurs, au même titre que les requins – personne n'a envie de barboter au milieu des excréments. Hélas, Hugo Tagholm lui-même se laisse parfois piéger, et se retrouve à surfer sur une vague marron. “C’est assez désagréable de patauger dans les effluents”, s’agace-t-il.

Nous nous sommes donné rendez-vous sur la plage de Bude, à la frontière des Cornouailles et du Devon, dans le sud-ouest de l’Angleterre. Ce sont les vacances de la Toussaint et il bruine, pourtant des adolescents en combinaison humide ont déjà leur surf sous le bras, et des enfants armés de seaux s’agitent entre les mares résiduelles qui parsèment les rochers.

Hugo Tagholm s’inquiète pour son fils de 13 ans, qui surfe avec un ami près de chez eux, dans les

Cornouailles, dans une zone où un déversement d’effluents vient d’être signalé. Le dernier week-end d’octobre, Surfers Against Sewage (SAS) [“Les Surfeurs contre les eaux usées”], l’association qu’il dirige, a diffusé 14 alertes aux effluents rien que pour des plages du Devon.

Les gens n’aiment pas vraiment parler d’excréments, reconnaît le surfeur militant, mais c’est un

sujet auquel il faut s’habituer. L’an dernier, plus de 400 000 déversements polluants ont eu lieu en Angleterre, et les eaux usées se sont répandues dans les cours d’eau pendant plus de trois millions d’heures. “C’est difficile de concevoir qu’on déverse des détritiques dans les endroits où nous aimons nager, surfer, barboter. On trempe dans les bactéries *E. coli*, les produits chimiques, les bactéries résistantes aux antibiotiques et les microplastiques”, rappelle Tagholm.

Si le nom de son association évoque des commandos cagoulés [“SAS” sont aussi les initiales d’une unité des forces spéciales britanniques, le Special Air Service], Hugo Tagholm, lui, est

calme et décontracté. Il tient plus du surfeur des Cornouailles que du chef d’entreprise. Il passe des heures à organiser des collectes de déchets le long du littoral ; avec près de 100 000 bénévoles, il ramasse des préservatifs et des lingettes échouées sur les plages. “Ce n’est pas un métier très glamour”, s’amuse-t-il.

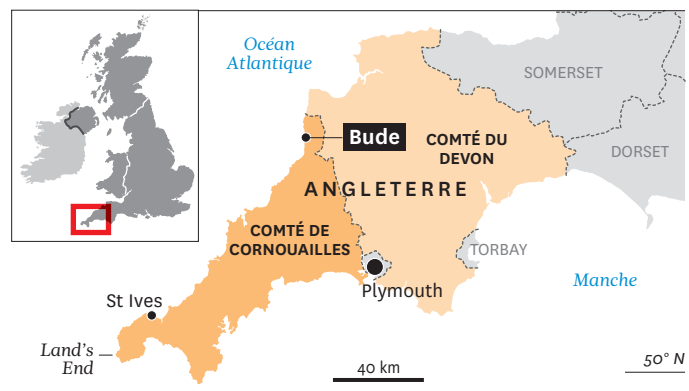
Menace sanitaire. Il y a peu, son association a réalisé une enquête intitulée *Beach Bums* [“Les popotins des plages”]. “C’était assez intrusif se souvient-il. Nous avons dû effectuer des prélèvements rectaux.” Les échantillons fournis par les surfeurs et les nageurs ont ensuite été comparés à ceux d’une population de référence. Conclusion : le système digestif des baigneurs réguliers contient trois fois plus de bactéries résistantes aux antibiotiques que la moyenne. “C’est une nouvelle menace sanitaire”, conclut Hugo Tagholm.

En Angleterre et au pays de Galles, le traitement des eaux usées connaît des hauts et des bas. La situation était assez catastrophique dans les années 1990, lorsque l’association est née, explique Tagholm. Puis les entreprises ont réagi, sous la pression des organismes de surveillance et de l’Union européenne. Mais dès qu’elles ont cessé d’être encadrées correctement, elles ont repris leurs mauvaises habitudes.

Le nouveau projet de loi environnementale débattu ces dernières semaines à la Chambre des communes a d’abord suscité un engouement général, se souvient Hugo Tagholm. “C’était une chance incroyable de sauver nos rivières et nos côtes.” Mais, le mois dernier, 265 députés conservateurs ont voté contre un amendement qui prévoyait d’obliger les entreprises de traitement de l’eau à diminuer le nombre de déversements d’effluents, alors même que le Royaume-Uni a accueilli la COP 26 [début novembre], et que Londres tente de s’imposer en chef de file de la restauration des écosystèmes. La réaction du grand public a pris tout le monde au

“On trempe dans les bactéries *E. coli* et celles résistantes aux antibiotiques.”

Hugo Tagholm,
SURFEUR MILITANT



dépourvu, même Hugo Tagholm : “L’indignation s’est propagée comme un tsunami.”

Face à l’hostilité générale, le gouvernement a annoncé fin octobre un changement de cap partiel. Le ministère de l’Environnement a présenté un amendement qui contraindra les entreprises de traitement de l’eau à réduire progressivement les répercussions néfastes des rejets d’effluents via les déversoirs d’orage [en cas de fortes pluies soudaines, menaçant de faire remonter les égouts dans les foyers d’habitation, les entreprises sont légalement autorisées à ouvrir les vannes].

Un frein au tourisme. Hugo Tagholm n’a aucune pitié pour les professionnels du secteur, qui ont d’abord mis leur incapacité à traiter les eaux usées sur le compte de la vétusté du réseau, et qui accusent désormais la pénurie de chauffeurs routiers [responsable d’une rupture de l’approvisionnement en produits chimiques de traitement]. “Ils ont foulé aux pieds un nombre incalculable d’obligations juridiques et ont reçu de nombreuses amendes. Les autres pays européens, eux, ne songeraient même pas à dégrader la qualité de l’eau de la sorte”, accuse-t-il. L’Angleterre compte une seule rivière où la baignade est officiellement déclarée sûre. En France, on en trouve 573.

Les élus victoriens avaient un plus grand sens des responsabilités que les hommes politiques d’aujourd’hui, dénonce Tagholm. “Je pense souvent à la ‘Grande Puanteur’ qui a frappé Londres en 1858. Cet été-là, la Tamise dégageait des odeurs pestilentielles à cause des eaux usées et de la chaleur.”

À l’époque, les élus ont adopté la loi qui a permis la construction de l’incroyable réseau d’égouts londonien. “J’y suis descendu, raconte

✓ Dessin de Kichka paru dans
i24news, Tel Aviv.

Hugo Tagholm, c’est une prouesse d’ingénierie, conçue pour l’avenir.”

Mon regard se pose sur l’océan, et je ne peux m’empêcher d’imaginer des eaux brunes et bouillonnantes – Tagholm pourrait bien dissuader les touristes de jamais remettre les pieds au Royaume-Uni. “On ne cherche pas à semer la panique, se défend-il. Nos plages comptent parmi les plus belles du monde, mais les touristes ne viennent pas ici pour voir une fosse septique géante.” La Grèce, la France, le Portugal et l’Italie ont bien compris l’importance de la propreté pour le tourisme. Les plages britanniques, elles, se situent tout en bas de l’échelle européenne pour ce qui est de la qualité de l’eau.

Hugo Tagholm a grandi à Muswell Hill, dans le nord de Londres, et souligne l’importance de l’océan dans la capitale. La Tamise vit au rythme des marées, et le jeune homme a passé de bons moments en famille sur les berges, à fouiller la boue à la recherche de tuyaux d’argile, de pièces et de poteries. “À l’époque, il y avait beaucoup moins de plastique”, se souvient-il. D’abord passionné par la défense de l’environnement, il a découvert le surf lorsqu’il était jeune adolescent et il est devenu accro. “Quand je me suis rendu compte que je pouvais en faire mon métier, j’étais ravi”, raconte-t-il.

Je reprends la route du Devon, sous une pluie battante. Ce soir-là, j’ouvre l’application créée par SAS et constate avec horreur que presque toutes les plages du sud-ouest de l’Angleterre présentent une alerte au déversement d’eaux usées. Je me demande comment la faune et la flore résistent à cet assaut. “L’heure est grave, m’écrit Hugo Tagholm par SMS. Mais la colère a du bon : je crois que tout le monde en a plus qu’assez.”

—Alice Thomson

Publié le 1^{er} novembre

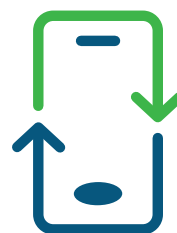


BETC Bouygues Telecom - Société anonyme au capital de 619 698 624,76 € - Siège social : 37-39, rue Boissière - 75016 PARIS - 397 480 930 RCS PARIS.



À Noël, offrez un cadeau qui durera plusieurs Noëls.

**Un smartphone à Noël c'est bien,
un smartphone qui dure, c'est mieux.**
Avec les Solutions Smartphone Durable,
Bouygues Telecom réserve à ses
clients Forfait Sensation un **tarif préférentiel**
sur la réparation de leur smartphone.
Rendez-vous sur
bouyguetelecom.fr/smartphone-durable



**solutions
smartphone
durable**

RÉPARÉ · REPRIS · RECONDITIONNÉ · RECYCLÉ



en boutique | bouyguetelecom.fr

Offre réservée aux Forfaits Sensation avec engagement 24 mois. Réduction deux fois par an auprès de notre partenaire pour les réparations hors garanties. Conditions sur bouyguetelecom.fr.
🔧 Kit mains-libres recommandé.



asie

Birmanie. Aung San Suu Kyi fait face à un juge inflexible

Poursuivie dans plusieurs affaires, l'ancienne cheffe du gouvernement birman, renversée par l'armée en février dernier, risque plusieurs décennies de prison. Le site Myanmar Now dresse le portrait de celui qui va la juger, Ye Lwin.

— Myanmar Now
Rangoon

Dans un pays connu pour l'opacité de sa justice, Ye Lwin est un oiseau rare : ce magistrat n'est pas un rouage anonyme de la grande machine aux ordres de l'armée birmane. Actuellement en poste au tribunal du district de Dekkhina, dans la capitale, Naypyidaw, il peut se targuer d'avoir participé à plusieurs procès très médiatisés, notamment ceux contre Aung San Suu Kyi et d'autres membres du gouvernement civil déchu [renversé par le coup d'État militaire du 1^{er} février dernier].

Dans sa dernière affaire en date, il dirigeait avec un autre magistrat les délibérations qui ont abouti le 29 octobre à la condamnation à vingt ans de prison pour sédition de Win Htein, membre éminent de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), chassée du pouvoir par la junte. Ye Lwin s'est fait connaître il y a plus de trois ans : d'abord pour son rôle de responsable de la communication dans le procès contre les assassins de celui qui fut longtemps l'avocat d'Aung San Suu Kyi, Ko Ni, puis, en tant que juge, pour avoir jugé coupables deux journalistes de [l'agence] Reuters accusés d'avoir violé la loi sur les secrets officiels en réalisant un reportage sur les atrocités commises contre les Rohingyas par l'armée dans l'État Arakan [en 2018].

Une réputation de sévérité qui n'est guère rassurante alors qu'il préside le procès de l'ex-dirigeante [pour lequel un premier verdict est attendu pour le 14 décembre], fondé sur la même loi datant de l'ère coloniale. Cependant, les avocats qui l'ont vu au travail reconnaissent bon gré mal gré avoir du respect pour cet homme.

Ainsi dans l'affaire Win Htein, le magistrat



↓ Dessin de Kichka, Israël, pour Courrier international.

n'a-t-il manifesté aucune prévention contre l'accusé, estime Myint Thwin, avocat principal de l'ancien pilier de la LND, âgé de 79 ans : "Le juge n'a fait que son travail. Il ne s'est pas attardé pour regarder Win Htein : à peine sa décision prononcée, il a quitté immédiatement le tribunal." Ye Lwin leur a par ailleurs laissé exercer, à lui et à son équipe, "l'ensemble des droits de la défense" en faveur de leur client.

Cela ne devrait pas pour autant rassurer Aung San Suu Kyi, qui ne se fait guère d'illusions quant à ses chances de bénéficier d'un jugement équitable sous le régime qui a pris le pouvoir le 1^{er} février dernier. "Je crois que je pourrais bien écoper de plus", a-t-elle lâché à Myint Thwin, quand, la veille du verdict contre Win Htein, il l'a informée que son client risquait vingt ans de prison.

"Ye Lwin est plutôt digne de confiance. Ce n'est pas le genre à être impliqué dans des scandales de corruption."

UN ANCIEN OFFICIER DE JUSTICE

Décrit par certains de ses confrères comme un homme "charismatique" et un bon communicant, Ye Lwin est aussi considéré, assez largement, comme un magistrat prenant ses responsabilités au sérieux. "En règle générale, je dirais qu'il est plutôt digne de confiance. Ce n'est pas le genre à être impliqué dans des scandales de corruption", commente ainsi un officier de justice à la retraite, qui a bien suivi la carrière de Ye Lwin, entamée il y a plus de vingt ans.

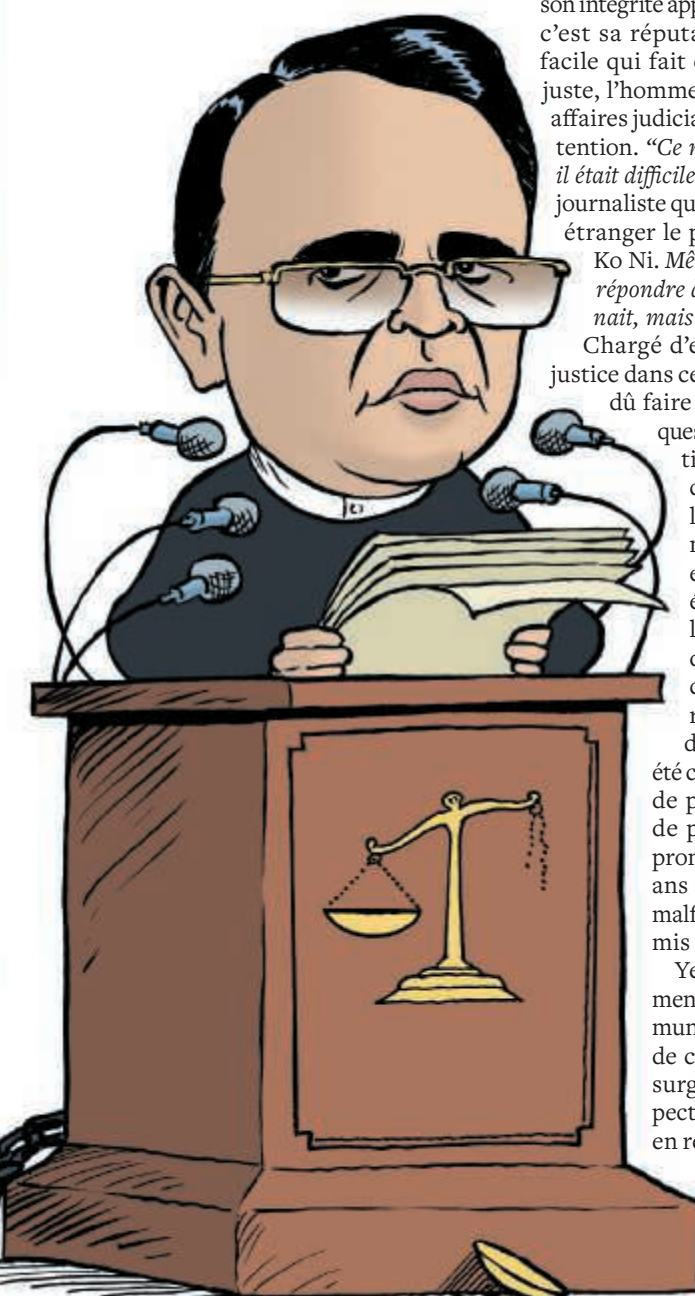
Communicant. Mais plus encore que son intégrité apparemment sans reproche, c'est sa réputation d'être d'un abord facile qui fait de Ye Lwin, 50 ans tout juste, l'homme de la situation pour les affaires judiciaires qui concentrent l'attention. "Ce n'était pas quelqu'un à qui il était difficile de parler, se souvient un journaliste qui a couvert pour un média étranger le procès de l'assassinat de

Ko Ni. Même quand il ne voulait pas répondre à une question, il contour-
nait, mais sans se mettre en colère."

Chargé d'expliquer la décision de justice dans cette affaire, Ye Lwin avait dû faire face à un feu roulant de

questions sur la clémence relative des peines prononcées contre deux des accusés. Si les deux assassins reconnus coupables, Kyi Lin et Aung Win Zaw, ont été condamnés à mort, le cerveau présumé du meurtre, un ancien capitaine des services de renseignements militaire du nom de Zeyar Phyto, n'a été condamné qu'à cinq années de prison pour destruction de preuves, tandis qu'était prononcée une peine de trois ans seulement, pour recel de malfaiteur, contre le quatrième mis en cause, Aung Win Tun.

Ye Lwin a démontré l'immensité de ses talents de communicant dans la justification de ces décisions. Et quand a surgi le nom d'un autre suspect (Lin Zaw Tun, un colonel en retraite et ancien conseiller du général Min Aung Hlaing [qui dirige le pays depuis le coup d'État], qui a par la suite été élu au



Parlement sous la bannière du Parti de l'union, de la solidarité et du développement, proche des militaires), Ye Lwin s'est bien gardé de mettre à l'épreuve ses dons d'orateur.

Avant de mettre un terme à sa conférence de presse, il a dit calmement : *“En tant que responsable de la communication, je me contente de transmettre les renseignements disponibles sur les actions de la cour. J'ai déjà présenté en détail toutes ses conclusions et ses remarques dans le rapport du jour. Je n'ai pas d'autre commentaire à faire sur cette affaire.”*

Même dans l'affaire contre les journalistes de Reuters Wa Lone et Kyaw Soe Oo, le travail de Ye Lwin lui a valu des éloges inattendus : ceux d'un officier de police convoqué comme témoin à charge, et qui a révélé un coup monté contre les accusés. Quand Moe Yan Naing, ancien capitaine dans la police, a affirmé devant la cour que Wa Lone et Kyaw Soe Oo avaient été piégés, c'est tout le dossier de l'accusation qui a bien failli s'écrouler. Mais au lieu de tenter de le réduire au silence, Ye Lwin a laissé Moe Yan Naing s'exprimer.

Moe Yan Naing, qui a par la suite fait de la prison pour avoir dit la vérité à la barre, le raconte : *“Il n'a pas rejeté mon témoignage, il l'a validé dans la procédure. Mais au bout du compte, il n'a eu aucun effet sur la condamnation prononcée contre les deux journalistes.”* Wa Lone et Kyaw Soe Oo, auteurs d'une enquête sur le massacre de dix hommes et jeunes garçons dans le district de Maungdaw en septembre 2017, ont été tous deux condamnés à sept ans de prison en vertu de la loi sur les secrets officiels ; ils ont ensuite été graciés [en mai 2019, au terme de plus de cinq cents jours d'emprisonnement].

Depuis sa première prise du pouvoir, il y a près de soixante ans, en Birmanie, l'armée a peu à peu privé la justice de toute indépendance. Aung San Suu Kyi, qui avait été nommée pour diriger une commission parlementaire sur “l'État de droit” quelques mois après avoir remporté une législative partielle, en 2012, tenait à redonner aux tribunaux toute leur indépendance, un pilier de la démocratie. Ainsi disait-elle lors d'une conférence TED en juillet 2014 : *“Mon parti a toujours insisté sur l'État de droit précisément en raison du manque d'indépendance de notre justice. Elle est totalement au service de l'exécutif. Ce qui signifie non seulement que la justice est antidémocratique, mais que l'exécutif est antidémocratique, et le corps législatif aussi.”*

“La justice est antidémocratique, l'exécutif est antidémocratique, et le corps législatif aussi.”

Aung San Suu Kyi,
ANCIENNE PRÉSIDENTE

Mais voilà de nouveau Aung San Suu Kyi emprisonnée par les généraux, et ceux-ci n'ont aucun scrupule à exploiter leur emprise sur le système judiciaire pour bafouer ses droits fondamentaux, comme [ils le font avec] tous leurs opposants. Mise en cause à ce jour pour onze chefs d'accusation, elle n'a pas pu se faire accompagner par l'ensemble de ses avocats lors de la première audience du procès qui lui est intenté en vertu de la loi sur les secrets officiels. Rien que dans cette affaire, elle encourt quatorze années de prison. Cette décision montre sans doute possible que Ye Lwin n'a aucune intention de se démarquer de plusieurs décennies de soumission du pouvoir judiciaire à l'armée.

Nouveau contexte. Un autre avocat ayant eu affaire à Ye Lwin se refuse à tirer de ce qu'il avait vu dans les tribunaux des conclusions sur le tempérament du juge. Peu importe sa personnalité, estime-t-il : il fera ce qu'on attend de lui, comme il l'a fait dans toutes les autres affaires qui lui ont été confiées. *“Pendant ces audiences, il a fait ce qu'il avait à faire. Mais en fin de compte, il rendra peut-être des décisions qui ne nous satisferont pas”*, résume l'homme de loi, sous le couvert de l'anonymat.

Pour Moe Yan Naing, le policier qui avait été impressionné par la bonne disposition de Ye Lwin à écouter son témoignage accablant pour les autorités, il est peu probable qu'il fasse preuve d'autant d'impartialité aujourd'hui, étant donné le contexte en Birmanie. *“La plupart des questions de justice nous échappaient déjà quand nous avions un président [élu], rappelle l'ancien policier. Maintenant que nous sommes en dictature, les choses ne peuvent qu'empirer.”*

— **Nyan Hlaing Lin**
Publié le 9 novembre

SOURCE

MYANMAR NOW

Rangoon, Birmanie

Quotidien

myanmar-now.org

Créé en 2015, ce site d'information en birman et en anglais publie des reportages, des analyses et des commentaires sur le pays. Une partie des journalistes birmans qui l'alimentent ont travaillé un temps à l'étranger. Très ouvert, il est soutenu par la Thomson Reuters Fondation avec comme objectif de participer au pluralisme des médias.

Recul

Une justice sous le “contrôle absolu” des militaires

●●● Selon **Nikkei Asia**, “le régime militaire birman a enterré les maigres progrès du système judiciaire” de ces dix dernières années. Depuis le coup d'État du 1^{er} février, l'armée a repris “le contrôle absolu sur les juridictions et les avocats, décidant d'imposer ou de suspendre arbitrairement certaines lois, ou ayant un recours de plus en plus fréquent à ses tribunaux militaires pour juger et condamner. Le système judiciaire est redevenu un simple outil administratif de coercition” dans les mains de l'armée. L'hebdomadaire rappelle qu'entre 2012 et 2021 des tentatives de réformes pour garantir l'indépendance et la probité des juges et des avocats avaient été entreprises. Le journal note aussi que la libération, le 15 novembre dernier, du journaliste américain Danny Fenster, initialement

condamné à onze ans de réclusion, ne doit pas masquer que des milliers de personnes ont été arrêtées. Et elles “ne bénéficient pas du soutien d'un grand pays”. Selon l'Association d'aide aux prisonniers politiques, depuis le coup d'État, plus de 7300 personnes ont été emprisonnées et 1200 tuées. L'ancienne présidente, Aung San Suu Kyi, 76 ans, risque pour sa part de nombreuses années de prison. Depuis juin, elle est jugée pour plusieurs faits, dont importation illégale de talkies-walkies, corruption, sédition. Le 16 novembre dernier, elle avait été inculpée de fraudes électorales pour le scrutin de novembre 2020. Des élections largement remportées par son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), un camouflet pour les militaires.

MBA
— FAIR —

LE SALON DES MBA ET
EXECUTIVE MASTERS

SAMEDI 27 NOVEMBRE

📍 10H30 - 17H PALAIS BRONGNIART, PARIS 2^e

📺 17H - 20H EN LIGNE

Conférences avec les journalistes du *Monde*
Rencontres avec les établissements les plus reconnus

DIRIGEZ VOTRE CARRIÈRE !

INFO & INSCRIPTION GRATUITE
MBA-FAIR.GROUPELEMONDE.FR

Le Monde

LOBS

Télérama

Courrier international

PHILIPPINES

Marcos et Duterte: place aux jeunes

Ferdinand Marcos Jr, fils de l'ancien dictateur, est le favori de l'élection présidentielle de 2022. Surtout depuis le renoncement de Sara Duterte, fille du président sortant et elle-même candidate à la vice-présidence.

ce qu'il estime lui être dû, trente ans après son retour d'exil, en 1991. [Ferdinand Marcos, en exil, avait été accueilli à Hawaï après 1986.]

Jusqu'à présent, la campagne est surtout animée par les violentes luttes intestines qui couvent en coulisse depuis des années entre les dynasties Marcos et Duterte.

Tandis que les Duterte cherchent à consolider leur pouvoir et à protéger le président sortant de futures poursuites juridiques et de l'acharnement politique, les Marcos souhaitent laver l'honneur de leur famille. Sachant que Imelda [la mère] a désormais plus de 90 ans, et Ferdinand Jr plus de 60 ans, le temps ne joue pas en leur faveur.

Malgré les efforts répétés des deux familles pour former un front uni, le clan Marcos a doucement pris l'avantage sur les Duterte, qui se déchirent publiquement et accusent dans les sondages une chute de leur taux d'opinions favorables.

À l'issue d'une réunion très commentée le mois dernier, à Cebu, les deux candidats semblaient avoir trouvé un compromis, puisque Sara Duterte a pratiquement confirmé son intention de briguer la vice-présidence. Une fois sa rivale hors jeu, Ferdinand Marcos a rapidement consolidé sa position.

Mais cette ascension fulgurante s'est révélée à double tranchant : Marcos a rapidement dû affronter la résistance de l'opposition, qui a exigé d'une seule voix sa disqualification, offrant ainsi à Sara Duterte l'occasion de reconsidérer sa décision.

La semaine dernière, Sara Duterte a fait des adieux émouvants à ses partisans à Davao, et renoncé à se présenter à sa réélection à la tête de la ville. Elle a ensuite fait grimper la tension en quittant son parti régional, le HNP, pour rejoindre le Lakas-CMD, le parti national de Gloria Arroyo – prérequis

indispensable pour briguer un poste haut placé. Finalement, le député Joey Salceda a annoncé que la maire de Davao était bel et bien "candidate à la présidence", des propos qui ont fait l'effet d'une bombe.

Sans jamais avoir été ostensiblement favorite, Sara Duterte s'est régulièrement hissée en tête des intentions de vote, et elle est au coude à coude avec Ferdinand Marcos. D'après les sondages, elle ferait moins bien dans la course à la vice-présidence, car la plupart de ses soutiens souhaitent la voir [prendre la place de son père], dans ce qui serait la première succession dynastique de l'histoire démocratique des Philippines.

Pourquoi se contenter de la seconde place ? se demande le clan Duterte.

Ferdinand Marcos, visiblement perdu et accablé, a rétorqué amèrement : "Eh bien elle se présentera. Qu'est-ce que je peux y faire ?" Il a néanmoins conservé son sang-froid, rejetant les demandes étonnantes formulées par les alliés de Duterte, qui suggéraient un partage de mandat avec leur candidate – un arrangement sans précédent, aucunement prévu par la Constitution.

En l'absence de rival issu du clan Duterte, Ferdinand Marcos Jr pourrait rafler près de 50 % des voix.

Finalement, Sara Duterte a capitulé. Mais, au vu du penchant familial pour les revirements de dernière minute et des incertitudes persistantes quant aux règles exactes qui entourent le principe de "substitution" [des candidats], tout peut encore changer d'ici au scrutin, qui se tiendra en mai.

Fort d'une campagne à la mécanique bien huilée et d'un réseau de partisans présents dans tout le pays, Ferdinand Marcos est en excellente posture dans la région de Luçon [dans le nord de l'archipel] et dans le Grand Manille. Grâce au soutien de Sara Duterte, il pourrait désormais réaliser une percée fulgurante sur l'île méridionale de Mindanao, où la famille de l'actuel président est fortement implantée.

✓ Sur le panneau : "Démocratie".
Dessin de Pavel Constantin, Bulgarie.

Une élection double

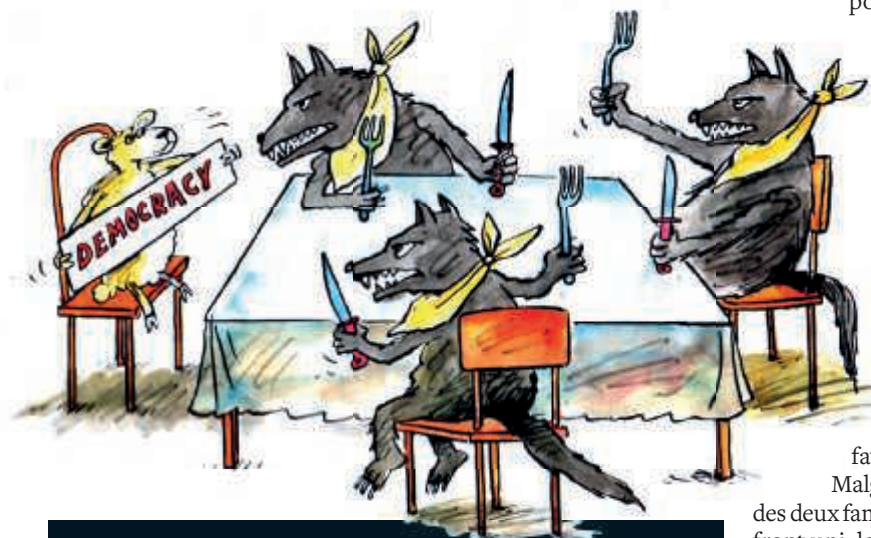
●●● Le 9 mai 2022, près de 67 millions d'électeurs philippins seront amenés à voter pour des élections nationales et régionales. Ils choisiront notamment le président et le vice-président, les deux mandats donnant lieu chacun à un scrutin spécifique. Outre Ferdinand Marcos Jr, environ 70 personnes ont annoncé leur candidature. On compte notamment l'ancien boxeur Manny Pacquiao, le sénateur sortant Christopher "Bong" Go, un proche du président Rodrigo Duterte, et Leni Robredo, vice-présidente sortante et représentante de l'opposition. La liste définitive des candidats sera validée mi-décembre par la commission électorale.

En s'associant avec la maire de Davao, Marcos Jr a consolidé sa position de favori. Le fonctionnement du système électoral philippin étant étrangement simple – l'élection se joue en un seul tour –, la majorité relative suffirait au fils de l'ancien dictateur pour s'emparer du titre tant convoité par sa famille. À bien des égards, [l'ère] Duterte pourrait finalement n'avoir été qu'un prélude au retour des Marcos.

Mais rien n'est écrit. Malgré le pouvoir dont il semble jouir, Marcos Jr est loin d'être invincible : en 2016, il s'était incliné dans la course à la vice-présidence face à Leni Robredo, une libérale relativement peu connue à l'époque et qui est aujourd'hui candidate à la présidence.

Face à la redoutable alliance Marcos-Duterte, l'opposition n'aura pas d'autre choix que de s'unir derrière un candidat dans la dernière ligne droite de la campagne, l'an prochain. Car, ne l'oublions pas, dans les Philippines de Rodrigo Duterte, tout peut arriver.

— Richard Heydarian
Publié le 16 novembre



— Nikkei Asia Tokyo

En renonçant à briguer la présidence, Sara Duterte laisse le champ libre à Ferdinand Marcos Jr, le fils du tristement célèbre dictateur [Ferdinand Marcos, renversé par un soulèvement populaire en 1986, après plus de vingt ans à la tête des Philippines]. Et celui-ci compte bien récupérer la position que sa famille convoite depuis longtemps.

Contrairement à son père, Rodrigo Duterte, qui avait profité de son mandat de maire de Davao pour lancer, en 2016, sa campagne présidentielle, Sara Duterte s'est dérobée au dernier moment. Si elle s'était présentée à l'élection présidentielle [prévue au printemps 2022], comme le souhaitait son père, elle aurait anéanti les espoirs de Ferdinand "Bongbong" Marcos Jr, qui rêve de reprendre le palais présidentiel dont son père a été chassé en 1986, après la révolution populaire.

Pour "Bongbong" Marcos, la candidature de Sara Duterte au poste de vice-présidente est un atout [aux Philippines, les électeurs votent sur des bulletins

séparés pour le président et le vice-président]. Car si la maire de Davao s'était présentée contre lui à la tête de l'État, rien n'aurait pu laisser présager l'issue du scrutin. La confrontation entre les deux familles – censées être alliées – aurait pu prendre un tour féroce.

Union de façade. Après des négociations de dernière minute sous l'arbitrage de [l'ancienne présidente] Gloria Arroyo – dont le mandat, à cause de multiples accusations de corruption, s'était achevé dans le déshonneur –, Sara Duterte a décidé de s'en tenir à sa stratégie initiale. Marcos apparaît donc comme le champion de l'administration sortante Duterte, et se retrouve en position de favori évident pour succéder à Duterte père.

En l'absence de rival issu du clan Duterte, Ferdinand Marcos Jr pourrait rafler près de 50 % des voix, d'après les derniers sondages. À moins que l'opposition ne parvienne à surmonter ses divisions pour s'unir derrière leur candidat le plus crédible, le clan Marcos semble bien parti pour reprendre



OPINION

ÇA, C'EST DU CALENDRIER DE L'AVENT!



CANAL+

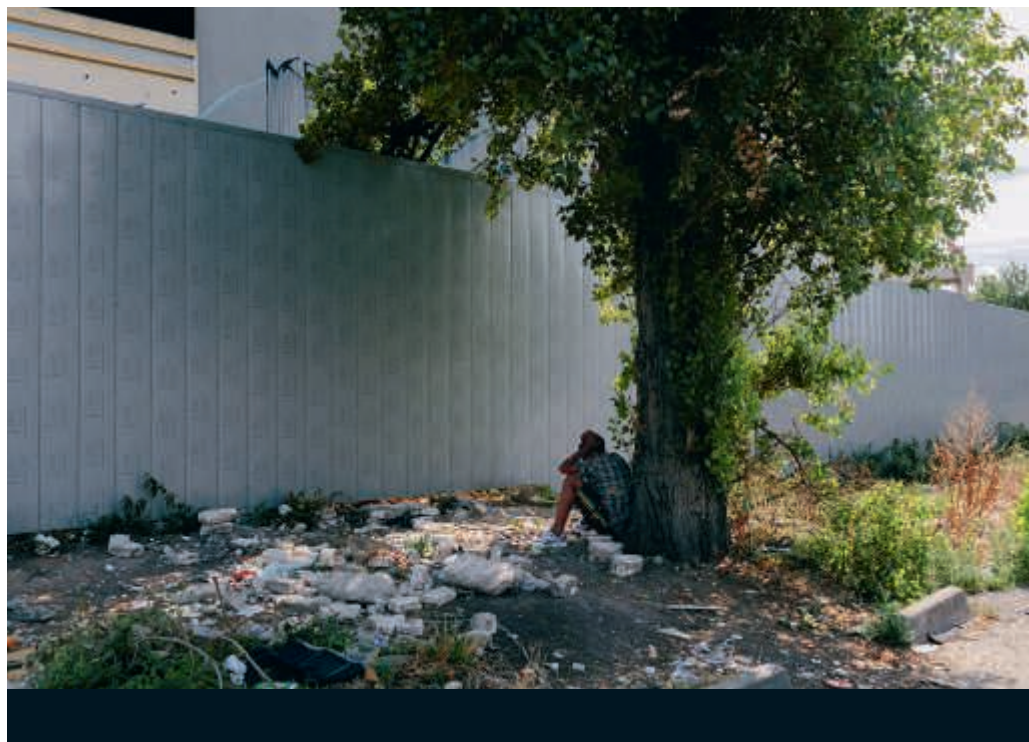
PROGRAMMATION NOVEMBRE DECEMBRE 2021
A DECOUVRIR SUR myCANAL



france

Drogues. À Paris, les “zombies” du crack

À quoi bon déplacer les toxicomanes de “Stalincrack” à la porte de la Villette ? Il va falloir que l'État et la mairie de Paris cessent de prendre des mesures de camouflage et s'attaquent de front au problème.



—La Vanguardia Barcelone

Sur la ligne 7 du métro parisien, le voyageur est confronté à la face sombre de la Ville Lumière : les zombies du crack. Un individu monte dans le wagon et reste debout, dangereusement proche, le regard fixe, sans ciller et sans rien dire. À la station porte de la Villette, d'autres jeunes à l'air hagard descendent de la rame. Une femme lance des menaces à un homme dans l'escalier. Les rues empestent l'urine et sont d'une saleté repoussante. Il est presque midi et plusieurs sans-abri dorment encore sous des cartons ou sur des bancs. Les vendeurs de cigarettes de contrebande proposent leur marchandise. Pas un seul policier en vue. Deux balayeurs me conseillent de faire preuve de prudence dans le quartier : *“Je travaille ici depuis vingt ans et ça ne fait que de se dégrader,”* me dit le

plus âgé. *Chaque jour je ramasse des pipes à crack et des seringues.”*

Le trafic et la consommation de crack sont un problème endémique dans le XIX^e arrondissement et dans les banlieues nord de la capitale. Un mélange de négligence et d'impuissance de la part de l'État a laissé perdurer cette situation, qui exaspère les riverains. *“Je sors très peu le soir ou alors je rentre chez moi en taxi,”* explique une femme. La stratégie politique consiste à déplacer les toxicomanes d'un

lieu à un autre. C'est ce qui s'est passé en septembre dernier. Les drogués ont été transportés de la zone de Stalingrad, rebaptisé “Stalincrack”, vers un petit parc de la porte de la Villette, proche du périphérique. Deux murs ont même été érigés afin de fermer les accès à un tunnel, pour que les drogués ne s'y réfugient pas. L'objectif était de sécuriser les lieux, mais cette mesure

drastique a suscité la colère des villes voisines de Pantin et Aubervilliers. Ce “mur de la honte” était une humiliation de plus pour ces quartiers déjà stigmatisés. La grande majorité des vendeurs et des fumeurs de crack, un dérivé de la cocaïne, sont d'origine étrangère, et souvent africains.

L'association caritative Pas si loin gère une cantine solidaire à quelques mètres du mur, à Pantin. Elle sert des repas à emporter deux fois par semaine. Son coordinateur, Louis Robert, est lui aussi indigné par ce transfert des toxicomanes. *“Ils ajoutent des problèmes là où il y en avait déjà beaucoup, regrette-t-il. Il faut arrêter de trimballer les gens. Il est temps que l'État assume ses responsabilités et propose des solutions sanitaires pour toutes ces personnes.”*

Le crack a fait son apparition aux États-Unis dans les années 1980 et fait des ravages dans la population afro-américaine. Il est arrivé en France dix ans plus tard.

Le nord-est parisien a toujours été l'épicentre du crack, à cause de sa densité humaine et d'une population vulnérable qui vit dans des conditions sociales très dégradées. La crise du Covid a eu des conséquences désastreuses sur les secteurs informels, notamment les vendeurs ambulants dans les zones touristiques, qui ont perdu leurs sources de revenus.

Le pire, c'est que le crack est l'une des drogues les plus addictives et relativement bon marché. Le sentiment d'euphorie est aussi immédiat que trompeur. Aucun médicament ne permet de combattre les effets du sevrage. Une seule dose – un caillou – coûte 5 euros. Ceux qui sont accros commettent des petits délits pour obtenir l'argent nécessaire à son achat. Les femmes vont jusqu'à se prostituer.

La préparation du crack nécessite peu de moyens. Il faut du chlorhydrate de cocaïne, auquel il faut ajouter de l'ammoniaque ou du bicarbonate de soude et de

se mobilisent face à la création de salles de shoot. Ils considèrent que ces centres attirent inévitablement le trafic de crack et détériorent les quartiers concernés.

Pour Stéphanie Benoist, agente immobilière et porte-parole du collectif 93 Anti-Crack, *“la situation est immonde et inhumaine, cruelle et triste. On laisse ces personnes mourir à petit feu, loin du regard des Parisiens, mais nous, les riverains, nous passons tous les jours devant eux quand nous prenons le métro.”* Selon elle, la police *“est débordée”* ou a pour ordre de ne pas intervenir. Elle ne croit pas non plus que la mairie de Paris ait les moyens de relever le défi. *“C'est à l'État d'agir, quand on voit la dimension qu'a prise ce problème,”* conclut la militante anti-crack.

À l'approche des Jeux olympiques de 2024, il est urgent que Paris règle une bonne fois pour toutes cette question de la drogue au nord de la capitale. C'est dans cette zone que se trouveront le principal stade de la compétition, le village olympique et le grand centre de presse. Il reste moins de mille jours avant la cérémonie d'ouverture, qui aura lieu le 26 juillet 2024, et le temps presse.

Améliorer l'image des arrondissements du nord de Paris et des villes limitrophes est certes impératif, mais le grand défi sera de résister à la tentation d'appliquer de simples mesures cosmétiques, de cacher la misère ou de transporter le problème ailleurs, comme c'est le cas avec les zombies du crack à la porte de la Villette.

—Eusebio Val

Publié le 7 novembre

SOURCE

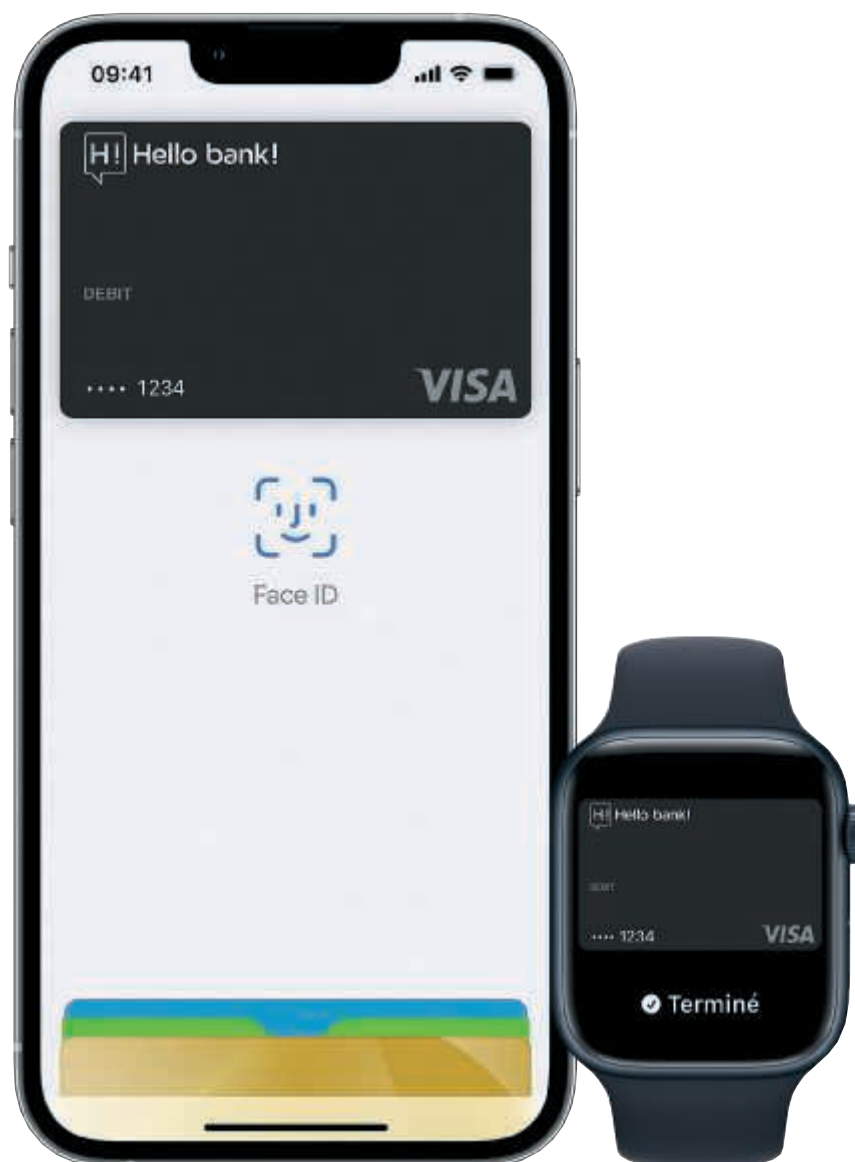


LA VANGUARDIA
Barcelone, Espagne
Quotidien

lavanguardia.com

“L'Avant-Garde” a été fondée en 1881 à Barcelone par la famille Godó, qui en est toujours propriétaire. Ce quotidien est le deuxième du pays en matière de diffusion, et le numéro un en Catalogne, juste devant *El Periódico de Catalunya*. Dans la Catalogne d'aujourd'hui, il prône un régionalisme modéré. Depuis 2011, *La Vanguardia* existe aussi en version catalane.

Sortir faire du shopping, sans sortir sa carte !



**Chez Hello bank! on fait tout
pour simplifier vos paiements avec Apple Pay.***



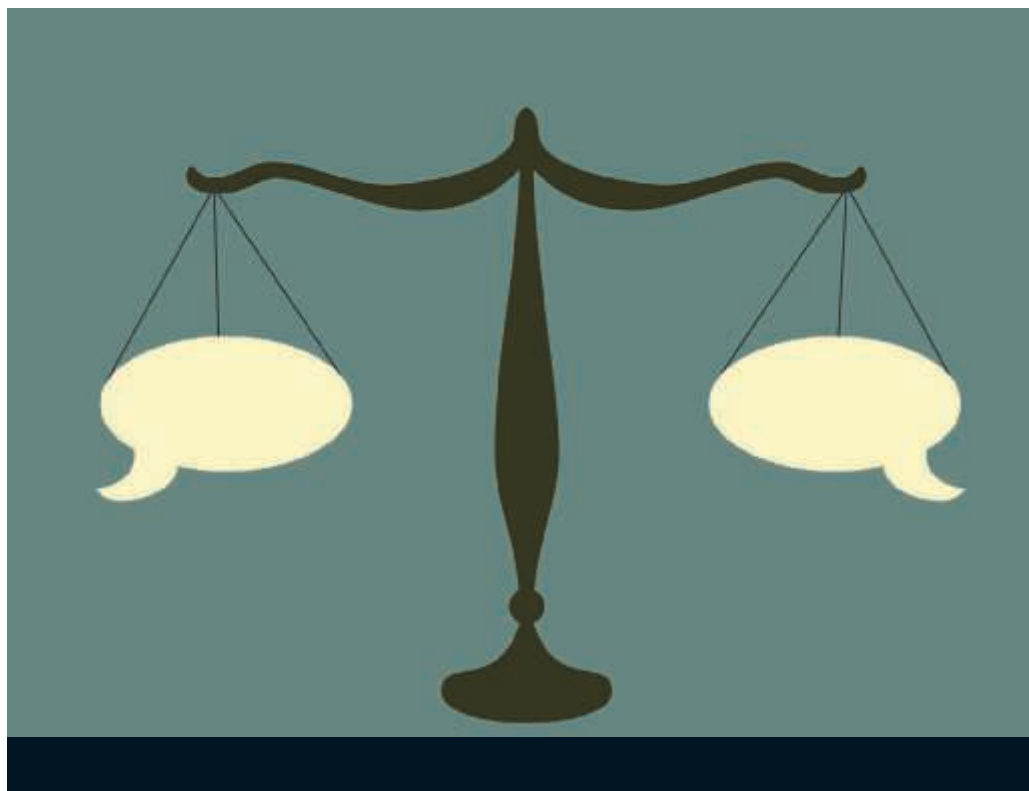
*Sous réserve de conditions d'éligibilité au service Apple Pay.
Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas SA - 16 bd des Italiens 75009 Paris - 662 042 449 RCS Paris.
Apple, le logo Apple, iPhone et Apple Pay sont des marques déposées aux États-Unis et dans d'autres pays.



afrique

Burkina Faso. Le meurtre de Thomas Sankara bientôt élucidé ?

Qui a tué l'ancien président du Burkina Faso et douze de ses compagnons ? Le procès en cours à Ouagadougou tente de résoudre une énigme vieille de trente-quatre ans.



—Maliweb Bamako

Demeurée trop longtemps au frigo de la justice burkinabée, l'affaire judiciaire concernant le meurtre de l'ex-président du "Pays des hommes intègres" [traduction littérale en langue mooré et dioula de "Burkina Faso", ancienne Haute-Volta sous la période coloniale. Le pays a été rebaptisé ainsi par Thomas Sankara], en la personne du capitaine Thomas Sankara et de ses douze compagnons, a finalement été décongelée le 11 octobre 2021 avec l'ouverture du procès par le tribunal militaire de Ouagadougou.

Mais ce grand ouf de soulagement fut de courte durée, et pour cause. À peine ouvertes, les audiences surmédialisées ont été aussitôt renvoyées à

la date du 26 octobre 2021, à la demande des avocats de la défense, qui prétextent n'avoir pas eu assez de temps pour se préparer convenablement. Il convient cependant de rappeler que, comme lors de la pre-

Parmi les prévenus absents au procès : l'ex-président Blaise Compaoré et son ex-chef de la sécurité.

mière ouverture du procès, la deuxième s'est faite en l'absence des deux grandes figures de proue dont les noms figurent dans la nomenclature des quatorze prévenus sur le banc d'accusation qui n'ont pas daigné répondre à l'appel de la justice burkinabée, contrairement au général

Gilbert Diendéré. Il s'agit notamment de l'ex-président Blaise Compaoré [ancien président du Burkina Faso qui a fui le pays après sa chute en octobre 2014], non moins nouveau citoyen ivoirien, et de Hyacinthe Kafando [en fuite depuis 2015], ex-chef de la sécurité de Blaise Compaoré en 1987. Des absences plus que significatives pour la majorité des observateurs, qui n'ont jamais eu de cesse de dénoncer le caractère politique et sournois du procès. Nonobstant, l'entame de la phase d'audition des accusés a suscité beaucoup d'espoir avec les aveux de l'agent de sécurité et chauffeur du président Compaoré en 1987, Yamba Élysée Ilboudo, le premier des quatorze accusés à la barre.

Sur tout un autre plan, ce jugement intervient dans un

contexte tumultueux au Burkina Faso du légendaire visionneur feu capitaine Thomas Sankara. Entre insécurité grandissante, virulente dissension sociopolitique et vagues de manifestations contre l'ex-puissance coloniale pointée du doigt sans ambages dans cette affaire macabre survenue le 15 octobre 1987 lors d'une réunion au siège du Conseil national de la révolution à Ouagadougou. On peut logiquement être à même d'espérer que les 20 000 pièces de l'épineux dossier permettront de rendre définitivement justice à la famille des victimes qui ne se sont jamais lassées d'en réclamer contre vents et marées durant les trente-quatre dernières années.

De toute façon, quel que soit le verdict du procès qui a réellement démarré le 26 octobre passé, le charismatique jeune capitaine et ses compagnons lâchement assassinés auront été réhabilités par l'histoire mais également par l'Afrique tout entière. Hissé à la même longueur d'onde qu'un certain Victor Hugo qui disait "Grand homme si vous voulez avoir raison demain, mourez aujourd'hui avec vos convictions", Thomas Sankara, l'idole incontestée de l'actuelle jeunesse africaine, avait bien assimilé cette assertion, à l'instar d'ailleurs d'un Modibo Keita [1915-1977, père de l'indépendance du Mali dont il fut le premier président de 1960 à 1968, panafricaniste et tiers-mondiste convaincu], Kwame N'krumah [1909-1972, Premier ministre puis président du Ghana de 1960 à 1966, également panafricaniste], Patrice Lumumba [1925-1961, homme d'État congolais, Premier ministre de la République démocratique du Congo avant son assassinat, le 17 janvier 1961].

—Ousmane Tiemoko Diakité

Publié le 2 novembre

"Ce procès permettra de régler une affaire qui divise encore le peuple"

Essayiste et journaliste au bimensuel burkinabé *L'Événement*, Serge Oulon suit depuis le début le procès des assassins de Thomas Sankara. Il en explique les enjeux à *Courrier international*.

COURRIER INTERNATIONAL : Comment s'est déroulé le procès jusqu'à présent, notamment la tenue des débats ?

SERGE OULON : Globalement, le procès se passe bien. Les audiences sont publiques, les accusés ont accès à des avocats, comme la loi l'exige. Une fois cela constaté, la tenue des débats est de qualité contrastée. Les Burkinabés gardent le souvenir du procès du putsch manqué de septembre 2015. Ce procès, qui a eu lieu de février 2018 à septembre 2019, avait vu la comparution de 76 accusés, alors que, dans le procès Sankara, ce sont 12 personnes qui se trouvent sur le banc des accusés. La tenue des débats y avait été autrement plus solennelle et marquée par le président du tribunal, Seydou Ouédraogo, qui avait su tenir les audiences.

Nous assistons, dans le procès des assassins de Sankara, à une nette régression, avec parfois des applaudissements ou des rires qui jurent avec la solennité des débats et leur dimension historique. Cela tient au manque d'expérience et à la personnalité du président du tribunal, Urbain Meda. Le juge qui a présidé au procès du putsch manqué, Seydou Ouédraogo, est considéré comme l'un des meilleurs juges du siège du Burkina Faso. Celui qui préside au procès Sankara a une carrière plus bureaucratique dans la magistrature burkinabée.

SOURCE

MALIWEB

Bamako, Mali

maliweb.net

Certaines publications de la presse écrite malienne n'ont pas les moyens d'avoir leur propre site Internet. Le portail Maliweb.net propose de les héberger.



✎ *Dessin de Falco,
Cuba.*

Quels ont été les témoignages qui vous ont marqué ?

Le premier est celui de Yamba Elysée Ilboudo, 62 ans, soldat et chauffeur à l'époque. Il a reconnu à la barre les faits qui lui sont reprochés. Il faisait bien parti du commando qui a tué Sankara et douze de ses compagnons. Il a reconnu chaque fait reproché et a ainsi donné du relief au procès. Le général Diendéré était également très attendu. Il a parlé à la barre pendant trois jours. Je n'avais pas d'attente particulière concernant son témoignage, car évidemment il a nié toute implication dans les treize assassinats. Il semble cependant avoir convaincu quelques personnes dans l'audience. Il a terminé sa déclaration à la barre en disant qu'il était satisfait d'avoir pu s'expliquer. Mais je pense que ceux qu'il n'a pas convaincus attendent les pièces

à conviction, les dépositions d'experts, des preuves factuelles pour se forger une certitude.

Le principal accusé, l'ancien président burkinabé Blaise Compaoré, ex-compagnon de route de Sankara, est absent.

Cela ne constitue-t-il pas d'emblée un angle mort dans ce procès ?

Il aurait été plus utile qu'il soit là pour donner sa part de vérité. Mais le grand absent reste Hyacinthe Kafando [chef de la sécurité de Blaise Compaoré au moment des faits, en fuite]. Son nom revient constamment. Les Burkinabés se demandent pourquoi on ne s'est pas donné les moyens de rechercher et d'extrader Hyacinthe Kafando ainsi que Blaise Compaoré [qui a trouvé refuge en Côte d'Ivoire après la révolution de 2014] afin qu'ils comparaissent.



INTERVIEW

Est-ce un procès pour l'histoire ou pour clore de façon judiciaire une mémoire ?

Il est évident que le procès n'aboutira pas totalement à la vérité. Tous les témoins clés n'ont pas comparu, qu'ils aient été absents ou morts. Ceux qui témoignent ne disent pas tout ce qu'ils savent. Il ne faut pas attendre une connaissance objective des circonstances de la mort de Sankara et de ses compagnons. On aura une vérité judiciaire, mais pas une vérité des faits. Ce procès permettra de régler une affaire qui divise encore le peuple. Mais on peut aussi imaginer qu'il ne change rien ou que son issue réveille des divisions. Reste la famille de Sankara, qui aura vu comparaître des accusés. Reste également que ce procès a pu montrer que le Burkina Faso est un État de droit. Une fois la justice passée, le travail des historiens pourra continuer et faire la lumière sur les faits.

— **Propos recueillis
par Courrier international**

Contexte

Le "Che" burkinabé

●●● Trente-quatre ans après son assassinat par un commando armé, le 15 octobre 1987, la figure du "Père de la Révolution burkinabée" reste comme nimbée d'une aura certaine de panafricanisme et de tiers-mondisme. Premier président du Burkina Faso, Thomas Sankara fut celui qui lança des chantiers sociétaux et politiques ambitieux dans son pays, lui permettant, par exemple, de devenir autosuffisant dans son alimentation, après seulement quatre ans de présidence. "Il faut décoloniser les mentalités" martelait cet officier de l'armée burkinabée, arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1983. Sankara a mené également une politique tiers-mondiste et panafricaniste affirmée, appelant par exemple les pays africains à refuser le fardeau de la dette, dénonçant à la tribune de l'ONU les guerres "impérialistes" et défendant les peuples dans leur droit à l'autodétermination. C'est donc un procès qui se veut historique et pour l'Histoire qui s'est ouvert le 11 octobre au tribunal militaire de Ouagadougou. Il n'est pourtant pas enregistré, le Tribunal militaire de Ouagadougou ayant refusé cette possibilité, en se fondant sur une disposition du Code de justice militaire et du "secret défense". Pourtant le parquet militaire était favorable au recours de la partie civile qui souhaitait un enregistrement des audiences, assorti d'un délai avant tout usage public.



Devenons l'énergie qui change tout.

SI VOUS HÉSITEZ À PASSER
CHEZ EDF
DEMANDEZ À NOS CLIENTS
CE QU'ILS EN PENSENT.

Plus de 9 clients sur 10 sont satisfaits du service client EDF*. C'est bon à savoir quand on cherche un conseiller en énergie.

RCS PARIS 552 081 317



* Source : enquête de satisfaction menée par EDF en 2020 sur le périmètre de ses clients particuliers auprès de 1 152 341 personnes physiques réparties dans la France. La Certification Relation Client France, délivrée par l'AFNOR Certification, est une création en collaboration de l'AFRC (Association Française de la Relation Client) et de l'Association Pro France (Certification Service France Garanti). Elle est dédiée à valoriser les entreprises qui s'engagent sur les territoires dans une dynamique de proximité et notamment par l'insertion locale, le maintien de l'emploi, la formation, l'inclusion dans un écosystème.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!



Palestine. Enseigner la poésie israélienne à Gaza

Rifaat Alaarîr, professeur palestinien de littérature, est un contempteur de l'État hébreu. Malgré ses opinions politiques, il initie ses étudiants aux grands poètes israéliens.



—The New York Times
(extraits) New York

Un professeur palestinien de l'université islamique de Gaza demande à ses 70 étudiantes en littérature : qui est l'auteur du poème qu'ils venaient d'analyser ? Pour toutes ces jeunes femmes, l'identité du poète, ou du moins son origine, était évidente. Le texte portait sur Jérusalem, une ville qu'elles chérissaient mais n'avaient jamais visitée, parce qu'elles sont des Palestiniennes généralement cantonnées à Gaza. Et la voix du poème était celle d'un observateur mélancolique qui, comme elles, aimait la ville mais n'y avait pas accès.

La traduction française du texte commence ainsi : *“Sur un toit de la vieille ville / Du linge sèche dans la lumière tombante / Le drap blanc d'une femme mon ennemi / La serviette d'un homme mon ennemi”*

Sondos Alfayoumi, 19 ans, a levé la main. Le poème est écrit par un Palestinien qui observe de loin le linge d'Israéliens, avance-t-elle. *“Le texte décrit un homme qui*

ne peut accéder à quelque chose qui lui appartient, précise-t-elle. *Un homme qui travaille dans les territoires occupés.”* Ses camarades ont approuvé.

Mais le professeur, Rifaat Alaarîr, avait une surprise pour elles. *“L'auteur de ce sublime poème n'est pas un Palestinien”*, révèle-t-il. Une vague de murmures a parcouru la pièce, les jeunes femmes ayant déduit ce que ça signifiait. *“C'est un poète israélien*, poursuit le professeur, *il s'appelle Yehuda Amichai.”*

Cette scène a nuancé deux perspectives opposées : celle des étudiantes, nombreuses à connaître une personne tuée ou blessée par des missiles israéliens, et qui ne connaissent d'Israël que ses frappes aériennes ; et celle d'Israéliens, nombreux à penser que le système éducatif palestinien se résume à de l'incitation à la violence.

Mais ce jour-là, l'un des poètes les plus admirés d'Israël était mis à l'honneur par un professeur palestinien, dans une université cofondée par l'ancien dirigeant du Hamas, à la tête du gouvernement

de Gaza, qui ne reconnaît pas Israël, et qui est responsable de dizaines d'attentats suicides contre des Israéliens. Selon des spécialistes, l'étude de la poésie israélienne dans les universités palestiniennes est rare, même si elle n'est pas inédite.

Rassemblement. Rifaat Alaarîr a expliqué à ses étudiantes ce qu'il admirait dans ce poème, intitulé “Jérusalem” : pour lui, le texte atténue les divisions entre Israéliens et Palestiniens, et il sous-entend que *“Jérusalem peut être un lieu de rassemblement, quelles que soient les convictions et les pratiques religieuses”*. *“En lisant ces mots*, ajoute-t-il, *j'ai été touché par leur beauté. Je n'avais jamais rien vu de tel, je ne pensais pas le voir un jour. Puis j'ai compris que je me trompais, car un très grand nombre d'Israéliens, de juifs, sont absolument opposés à l'occupation.”*

Rien ne prédisposait Rifaat Alaarîr, 42 ans, à faire l'éloge de la poésie hébraïque. Le blocus israélien et égyptien de Gaza a paralysé son parcours universitaire, jusqu'à l'empêcher d'aller étudier à

✎ Rifaat Alaarîr, lors de son cours de premier cycle sur la littérature étrangère, à l'université islamique de Gaza.

Photo Samar Abu Elouf/The New York Times

l'étranger. Il a des proches au sein du Hamas et son frère a été tué pendant la guerre de 2014 avec Israël. Il a codirigé deux recueils d'essais et de nouvelles sur les difficultés de la vie à Gaza. Et sur les réseaux sociaux, il publie des diatribes qui présentent Israël comme la source du mal – des publications qui ont abouti à la suspension de son compte Twitter. Une fois, il a écrit : *“La résistance palestinienne, quelle que soit sa forme, son action ou sa méthode, ne relève jamais du terrorisme. Tous les Israéliens sont des soldats. Toute la Palestine est occupée.”*

Dans l'amphi, Rifaat Alaarîr est plus mesuré. Dans son cours de premier cycle sur la littérature étrangère, il enseigne les œuvres non seulement de Yehuda Amichai, mais aussi de Tuvya

Certaines étudiantes assurent que leur avis sur le vécu des Israéliens “a changé après ça”.

Ruebner, un autre grand poète israélien. Il présente *Le Marchand de Venise* et *Oliver Twist* à ses classes, et les encourage à se mettre à la place des personnages juifs de ces textes, Shylock et Fagin. Ces deux personnages complexes, qui font débat depuis des siècles, mais sont généralement interprétés comme des caricatures antisémites, sont un choix curieux pour susciter l'empathie des Palestiniens, mais Rifaat Alaarîr pousse ses étudiants à les voir comme des victimes d'une société intolérante. Le professeur a écrit en 2015 que le moment le plus émouvant de sa carrière d'enseignant avait été *“quand [il avait] demandé à [ses étudiants] à quel personnage ils s'identifiaient le plus : Othello, d'origine arabe, ou Shylock, le juif. La majorité se sentait plus d'affinités avec Shylock, qui apparaissait plus sympathique qu'Othello.”*

“En tant que Palestiniens, est-ce que nous avons un problème avec les juifs parce qu'ils sont juifs ? demande le professeur à sa classe. Non, la nature de cette lutte est politique.”

Yehuda Amichai est mort en 2000. Sa veuve, Chana Sokolov, et son fils, David, ont déclaré par la suite que, s'ils n'étaient pas d'accord avec les posts de Rifaat Alaarîr, ils étaient touchés par son

utilisation et son interprétation du poème. *“Mon père aurait sans doute été ravi que sa poésie serve à mieux voir l'humanité de l'autre camp*, affirme David Amichai, dont les travaux de recherche à l'université hébraïque de Jérusalem portent sur l'antisémitisme. *Il est très touchant que ce professeur utilise son poème pour faire découvrir la société israélienne.”*

Révélation. Pour certaines étudiantes de Rifaat Alaarîr, l'identité israélienne du poète a été une révélation. *“Mon avis sur leur vécu a peut-être changé après ça*, confie Sondos Alfayoumi, *comme si nous avions des points communs, des liens.”* Mais elle s'est arrêtée là. Sa compassion n'était pas infinie pour Israël, dont les avions avaient bombardé Gaza onze jours d'affilée, quelques mois plus tôt.

Pour les Israéliens, le Hamas était à l'origine des affrontements de mai 2021 : la guerre a éclaté après que le Hamas a procédé à plusieurs tirs de roquette sur Jérusalem et a multiplié les tirs de missiles non guidés sur de nombreuses villes israéliennes. Mais pour les Palestiniens comme Sondos Alfayoumi, le Hamas réagissait aux actions israéliennes à Jérusalem, y compris des raids contre la mosquée Al-Aqsa. Le bilan humain s'est révélé asymétrique, car la quasi-intégralité des 260 victimes du conflit étaient des habitants de Gaza.

“Un fossé béant sépare nos vécus, quand on compare nos pertes aux leurs, et quand on compare leur vie luxueuse à la nôtre, souligne l'étudiante. *Nous avons peut-être des choses en commun, mais au bout du compte, ils doivent reconnaître leurs actes.”*

Une autre étudiante n'arrivait pas à croire qu'un Israélien ait écrit ce poème. *“Je reste convaincue que c'est un Palestinien”*, insiste Aya Al-Mufti, 19 ans, faisant valoir que l'expression “vieille ville” ne serait employée que par un Arabe. Le professeur a répondu que c'était son droit, tout texte étant ouvert à l'interprétation de ses lecteurs. Mais il était tout de même un peu irrité et lui a laissé entendre qu'elle était passée à côté de l'idée principale du cours. *“Si votre but est l'occupation du poème, a-t-il résumé non sans sarcasme, alors tant mieux pour vous.”*

—Patrick Kingsley
Publié le 16 novembre



Devenons l'énergie qui change tout.

CHEZ EDF, UN CONSEILLER AU BOUT DU FIL N'EST PAS UN CONSEILLER AU BOUT DU MONDE.

Pour être au plus proche de nos clients, 100 % de nos conseillers sont basés en France*, comme à Nice.



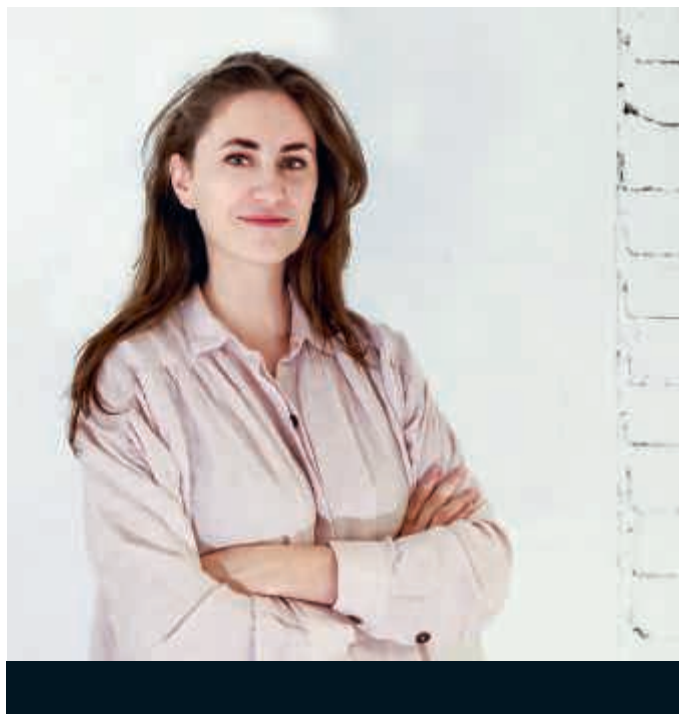
* La Certification Relation Client France, délivrée par l'AFNOR Certification, est une création en collaboration de l'AFRC (Association Française de la Relation Client) et de l'Association Pro France (Certification Service France Garanti). Elle est dédiée à valoriser les entreprises qui s'engagent sur les territoires dans une dynamique de proximité et notamment par l'insertion locale, le maintien de l'emploi, la formation, l'inclusion dans un écosystème.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

LIBAN

“Quelle douleur de voir son pays sombrer !”

Lauréate du prix Albert-Londres de la presse écrite, la journaliste Caroline Hayek, du quotidien francophone *L'Orient-Le Jour*, raconte à *Courrier international* la détresse de la population libanaise.



COURRIER INTERNATIONAL : Que racontent les articles pour lesquels vous avez été récompensée du prix Albert-Londres 2021 ?

CAROLINE HAYEK : Le premier article [“Ils ont fui la guerre en Syrie... ils sont morts dans les explosions de Beyrouth”, publié le 20 août 2020] était consacré aux victimes syriennes de la double explosion. L'idée était non seulement de raconter ce qu'elles avaient subi, mais aussi de relater leurs conditions de vie au Liban, et le racisme qu'elles subissent au quotidien. Cela coulait de source pour moi car j'ai couvert le conflit syrien depuis Beyrouth pendant six ans. J'ai ensuite écrit le portrait d'un employé du port de Beyrouth qui était aux premières loges de la déflagration [“Ça y est, Beyrouth n'existe plus”, publié le 7 septembre 2020]. C'est un véritable miraculé. Il sentait

que quelque chose clochait. Il a alors foncé dans son camion qui, par le souffle de l'explosion, s'est littéralement envolé dans les airs. Il n'a été que blessé. Il a perdu des amis. Il a vu des collègues déshabillés. C'était l'horreur.

Ensuite, j'ai été auprès de familles libanaises à Beyrouth lourdement touchées par la double explosion [“Comment le 4 août a changé leur vie à tout jamais”, publié le 6 octobre 2020]. Je me souviens d'une femme qui avait perdu son mari. Elle vivait dans un dénuement total, obligée de chercher des bouteilles d'eau dans la rue faute de pouvoir s'en procurer.

“La crise n'en finit plus. Les Libanais ne pensent qu'à émigrer. Ils aiment leur pays tout en le haïssant.”

Plusieurs mois plus tard, j'ai écrit un article [“Promenade dans un Beyrouth en pleine déliquescence”, publié le 11 juin 2021] sur la capitale libanaise tombée en profonde dépression avec une crise économique et politique qui perdurait, et un mouvement de contestation contre la classe dirigeante totalement essoufflé. J'ai vu des gens perdus, des Beyrouthins encore sous le choc et en colère parce qu'ils ne sont pas écoutés, regardés ou aidés.

Vous avez dédié ce prix “aux Libanais, aux Syriens et à L'Orient-Le Jour”. Pour quelles raisons ?

Aux Libanais, parce que je pense à toute la population qui subit depuis deux ans une véritable descente aux enfers sans entrevoir le bout du tunnel. Les Libanais ont tout perdu ou, plutôt, on leur a tout pris. C'est pour ça que je leur ai dédié ce prix. Aux Syriens car, à travers les témoignages que j'ai récoltés pendant des années en couvrant la guerre en Syrie, ce sont eux qui m'ont “formée”, qui m'ont permis d'arriver là où j'en suis. À *L'Orient-Le Jour* parce que c'est une grande famille. C'est une récompense collective. Je pense aussi au photographe João Sousa, qui m'a accompagnée lors des reportages. Ce prix nous est décerné à un moment où la presse au Liban se meurt, les journaux fermant les uns après les autres.

Plus d'un an après la déflagration, à quoi ressemble Beyrouth et, plus largement, le Liban aujourd'hui ?

La ville n'a toujours pas cicatrisé. Il arrive que l'on marche encore sur des débris de verre. Les Libanais, eux, sont toujours dans une profonde dépression. La crise n'en finit plus. Les gens sont dépités. Ils ne pensent qu'à émigrer. Ils le disent : ils aiment leur pays mais en même temps ils le haïssent. C'est une telle douleur d'assister impuissants à cet effacement, de voir son propre pays qui sombre. Bientôt, la communauté internationale ne nous regardera même plus. C'est donc important de donner la parole à toutes ces personnes qui souffrent en silence.

— *Courrier international*

YÉMEN

Les cartes sont rebattues

Avec le retrait des troupes loyalistes du port de Hodeïda, les lignes politiques sont redéfinies, et le gouvernement officiel est le grand perdant.

Un “retrait unilatéral incompréhensible”, selon le journal yéménite **Al-Mushahid**. Un “retrait dont la présidence et le gouvernement yéménites n'étaient pas au courant”, pour le site **Aden Observer**. L'annonce, le 13 novembre, du départ des troupes progouvernementales du port stratégique de Hodeïda, sur la mer Rouge, a surpris. Il a même “créé une grande perplexité”, selon le commentaire du journal **Aden Al-Ghad**, qui y voit “une décision aventureuse d'une des puissances régionales de l'alliance” antihouthiste.

Le port, vital pour l'approvisionnement du Yémen, avait fait l'objet de combats acharnés entre les rebelles houthistes et les troupes loyalistes, jusqu'à l'établissement d'un fragile équilibre entre les belligérants, sous l'égide onusienne en 2018. Jusqu'à ce retrait des loyalistes, largement financés par les Émirats arabes unis et commandés, à cet endroit, par Tarek Saleh, neveu de l'ancien dictateur Ali Abdallah Saleh. Désormais, les houthistes contrôlent la zone, comme l'explique le site émirati **Erem News**, cartes à l'appui.

Selon le journal saoudien **Al-Arab**, “cela annonce une tactique de guerre plus réaliste. Il s'agit de redéployer des forces vers d'autres fronts où les houthistes menacent de faire des percées.” Plusieurs sources, à l'instar du site **Mareb Press**, indiquent l'arrivée de renforts autour de Marib, ville stratégique tenue par les loyalistes, mais autour de laquelle les rebelles houthistes resserrent l'étau. Selon le journaliste Badr Al-Qahtani, intervenant sur la chaîne saoudienne

✍ Caroline Hayek.
Photo Ameer Al-Halbi.

Al-Arabiya, la coalition progouvernementale dirigée par les Saoudiens et les Émiratis continuera d'y envoyer des troupes supplémentaires ainsi que “les armes nécessaires” pour remporter la victoire.

Toutes les cartes sont en train d'être rebattues. Les sécessionnistes sudistes du Conseil de transition s'affichent en position de force. Ils seraient à l'offensive dans le Hadramaout, vaste région qui, bien que située dans le Yémen du Sud, lui échappait jusqu'à présent. Toujours dans le Hadramaout, des troupes saoudiennes se seraient également retirées d'une base militaire, le 16 novembre, pour en laisser la main à des forces tribales, rapporte le site yéménite **Masa Press**. Des forces tribales qui seraient proémiraties et peu soucieuses d'exprimer leur allégeance au gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi, à en croire le site **The Yemen**.

Le président du Conseil de transition, Aydarous Al-Zubaidi, a été reçu par l'ambassadeur saoudien au Yémen, une marque de reconnaissance notable pour les sécessionnistes du Sud. Ceux-ci ont également reçu le soutien appuyé de l'éminence grise de la diplomatie émiratie, Abdelkhaleq Abdulla : “Ils ont montré qu'ils étaient un

mouvement de libération nationale, et de véritables alliés stratégiques de la coalition” saoudo-émirat. Et d'ajouter : “Il est temps pour la coalition de cesser de soutenir le gouvernement [du président Abd Rabbo Mansour Hadi].”

“Il n'y a pas un mais plusieurs [pouvoirs] qui peuvent se dire légitimes, et celui du président Abd Rabbo Mansour Hadi est le plus faible, estime **Aden Observer**. Il n'a plus aucune carte à jouer” pour peser sur les événements en cours.

La perspective d'une officialisation de la division du Yémen, entre le Nord dominé par les houthistes et le Sud gouverné par des forces proémiraties et pro-saoudiennes, semble plausible pour le site **The Yemen**. Tout en dénonçant “un arrangement secret” conclu sur le dos des Yéménites, entre les Saoudiens d'un côté, les houthistes et les Iraniens de l'autre.

— *Courrier international*



Revue de presse

MARTINI

NOUVEAU

L'APERITIVO SANS ALCOOL*

LE PREMIER APÉRITIF À BASE DE VINS, SANS ALCOOL

Notre sélection de vins blancs est désalcoolisée puis assemblée à des plantes aromatiques. Cette méthode unique permet de préserver tous les arômes et le goût de Martini.

VIBRANTE

Notes de Bergamote
de Calabria

FLOREALE

Notes de Camomille
de Pancalieri

50%
MARTINI
SANS ALCOOL*

50%
TONIC

*<0.5 % ALC./VOL PROVENANT DES EXTRAITS DE PLANTES AROMATIQUES.



BMF - RCS BOBIGNY 414 749 200

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



amériques

États-Unis. Universités en mal de mâles

Alors que le nombre de garçons inscrits dans l'enseignement supérieur a encore chuté, en particulier celui des étudiants "non blancs", les établissements font tout pour essayer de les attirer et de les retenir.

—The Christian Science Monitor (extraits) Boston

Quand Emmanuel Smith est arrivé sur le campus du Montgomery College à Rockville, dans le Maryland, il y a deux ans, il n'était pas certain de s'y plaire. Smith approchait la trentaine et avait eu une mauvaise expérience dans une autre université auparavant. Quand il est entré dans les bureaux de l'administration pour obtenir une bourse, il ne savait pas à quoi s'attendre.

Puis il a rencontré le directeur. L'homme était plus âgé que lui et comme Smith il était africain-américain. Tout en l'aidant pour les démarches administratives, le directeur lui a parlé de son propre parcours universitaire, et pourquoi il était important que les hommes noirs soient diplômés. Il l'a rassuré sur ses choix. Aujourd'hui, Smith doit décrocher son diplôme en décembre et le directeur est fier de lui. "Ils sont très attentifs aux étudiants ici, c'était vraiment un atout pour moi", souligne Smith.

Dans tout le pays, les établissements d'enseignement supérieur cherchent à recruter plus d'étudiants masculins. Ces deux dernières années, le nombre d'hommes accédant à l'enseignement supérieur a encore baissé. Selon les dernières statistiques de l'organisme spécialisé National Student Clearinghouse, le nombre d'hommes inscrits à l'université a chuté de 9,3 % entre 2019 et 2021, soit quatre points de pourcentage de plus que les femmes.

L'écart entre hommes et femmes existe depuis des dizaines

d'années sur les bancs de l'université, mais son creusement inquiète les spécialistes. Le nombre d'étudiants masculins est en baisse dans tout l'enseignement supérieur, mais ce nombre chute encore davantage chez les étudiants de couleur dans les *community colleges* [établissements d'enseignement supérieur offrant des formations en deux ans]. Alors que la valeur d'un diplôme du supérieur ne cesse de croître sur le marché du travail, avoir toute une génération de jeunes hommes sans diplôme pourrait aggraver les inégalités.

Accompagnement. Si les établissements supérieurs en sont encore à chercher les causes de la chute des inscriptions des étudiants masculins, il leur apparaît d'autant plus primordial d'essayer d'empêcher ceux qui sont déjà inscrits de décrocher. Les programmes d'accompagnement pour les étudiants "non blancs" sont de plus en plus répandus. Pour des étudiants comme Emmanuel Smith, ces efforts portent leurs fruits. "Nous l'avons constaté partout aux États-Unis : dans les établissements qui mettent en place des programmes destinés directement aux étudiants à risque... le taux d'échec est plus faible", assure Carmen Poston-Travis, directrice de la vie étudiante au Montgomery College.

Plusieurs facteurs expliquent la chute récente des inscriptions, sans que l'on sache vraiment

lesquels sont déterminants. Tout le monde s'accorde à dire qu'hommes et femmes ne sont pas égaux devant le système éducatif. En moyenne, du primaire au secondaire, les garçons ont de moins bonnes notes et passent moins de temps à étudier que les filles, explique Thomas DiPrete, professeur de sociologie à l'université Columbia.

Cette différence n'est pas innée, elle est culturelle, souligne-t-il. La réussite en dehors des salles de classe est plus valorisée chez les garçons que chez les filles – notamment dans le sport ou les activités manuelles – et si les garçons s'intéressent à des activités moins physiques comme l'art, on se moque d'eux. Selon les recherches de DiPrete, les filles disent plus volontiers qu'elles aiment l'école.

Cette tendance se poursuit dans le supérieur. Il y a moins d'hommes que de femmes qui s'inscrivent à l'université et les hommes ont tendance à décrocher plus facilement. C'est particulièrement vrai pour les hommes issus des minorités visibles dans les établissements où le diplôme s'obtient en deux ans. "Le fait que les filières courtes soient les plus touchées n'est pas vraiment une surprise parce que leurs étudiants sont les plus pauvres de l'enseignement supérieur, explique Douglas Shapiro, directeur de la National Student Clearinghouse. Ils sont également moins motivés

pour faire des études supérieures." Pour nombre de ces étudiants, le supérieur représente un équilibre délicat à atteindre, entre le coût financier des études et les bénéfices attendus. Dans de nombreux cas, souligne Shapiro, la pandémie a bouleversé les choses. Les femmes sont restées à la maison avec les enfants parce que les écoles et les crèches étaient fermées. Les hommes ont travaillé davantage – et réussir à terminer leurs études a été plus compliqué, plus difficile à financer, sans parler du manque de temps pour suivre les cours.

C'est une tendance générale, poursuit Travis, du Montgomery College, "tous les établissements proposant des filières courtes ont constaté que les inscriptions étaient à la baisse".

Les établissements supérieurs essaient d'empêcher ceux qui sont déjà inscrits de décrocher.

Mais les établissements proposant des diplômes en quatre ans n'ont pas non plus été épargnés. L'université du Nord Texas a pratiquement retrouvé le même niveau d'inscriptions qu'avant la pandémie, se félicite Harold Woodard, directeur des programmes à l'intention des étudiants en difficulté. Mais ces deux dernières années, souligne-t-il, le nombre d'étudiants a été plus que fluctuant.

À l'automne 2017, l'université du Nord Texas a créé le programme Martial Eagles ["Aigles martiaux"], destiné principalement aux étudiants africains-américains de première année – la catégorie d'étudiants la plus susceptible d'abandonner les études

en cours de route. Une vingtaine d'étudiants sont concernés. Ils partagent un dortoir, ont des activités en commun pour mieux se connaître et participent à une sorte de séminaire d'introduction à la vie à l'université. L'objectif est d'instaurer des habitudes de travail, de les aider à se faire des amis mais surtout à décrocher leur diplôme. "Ils apprennent à mieux se connaître et développent un système d'entraide, ce qui leur permet de tenir le coup", assure Harol Woodard.

Barrières invisibles. À Arnord, dans le Maryland, l'Anne Arundel College, qui propose un diplôme en deux ans, a mis en place le même genre de parcours. Il y a plusieurs années, une initiative destinée aux étudiants africains-américains a été proposée afin de lutter contre le décrochage. Le cap du premier semestre est déterminant. Cette initiative les aide à franchir les barrières sociales, scolaires et financières des premiers mois, explique Reginald Stroble, son coordinateur. "La plupart du temps, ce ne sont pas les capacités intellectuelles qui posent problème, souligne Carmen Poston-Travis, du Montgomery College, ce sont les autres barrières invisibles."

Il y a plus de dix ans, Emmanuel Smith était dans cette situation. Alors qu'il était encore au lycée, il devait faire des petits boulots et s'occuper de sa mère malvoyante. Les meilleurs moments de sa journée, c'étaient la cantine et les cours de sport. En terminale, il voulait plus de temps pour pouvoir travailler, non pour étudier.

C'est grâce à des rencontres, notamment celle avec le directeur du Montgomery College, qu'il a changé d'avis. En plus de son travail à plein temps à Baltimore, Smith suit trois ou quatre cours par semestre et il espère ensuite intégrer un cursus en quatre ans, afin de décrocher un master et de devenir art-thérapeute. Au rythme où vont les choses, il sortira diplômé du Montgomery College en décembre et, pour la première fois de sa vie, il entrevoit comment les études peuvent l'aider à se forger un avenir. "Je n'avais jamais vraiment aimé l'école, avoue-t-il, jusqu'à maintenant."

—Noah Robertson

Publié le 9 novembre



COSTA RICA

Les failles de “l’oasis” d’Amérique centrale

Le pays de loin le plus stable et démocratique de la région est de plus en plus miné par les inégalités et la crise économique, explique ce site nicaraguayen.

✎ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.



—Divergentes (extraits)
Managua

Le matin du 2 septembre 2021, Yadriela Cabello a pris un bus à destination du Panama, après avoir passé six cent deux jours au Costa Rica. Deux de ses cousins lui avaient affirmé que le Costa Rica était le meilleur refuge dont on pouvait rêver, qu'elle pourrait y vivre en profitant de la tranquillité et des opportunités qui avaient été réduites à néant au Venezuela, leur pays natal.

Elle est repartie seule, et, sur le chemin de la gare, elle s'est disputée avec l'un de ses cousins. Il lui a reproché de partir et de ne pas profiter des avantages offerts par le Costa Rica. Selon lui, la meilleure preuve qu'on y vivait mieux qu'ailleurs était que les migrants ne cessaient d'arriver par milliers du Venezuela, du Salvador et surtout du Nicaragua, alors que pratiquement aucun Costaricain ne quittait son petit pays. “Tout ce que j'ai à dire, c'est que tu aurais pu avoir la même chose que nous”, lui a écrit son autre cousin. Il est arrivé à San José, la capitale, en 2008, et travaille comme cadre dans une entreprise de logistique. Il a épousé une Costaricaine, ils vivent dans une résidence avec piscine,

et leurs deux enfants vont dans une école privée bilingue. “Je suis très heureuse pour toi, mais je suis arrivée très tard au Costa Rica et je n'y ai pas trouvé ce que tu m'avais raconté”, a-t-elle répondu. Son expérience concorde avec ce que de nombreuses études disent depuis quelques années : le “bien-être” à la costaricaine est mis à mal par les inégalités croissantes, le tarissement des prestations sociales, les problèmes de cohabitation entre les diverses populations, la progression du crime organisé et une économie déjà malade avant le choc de la pandémie.

L'incertitude politique et la montée de l'intolérance mettent sous pression un système institutionnel qui a été l'un des piliers de la fameuse stabilité du Costa Rica. Cette démocratie semble résister aux tentations autoritaires qui prolifèrent dans le reste de l'Amérique centrale, mais les spécialistes multiplient les avertissements. Le taux de corruption et, plus encore, la déficience de l'État face aux demandes de plus

Le taux de chômage, qui se maintenait à un peu plus de 10 %, a doublé en 2020.

en plus nombreuses de la population se répercutent sur le moral des Costaricains. Ces fêlures ne se limitent pas aux sphères lointaines du pouvoir. Le système éducatif, qui jouissait d'une excellente réputation, est traversé par une crise d'une ampleur inédite. La pauvreté, qui stagnait à 20 %, a grimpé à 26 % en 2020, à la suite de la pandémie. Le taux de chômage, qui se maintenait depuis plusieurs années à un peu plus de 10 %, a également doublé en 2020.

Le vent de l'économie n'est pas favorable à tout le monde : certains secteurs tournent au ralenti et ne peuvent que regarder la croissance exponentielle des entreprises liées à la technologie et à des marchés compliqués tournés vers l'extérieur, qui manquent de travailleurs qualifiés.

Yadriela en a eu assez de chercher du travail. Elle est institutrice, ne parle pas anglais et n'a réussi qu'à décrocher des emplois précaires et mal payés, comme femme de ménage dans des bureaux désertés à cause du télétravail. Un jour, on lui a dit qu'on n'avait plus besoin d'elle. Elle a renoncé à chercher des solutions pour rester dans ce pays qu'on lui avait présenté comme “le paradis”. “Je pense que j'aurais pu tenir plus longtemps s'il n'y avait pas eu la pandémie, mais je n'ai jamais réussi à m'intégrer vraiment”, expliquait Yadriela la veille de son départ. Mon cousin a réussi parce qu'il est arrivé plus tôt. On lui a ouvert une porte et il est devenu cadre. Le pays offre des possibilités à ceux qui ont certaines compétences, qu'ils soient étrangers ou costaricains. C'est en tout cas ce que j'ai vu.” Elle a décidé d'aller tenter sa chance au Panama. Son constat rejoint ce que disent les études : l'État a réduit sa capacité à équilibrer les chances d'accès à la richesse pour une partie croissante de la population se trouvant du mauvais côté d'un fossé qui ne cesse de se creuser.

L'heure est venue de remonter la pente. Au Costa Rica, le progrès est très associé à la nostalgie. Les gens ont tendance à penser que tout était mieux avant, et cherchent le moyen de conserver certaines choses, de ralentir les détériorations ou de récupérer les avantages qu'ils avaient encore récemment. Les Costaricains ont tendance à trouver que leur situation s'est dégradée avec le temps, mais ils se consolent en se comparant à

leurs voisins d'Amérique centrale : ils trouvent qu'ils sont mieux lotis qu'eux dans presque tous les domaines. Le Costa Rica est toujours considéré aujourd'hui comme une démocratie à part entière, son système de santé a pu faire face au choc de la pandémie, la liberté de la presse est parmi les plus respectées du monde, et le pays reste une référence internationale pour les questions environnementales. La justice fonctionne, elle est indépendante ou, tout du moins, capable d'enquêter sur des cas de corruption de grande envergure.

Ici, le progrès est associé à la nostalgie. Les gens ont tendance à penser que tout était mieux avant.

La question que se pose Ana Luisa Martínez, propriétaire d'une petite épicerie au nord de San José, est : comment faire pour que cette prospérité qu'on dit trouver au Costa Rica pousse les gens à lui acheter davantage de choses ? Elle pourrait ainsi subvenir aux besoins de ses deux enfants, parce que l'aide du gouvernement et le salaire de son mari, employé à temps partiel comme agent de sécurité dans une école, ne sont pas suffisants. Ana Luisa est nicaraguayenne, mais elle vit au Costa Rica depuis vingt-quatre ans et elle comprend que ses compatriotes viennent y chercher refuge. Mais elle tient à dire qu'il y est difficile de trouver

du travail et que les aides ne sont plus ce qu'elles étaient. Le déficit budgétaire élevé, aggravé par la faiblesse des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses durant la pandémie, asphyxie l'État, et les investissements sociaux en font les frais. Le gouvernement de Carlos Alvarado, arrivé au pouvoir en mai 2018, a négocié avec le Fonds monétaire international (FMI) un soutien financier qui l'oblige à trouver des accords avec l'Assemblée législative. Cette tâche est de plus en plus laborieuse car l'Assemblée est dominée par des groupes d'opposition, et ceux-ci pensent déjà aux prochaines élections présidentielles et législatives, prévues en février 2022.

Tout semble aujourd'hui plus fragmenté ou fracturé. Jusqu'à il y a vingt ans, le pays était dominé par deux partis qui, à eux deux, n'ont recueilli qu'un tiers des votes exprimés aux élections de 2018. La pandémie a contraint les gens à s'enfermer chez eux plus que d'ordinaire, les laissant avec leurs problèmes et leur Internet. Les actions collectives ne vivent pas leur meilleur moment, même lorsqu'il s'agit de descendre protester dans la rue. Les dernières manifestations de masse ont été celles contre le mariage pour tous, organisées par certaines Églises, puis celles qui ont réuni ses partisans pour célébrer son approbation, en 2019 – la loi qui l'autorise est entrée en vigueur en mai 2020.

—Álvaro Murillo
Publié le 15 septembre

Contexte

●●● Le Costa Rica, qui vient de fêter les 200 ans de son indépendance, n'est pas seulement connu pour son tourisme vert, ses parcs naturels, ses plages de rêve... Surnommé parfois la “Suisse de l'Amérique centrale”, il est devenu le 25 mai 2021 membre de l'OCDE (le club des pays les plus riches du monde). C'est aussi le premier pays à avoir supprimé son armée, en 1949. Il n'a pas connu de coup d'État depuis 1917. Et “il enregistre les meilleurs taux de la région en matière d'extrême pauvreté et d'alphabétisation”, écrit un reportage du site **BBC Mundo**, qui ne cache cependant pas qu'il existe de nombreuses inégalités. Il est présidé par l'écrivain et journaliste Carlos Alvarado, élu en 2018, du Parti d'action citoyenne, social-démocrate, lequel ne détient que 9 élus sur 57 dans une Assemblée législative unicamérale de plus en plus fragmentée, d'où une certaine instabilité politique. Selon le site nicaraguayen **Divergentes**, “plus de 20 partis politiques” pourraient entrer en lice lors des élections de 2022.

BRÉSIL

Le Christ de Rio, 90 ans et toujours au top

Instrument politique lors de son inauguration, le 12 octobre 1931, prouesse architecturale et principale attraction touristique de la ville, le Christ rédempteur de Rio de Janeiro fait toujours la fierté des Brésiliens.



—Folha de São Paulo
São Paulo

Une foule est rassemblée au sommet du Corcovado pendant que des avions des forces armées réalisent des manœuvres aux alentours du monument. Le président Getúlio Vargas assiste à la cérémonie aux côtés des ministres et des plus grandes autorités religieuses du pays. Le soir, la population envahit plages et collines pour voir la statue illuminée pour la première fois. Dans les avenues, processions et orchestres célèbrent la nouvelle carte postale de Rio de Janeiro. Le climat est à l'euphorie en ce 12 octobre 1931. Après cinq ans de travaux, on inaugure le

Christ rédempteur, qui est désigné comme l'une des sept merveilles du monde et qui vient donc de fêter ses 90 ans.

Avec cette inauguration, le Brésil montre alors au monde qu'il est un pays moderne, capable de réaliser de grandes choses, explique Márcio Roiter, spécialiste du monument et président-fondateur de l'Institut art déco Brésil : "Le pays place ce monument au Christ au sommet du Corcovado comme une espèce de couronne de sa modernité." Installer cette œuvre de 38 mètres sur une montagne de 704 mètres d'altitude n'a pas été simple, ajoute-t-il : "Le Christ est l'exemple d'un Brésil qui marche. C'est une prouesse technique et il n'y a rien de pareil au monde. Si nous

devons être fiers d'une chose au Brésil, c'est du Christ rédempteur." Au fil du temps, la statue est devenue le principal symbole du Brésil à l'étranger et a attiré les touristes. "C'est peut-être l'image la plus connue que les gens ont du Brésil. Elle représente un très grand attrait pour Rio de Janeiro. On doit beaucoup à cette statue", confie Daniela Maia, présidente de Riotur, l'organisme chargé de la politique touristique de Rio de Janeiro.

Les chiffres montrent effectivement la popularité dont jouit le Christ parmi les touristes. Trem do Corcovado [le train du Corcovado] – qui conduit les visiteurs au monument – a transporté plus de 764 000 personnes en 2019, même si la pandémie a fait passer ce chiffre à 352 000 l'année dernière. Avec la décélération de la pandémie, la ville va se servir du monument pour faire repartir le tourisme, explique Daniela Maia : "Le Christ est présent dans toutes les campagnes que nous lancerons à partir de la fin de la pandémie. Il se confond avec Rio. C'est notre identité."

Le tourisme du Christ fait également vivre l'économie de Cerro Corá, une favela voisine du monument. Une partie significative de ses habitants travaillent dans le tourisme, explique Ricardo Rogrigues, le chef de cette communauté. "Il y en a beaucoup qui sont ici parce que leurs grands-parents et leurs parents y étaient aussi. Je ne peux pas imaginer Cerro Corá sans la présence du Christ." Il n'est pourtant pas toujours facile d'y accéder quand on demeure dans la favela, ajoute-t-il. Le coût du billet constitue un obstacle pour beaucoup de gens. "Il y a des habitants âgés qui ne sont jamais allés au Corcovado. Je m'occupe des activités culturelles et on a pu en emmener quelques-uns au Christ. C'était la première fois pour beaucoup d'entre eux."

Le monument n'affecte pas les communautés des alentours que de façon positive. En 2010, un glissement de terrain a fait trois morts

à Ladeira dos Guararapes, une favela voisine de Cerro Corá. Les habitants ont accusé des travaux réalisés par Trem do Corcovado afin d'évacuer l'eau de pluie pour qu'elle n'endommage pas les rails, et qui ont fait selon eux ruisseler l'eau sur la colline. "Les choses sont restées en l'état. Résultat : le ravin qui donne accès aux Guararapes a été inondé, ce qui a provoqué cet accident dans lequel des gens sont morts", précise Rodrigues.

Trem do Corcovado a procédé à des aménagements depuis, ajoute-t-il, "mais l'accident avait eu lieu". Ces allégations sont dénuées de tout fondement, affirme la société dans un communiqué. Les tra-

C'est à Pierre-Marie Boss, un prêtre français, que l'on doit l'idée de placer la statue à cet endroit.

vaux avaient pour seul but de corriger et maintenir le flux de l'eau sur les voies. "Il est léger d'accuser Trem do Corcovado pour le glissement d'une maison édifée sur un terrain escarpé, une zone à risque, alors que la même pluie a tué plus de 300 personnes rien qu'à Rio de Janeiro", déclare-t-elle.

C'est à Pierre-Marie Boss, un prêtre français, que l'on doit au XIX^e siècle l'idée de placer la statue à cet endroit. Cependant, le projet ne commence à se concrétiser qu'en 1921, quand le Cercle catholique de Rio le confie à l'architecte et ingénieur Heitor da Silva Costa. Lors d'un voyage en France, Heitor convainc le sculpteur Paul Landowski de concevoir les aspects esthétiques de la statue. Cet artiste, qui est une référence en Art déco, un style lié à l'idée de modernité, dessine les mains et la tête de la sculpture. Sa contribution a provoqué un débat agité sur la paternité du Christ. Pendant des années, les héritiers du sculpteur ont soutenu que c'était lui l'auteur, et non Heitor da Silva Costa, tandis que

la famille du Brésilien affirmait que celui-ci était l'unique auteur et concepteur du Christ. En 2011, Eduardo Paes, le maire de Rio, a tranché et décrété que le Christ du Corcovado était brésilien. "Nous avons fait une vaste enquête, analysé tout le matériel, et il est clair que la paternité appartient à Heitor", avait-il déclaré à cette occasion.

Pour Márcio Roiter en revanche, le Christ a la double nationalité : le monument est en fait franco-brésilien, parce que le projet a reçu une contribution importante, non seulement de Landowski, mais aussi d'une personnalité qui passe en général inaperçue dans sa biographie. Pendant son passage en France, Heitor a fait appel à l'ingénieur français Albert Caquot pour les calculs de la structure de la statue. "C'est grâce à lui que le monument est encore entier aujourd'hui. S'ils avaient fait un ouvrage en béton armé de forme médiocre, il serait déjà tombé", explique Márcio Roiter.

Le Christ est devenu un instrument politique dès son inauguration. Getúlio Vargas, le président de l'époque, s'était rapproché de l'Église pour acquérir une légitimité politique, explique Antonio Edmilson Rodrigues, spécialiste de l'histoire de Rio : "Il souhaitait avoir l'Église comme alliée pour pouvoir développer son projet d'État. La construction du Christ en est le symbole."

—Matheus Rocha
Publié le 9 octobre

SOURCE



FOLHA DE SÃO PAULO

São Paulo, Brésil

Quotidien

folha.com.br

Née en 1921, la "Feuille de São Paulo" a pour maîtres mots : objectivité, modernité, ouverture. Le quotidien est devenu très influent, attirant notamment l'intérêt d'une jeune élite qui se bat pour la consolidation de la démocratie.



SIX PIEDS SUR TERRE

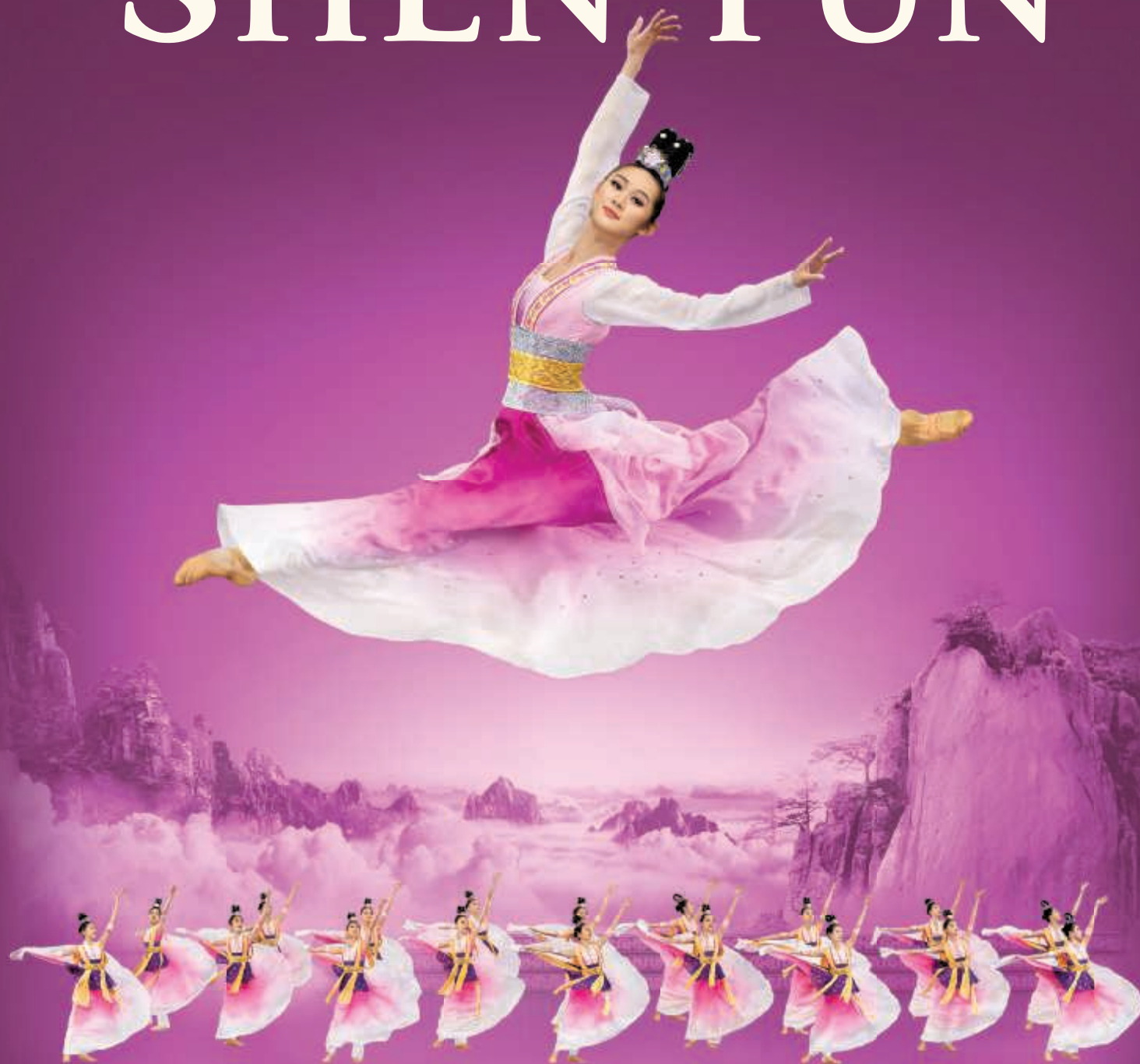
D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ ID4D  Courrier international

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

LA CHINE AVANT LE COMMUNISME

神韻晚會 2021-2022 SHEN YUN



14 JANVIER-13 MAI 2022 | PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS

0892 050 050 (0.35 € TTC/min), agendaparis.fr

4 FÉVR.-6 JUIN Montpellier | 6-9 FÉVR. Aix-en-Provence | 15-20 FÉVR. Nantes
8-10 AVR. Nice | 13-17 AVR. Roubaix | 19-24 AVR. Tours



ShenYun.com/FR 0 805 386 386

APPEL GRATUIT



ticketmaster®

trans- versales.



sciences

Économie 44
Signaux 47

Les essais cliniques s'adaptent aux situations d'urgence

Santé. De nouvelles méthodes plus rapides bousculent les protocoles traditionnels d'évaluation des traitements. Employées dans le contexte d'urgence dû à la pandémie de Covid-19, elles ne sont pas adaptées à toutes les situations.

✎ Dessin de **Patrick George,**
Royaume-Uni.

— **New Scientist** (extraits)
Londres

I l y a quelques siècles, pour soulager les douleurs, la toux ou la fièvre, les apothicaires prescrivait des teintures officinales ou des thérapies par les sangsues (quel bonheur !). Heureusement, la médecine a beaucoup évolué depuis, et si cette discipline est encore imparfaite à bien des égards, les hôpitaux, les médicaments et le système de soins nous rendent désormais la vie bien plus douce.

Si l'on en est là, c'est principalement grâce aux essais cliniques, ce rempart de la science qui étudie la sûreté et l'efficacité des médicaments et des traitements. Or les médecins sont de plus en plus nombreux à vouloir en repenser le processus – ce qui peut sembler surprenant quand on sait que les résultats de ces études font figure de référence absolue.

S'ils ont de nombreux atouts, les essais cliniques prennent parfois des années. Ce défaut a été particulièrement mis en lumière par la pandémie de Covid-19, quand nous avions cruellement besoin de traitements pour une pathologie nouvelle [*lire le dossier p. 12*]. Les médecins se sont retrouvés dans l'obligation de recourir à des méthodes d'évaluation plus rapides, un pari visiblement gagnant dans ces circonstances. Mais les nouveaux protocoles sont-ils vraiment plus rapides et plus fiables ? Cette question est en passe de devenir l'un des enjeux les plus pressants de la médecine.

L'histoire des essais cliniques est liée à celle des marins anglais qui, au milieu du XVIII^e siècle, mouraient par milliers du scorbut, une maladie provoquant saignements spontanés et douleurs musculaires puis, finalement, le décès. En 1747, un médecin du nom de James Lind, qui pensait pouvoir guérir le scorbut en modifiant l'alimentation des marins, organisa une expérience pour tester son hypothèse. Dans une étude à petite échelle, et néanmoins novatrice, il répartit 12 sujets atteints du scorbut en six groupes et ajouta divers aliments à leurs repas. Les marins qui avaient consommé plus de fruits frais s'en sortirent bien mieux que les autres – et l'on connaît la suite.

Les conclusions de James Lind sont correctes. Mais il manquait à son protocole – outre un nombre suffisant de volontaires – deux éléments aujourd'hui indispensables aux essais cliniques. Le premier est la présence d'un groupe témoin : de nos jours, les participants qui reçoivent un candidat médicament ne sont pas comparés à des individus recevant des traitements similaires, mais à un groupe auquel on administre un placebo. Le second est la randomisation de l'essai, car en divisant [eux-mêmes] les participants en différents groupes, les organisateurs risquent d'introduire, sans s'en rendre compte, des différences entre groupes. [Les participants sont donc répartis par tirage au sort].

En 1747, James Lind répartit 12 marins atteints du scorbut en six groupes ayant des repas différents.

Ces deux principes ont été appliqués pour la première fois en 1947 aux États-Unis, lors d'un essai portant sur la streptomycine, un antibiotique tout juste découvert. Les responsables de l'étude ont fait en sorte que ni les praticiens ni les patients ne sachent à qui était administré le placebo, et ce jusqu'à la fin de l'étude. Ce format a donné naissance à ce que l'on nomme désormais les "essais contrôlés randomisés" (ECR). Aujourd'hui, les médicaments subissent trois phases de test [avant leur mise sur le marché], qui permettent d'évaluer leur sûreté et leur efficacité sur des individus de plus en plus nombreux.

Ce système fonctionne. Toutefois, avant même le début de la pandémie, on savait déjà que le prix à payer était lourd. En 2015 et 2016, le coût moyen d'un essai clinique s'élevait à 19 millions de dollars [16,5 millions d'euros d'aujourd'hui], financés en grande partie par les entreprises pharmaceutiques – ce qui, d'après elles, contribue au prix élevé des médicaments. Il faut souvent attendre plus de dix ans avant qu'un nouveau médicament soit testé et homologué. Par ailleurs, les essais peuvent s'avérer coûteux pour les patients, qui ont une chance sur deux de ne recevoir qu'un placebo. C'est peut-être pour cette



IKON IMAGES

raison que le taux de participation est si terriblement faible – en 2017, une enquête a révélé que seules 4 % des personnes atteintes d'un cancer acceptent de participer à des ECR.

Ces différents problèmes préoccupent le corps médical depuis longtemps. Au début des années 1980, Robert Bartlett, un chirurgien [aujourd'hui à la retraite] de l'université du Michigan, a voulu tester si l'oxygénation par membrane extracorporelle (ECMO) pouvait suppléer le cœur et les poumons chez les nouveau-nés prématurés – ce type d'assistance respiratoire était jusqu'alors réservé aux adultes. Il a donc imaginé un processus de test peu orthodoxe, inspiré de la théorie des jeux : le premier nouveau-né inclus dans l'essai recevrait l'assistance respiratoire communément utilisée à cette époque, la ventilation en pression positive continue. S'il survivait, l'enfant suivant recevrait le même type d'assistance. S'il mourait, le deuxième bébé serait placé sous ECMO.

Victoire à la Pyrrhus. Lors de la mise en œuvre du protocole, le premier bébé est décédé, mais le deuxième, sous ECMO, a survécu, tout comme le troisième, le quatrième et tous les autres jusqu'au douzième. Et comme presque tous les autres prématurés au profil similaire étaient décédés sans ECMO, Robert Bartlett a considéré l'affaire conclue.

Mais l'ampleur de l'essai fut jugée trop restreinte, et la méthode trop peu conventionnelle, pour que l'ECMO devienne la nouvelle norme de soins. Elle n'a été adoptée qu'en 1996, après qu'une équipe de scientifiques britanniques a testé son efficacité via un véritable ECR portant sur 185 nouveau-nés. Conformément aux conclusions de Robert Bartlett, l'ECMO s'est révélée plus efficace que le traitement habituel. Pour Edward Mills, [chercheur en sciences de la santé] à l'université McMaster, au Canada, il s'agit cependant d'une victoire à la Pyrrhus. En tant que père, il ne peut s'empêcher de penser aux bébés qui n'ont pas survécu : *“Tous ces enfants devaient-ils vraiment mourir dans le seul but de valider une théorie ?”*

Dans les années 1990, les médecins ont été de plus en plus

nombreux à vouloir transformer la méthodologie des essais cliniques. Leurs tentatives ont abouti à l'instauration de deux nouveaux types d'essai, qui viennent combler différentes lacunes des ECR.

Le premier inconvénient majeur des essais traditionnels est qu'il faut rebâtir la même infrastructure de recherche pour chaque molécule testée. Recrutement du personnel administratif, évaluation du nombre de lits nécessaires, modèles statistiques... tout doit être repris à zéro.

Pour contourner cette difficulté, certains médecins réalisent désormais des essais avec une plateforme, qui permettent de réutiliser une même infrastructure. Ainsi, ils peuvent également se contenter d'un seul groupe témoin pour plusieurs essais, et mettre différents traitements en concurrence directe. L'objectif n'est alors plus de déterminer si un médicament est efficace, mais d'identifier le plus utile contre une maladie donnée.

Autre inconvénient des ECR : de nombreux participants ne reçoivent qu'un placebo. Pour atténuer ce phénomène, certains médecins optent pour un essai adaptatif, au cours duquel le traitement reçu par chaque participant est déterminé par des règles fixées en amont [et dont le protocole peut évoluer en fonction des résultats observés au cours de l'étude]. Ainsi, si un médicament a montré des résultats favorables chez de nombreux patients, la probabilité qu'il soit administré à d'autres participants lors d'une phase ultérieure augmente. En pratique, la répartition des traitements entre les volontaires est déterminée par un algorithme informatique, afin qu'elle reste inconnue des médecins qui dirigent le travail.

Certains essais combinent même ces deux approches : chaque groupe d'une étude avec plateforme teste alors [une molécule distincte] selon une méthode adaptative. Ce fut notamment le cas du célèbre essai I-SPY 2, lancé en 2010 par l'association à but non lucratif Quantum Leap

La recherche clinique ne doit pas forcément être séparée de la prise en charge classique des patients.

43 538

C'est le nombre de volontaires ayant participé, en 2020, aux essais cliniques du vaccin contre le Covid-19 mis au point par le laboratoire américain Pfizer et son partenaire allemand BioNtech. Une moitié de la cohorte a reçu un placebo.

Healthcare Collaborative afin de trouver des traitements capables d'empêcher la progression du cancer du sein, une affection courante qui, à l'époque, comptait peu de remèdes efficaces.

Durant cet essai, six molécules ont été testées simultanément et comparées au traitement standard chez un seul groupe témoin. Les molécules montrant de bons résultats étaient retenues pour passer à l'étape de test suivante, et intégraient ensuite un nouveau groupe témoin recevant la version actualisée du traitement standard.

À l'époque, les différentes agences d'homologation des médicaments faisaient preuve de scepticisme envers les essais adaptatifs, et rien ne garantissait qu'elles reconnaîtraient la validité des résultats du I-SPY 2. Mais aujourd'hui, la situation est différente. En 2015, Janet Woodcock, alors directrice du centre chargé de l'approbation des médicaments à la FDA, l'agence américaine du médicament, a publié un article dans le *New England Journal of Medicine*, dans lequel elle donnait son feu vert aux essais cliniques innovants et les encourageait même franchement. Depuis, la FDA et l'Agence européenne des médicaments ont homologué plusieurs remèdes testés dans le cadre du programme I-SPY 2.

Cette publication a donné un nouvel élan aux essais avec plateforme adaptative – et ils allaient bientôt recevoir un second coup d'accélérateur inattendu. En 2020, la pandémie de Covid-19 a éclaté, plongeant les hôpitaux du monde entier dans le chaos. Tous les pays avaient besoin de traitements, et vite.

En mars 2020, les épidémiologistes Martin Landray et Peter Horby, de l'université d'Oxford, ont lancé le projet Recovery, l'un des premiers et des plus vastes essais avec plateforme contre le Covid-19. Ils souhaitaient déterminer si certains médicaments

courants pouvaient réduire les risques de décès. Depuis le début de l'étude, près de 500 000 participants ont été inclus dans le protocole et dix médicaments ont été testés, dont trois se sont révélés efficaces. Plusieurs études similaires ont ensuite vu le jour dans d'autres pays, notamment un essai mené par l'équipe de I-SPY 2, ou encore le projet Together, fruit d'une collaboration entre Canadiens et Brésiliens.

Malaise. La pandémie a prouvé que la recherche clinique ne devait pas nécessairement être séparée de la prise en charge classique des patients, affirme Martin Landray. La première pourrait devenir partie intégrante de la seconde grâce des essais adaptatifs. En réalité, la majorité des pratiques médicales ne reposent sur aucune preuve concrète, explique l'épidémiologiste.

Même en cardiologie, une discipline pourtant régie par des principes particulièrement stricts, seuls un quart environ des actes médicaux s'appuient sur des essais cliniques. Les essais adaptatifs sur plateforme sont susceptibles de réorienter la recherche loin des grands pôles académiques, au profit des hôpitaux et des cabinets plus modestes – c'est même leur principal avantage, d'après Martin Landray. Une telle évolution permettrait d'impliquer davantage de médecins et de patients dans les études.

Mais certains praticiens ne sont pas à l'aise avec ces nouveaux types d'essai. Les procédés statistiques qui sous-tendent parfois ces méthodes innovantes peuvent s'avérer obscurs, et donc difficiles à reproduire. À moins d'avoir un doctorat de statistiques, les méthodes d'étude peuvent sembler indéchiffrables, reconnaît William Rosenberger, [du département de statistiques] de l'université George Mason, en Virginie. Et bien qu'ils permettent d'obtenir des résultats

plus rapidement, les essais adaptatifs nécessitent davantage d'organisation en amont et mobilisent plus de personnel.

Par ailleurs, les essais avec plateforme ou adaptatifs ne sont pas toujours appropriés. Ainsi, lorsqu'un suivi des patients sur plusieurs années est nécessaire pour évaluer l'efficacité d'un médicament, les chercheurs pourraient se trouver dans l'incapacité d'effectuer les analyses intermédiaires nécessaires pour faire évoluer la randomisation. Il en va de même pour les maladies orphelines, qui touchent un nombre très restreint d'individus et pour lesquelles le nombre de candidats médicaments est limité.

Néanmoins, poussés par la pandémie, de nombreux médecins [investis dans la recherche clinique] se tournent désormais vers les essais adaptatifs. Au Massachusetts General Hospital [de Boston], Sabrina Paganoni et Merit Cudkowicz, toutes deux neurologues, cherchent des traitements contre la sclérose latérale amyotrophique – la maladie de Charcot –, qui empêche progressivement les malades de marcher, de parler, de déglutir et, finalement, de respirer.

Dans le cadre de l'essai avec plateforme Healey, lancé en 2020, les deux scientifiques et leurs équipes testent simultanément trois médicaments. Grâce à cette méthode, ils ont pu obtenir des résultats avec seulement 480 participants, contre 720 pour un essai traditionnel. L'étude d'un premier traitement touche déjà à sa fin, et deux molécules supplémentaires devraient bientôt être étudiées à leur tour.

— Carrie Arnold
Publié le 20 octobre

SOURCE



NEW SCIENTIST

Londres, Royaume-Uni

Hebdomadaire,

84 215 exemplaires (2020)

newscientist.com

Stimulant, soucieux d'écologie et bon vulgarisateur, *New Scientist* est l'un des meilleurs magazines d'information scientifique du monde.

Créé en 1956, il réalise un tiers de ses ventes à l'étranger.

ÉCONOMIE



Tout le monde paie cher ses courses

Consommation. L'indice mondial du prix des denrées alimentaires grimpe en flèche, dépassant les pics de 2008 et 2011. La note n'est cependant pas aussi salée au Nord qu'au Sud.



→ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

—Financial Times Londres

Au [supermarché] I Fresh Market de Sunset Park, un quartier populaire de Brooklyn, à New York, Lily Leong attrape une botte d'oignons frais, en étudie l'étiquette et la repose. «Avant, on en avait trois pour 1 dollar», dit-elle en la laissant retomber dans le bac, où une pancarte annonce 1,99 dollar [1,76 euro]. Quant au bœuf : «Oh là là. Tout est très cher.»

L'expérience de Lily Leong en faisant ses courses correspond désormais à celle des consommateurs du monde entier – que ce soit au Brésil, en France, en Russie ou dans la 8^e Avenue de Brooklyn, où cageots et paniers de produits frais s'étalent devant les boutiques. La raison de ce désarroi est simple : les prix des denrées alimentaires ont grimpé en flèche partout dans le monde à cause des conditions climatiques, des sécheresses en Amérique du Nord et du Sud aux fortes pluies en Europe, et de l'engorgement logistique [dû au redémarrage de l'économie] qui a suivi l'assouplissement des restrictions liées au Covid-19.

L'indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies (FAO) affiche pour octobre une augmentation stupéfiante de 31 % en rythme annuel. Celui des prix des produits de base du Fonds monétaire international (FMI) a augmenté à un rythme similaire. En termes réels, une fois l'inflation prise en compte, les prix des denrées alimentaires

“Je n'achète plus de viande rouge, c'est tout simplement trop cher.”

Vilma de Souza, FEMME DE MÉNAGE À UBATUBA AU BRÉSIL

mondiaux sont désormais plus élevés qu'au cours des pics de 2008 et 2011, où leur augmentation vertigineuse avait été l'une des causes du “printemps arabe”.

Le ministre de l'Agriculture polonais fait partie de ceux qui ont récemment mis en garde contre “une crise des prix alimentaires”. Dans le pire des cas, la hausse des prix des denrées alimentaires

et de l'énergie risque de mettre en péril l'existence de millions de personnes sur la planète – alors que le monde émerge du pire de la pandémie.

Les chiffres montrent cependant que la crise des prix alimentaires des années 1970, qui coïncidait avec une famine dans certains pays pauvres, n'est pas encore là. Même si les prix à la consommation connaissent une augmentation à deux chiffres dans certains pays, en particulier dans le monde émergent, la somme que les gens paient à la caisse baisse en fait dans d'autres, en particulier en Europe et dans certaines parties de l'Asie.

Marketing. Dans ce supermarché Franprix de Belleville, à Paris, par exemple, le vendeur Ayyoub Ben Belkacem est habitué à entendre ses clients se plaindre que “l'alimentation devient trop chère”. Or si certains produits comme les tomates et les bananes “coûtent vraiment cher maintenant”, le prix des pâtes et des pâtisseries a récemment baissé, explique-t-il.

Si la facture des consommateurs n'augmente pas à la même vitesse que les indices, c'est avant tout parce qu'ils tiennent compte du prix de gros versé aux producteurs, ce qui ne représente qu'une infime partie de ce que le client paie à la caisse. Sur chaque dollar [0,88 euro] déboursé par un Américain en produits alimentaires, par exemple, 15 cents seulement [13 centimes] concernent le produit lui-même, explique Marion Jansen, directrice de la Direction des échanges et de l'agriculture de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le reste couvre d'autres frais comme la manutention, le marketing et la distribution.

La hausse des prix à la consommation des denrées alimentaires atteint 4,5 % pour les trente-huit pays, la plupart riches, qui composent l'OCDE – soit trois fois plus qu'en mai. Cette augmentation demeure cependant “bien moins forte” que celle des prix de gros des produits de base, précise Marion Jansen.

De fait, dans les économies développées, notamment en France et au Japon, les prix à la consommation n'ont augmenté que

de 1 % en septembre et ont même baissé en Chine, en Suisse et en Belgique.

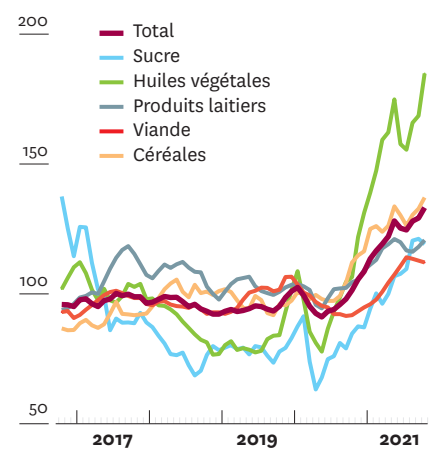
Ceci n'est pas d'un grand secours pour la population d'autres pays émergents comme l'Argentine, le Brésil, la Colombie, la Russie ou la Turquie. Dans ces pays, l'inflation des prix des denrées alimentaires, qui dépasse les 10 %, a été aggravée par la dépréciation de leur monnaie par rapport au dollar. “Comme les produits de base se négocient et se paient généralement en dollars, l'inflation nationale des produits alimentaires augmente”, explique Christian Bogmans, économiste au FMI.

La hausse des prix de l'alimentation est devenue un enjeu politique majeur en Russie, la baisse des revenus réels ayant fait chuter la cote de popularité du parti au pouvoir Russie unie à des niveaux record. Au Brésil, les prix à la consommation des denrées alimentaires et des boissons a augmenté de 12 % en septembre en rythme annuel.

Vilma de Souza fait partie des nombreux Brésiliens qui se demandent s'ils pourront encore s'offrir des steaks pour le traditionnel barbecue familial du week-end. “Je n'achète plus de viande rouge, c'est tout simplement trop cher”, confie cette femme de ménage d'Ubatuba, une ville côtière de l'État de São Paulo. Écoutant la conversation, le boucher intervient : “Il y a beaucoup de gens qui achètent du poulet parce que c'est moins cher. C'est dur pour tout le monde.” Même si la hausse des prix alimentaires est plus faible dans → 46

Flambée des prix

Indice FAO des prix des produits alimentaires
(indice nominal, base 100 = moyenne 2014-2016)



SOURCE : FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)



L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.
À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

PUNCHLINE 18H-20H

LAURENCE FERRARI

Écouter

LES D'ACCORD,
LES PAS D'ACCORD
LES POUR, LES CONTRE
LE DÉBAT,
EN DIRECT ET SANS DÉTOUR.



FLASHEZ POUR ÉCOUTER
EN PODCAST

LE POUVOIR DE L'ÉCOUTE

Europe 1

44 ← les pays développés, les consommateurs en sentent tout de même les effets, en particulier ceux dont le budget est le plus serré. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de près de 2 % dans la zone euro et de plus de 4 % aux États-Unis.

Retour à Brooklyn. Ce jeune couple qui achète des fruits à un petit étal situé à l'angle de la 8^e Avenue et de la 53^e Rue le sent bien aussi. "Tout augmente", dit Nancy, tandis que son compagnon Vincent acquiesce. Pour le moment "ça va", ils peuvent faire face. Mais pendant combien de temps encore les consommateurs du monde développé pourront-ils acheter leurs produits habituels si les coûts de ressources comme l'énergie continuent de s'envoler ?

Pour Fiona Boal, chargée des denrées de base [à la société de conseil] S&P Dow Jones Indices, "les tensions inflationnistes se propageront de l'énergie à d'autres secteurs de l'économie, parmi lesquels le secteur alimentaire".

— Anna Gross,
Caroline Pulice, Valentina
Romei et Peter Wells
Publié le 5 novembre

L'inflation peut-elle couler la présidence de Joe Biden ?

L'augmentation des prix va croissant un peu partout dans le monde, en particulier aux États-Unis, où le président risque d'en payer le prix politique.

Le président Ford arborait un pin's avec l'acronyme 'WIN' pour 'Whip inflation now' ['Écraser l'inflation maintenant']. Le président Carter portait un cardigan pour encourager les Américains à régler leur thermostat à un niveau plus bas et ainsi réduire les dépenses d'énergie. Désormais, le spectre de l'inflation vient hanter le président Biden en alimentant la frustration des électeurs, qui, autrement, profiteraient de la reprise économique après la récession due à la pandémie. Comme le rappelle le **Los Angeles Times**, l'inflation a déjà "coulé des présidences" aux États-Unis, notamment celle du démocrate Jimmy Carter, à la fin des années 1970. "Biden peut-il rester à flot ?" s'interroge le quotidien californien.

Car la hausse des prix a atteint en octobre 6,2 % sur un an – un taux inédit depuis 1990 – et même 0,9 % sur un seul mois, de septembre à octobre, ce qui représente un rythme annuel de plus de 10 %. Tout cela n'est pas étranger à la chute de popularité du président et à la cuisante défaite démocrate en Virginie. Les États-Unis sont en première ligne mais ils ne sont pas les seuls concernés. Dans la zone euro, l'inflation sur un an s'est élevée en octobre à 4,1 %, en bonne partie à cause de la flambée des prix de l'énergie. Le Royaume-Uni, la Chine, le Japon ont de leur côté enregistré des hausses qui s'avèrent être les plus rapides depuis au moins dix ans.

"Biden n'a pas encore enfilé de pull ni accroché de pin's à sa veste – et le problème n'a pas pris les mêmes proportions que par le passé, tempère le **Los Angeles Times**. Cependant, les derniers chiffres ont forcé le président à l'affronter plus énergiquement [...] en affirmant : 'Inverser cette tendance est une priorité absolue pour moi'."

Gros boulet. Jusqu'ici, en effet, les démocrates au pouvoir assuraient que l'inflation était un problème temporaire, essentiellement concentré dans quelques secteurs. "Plus maintenant, souligne dans **The Washington Post** l'économiste Lawrence Summers. En octobre, les prix des marchandises hors produits alimentaires et énergie ont grimpé de plus de 12 % en rythme annuel."

"Quand vous dites aux gens que c'est temporaire, et que le ciel ne se dégage pas, vous avez l'air malhonnête", commente l'historien Douglas Brinkley, cité par le **Los Angeles Times**. Ajoutant que, "dans l'histoire récente, il n'existe pas de plus gros boulet pour les présidents que l'inflation". Ce que corrobore un sondeur démocrate, John Anzalone. Selon lui, l'inflation a des conséquences psychologiques tout à fait particulières, "elle a tendance à dominer la perception de la situation économique, parce que les gens en font l'expérience tous les jours au supermarché, à la pompe à essence ou en équipant leur foyer".

Ils n'ont pas vraiment tort : de fait, souligne **The Wall Street Journal**, même si la hausse des salaires s'est accélérée, les salaires réels (compte tenu de l'inflation) ont baissé de 2,2 % depuis janvier aux

États-Unis. Pour le journal conservateur, la poussée inflationniste est le résultat d'une "politique irresponsable" des démocrates. "Le Congrès et la Maison-Blanche ont inondé l'économie avec 1 900 milliards de dollars de nouvelles dépenses en mars, alors qu'environ 4 000 milliards avaient déjà été débloqués pour faire face au Covid en 2020."

À quoi s'ajoute l'action de la Réserve fédérale des États-Unis (Fed), "qui mène encore une politique monétaire d'urgence après dix-neuf mois de reprise et avec un taux de chômage à 4,6 %". La banque centrale maintient des taux d'intérêt proches de zéro et réduit progressivement ses achats de titres, qui injectaient des liquidités dans l'économie. Ces politiques ont stimulé la demande, sans que l'offre suive. Entre des pénuries de main-d'œuvre dans certains

secteurs, des restrictions liées au Covid-19 et une chaîne d'approvisionnement perturbée, "les industriels du monde entier ont du mal à répondre à la demande", résume le **Los Angeles Times**.

Alors est-il temps de paniquer ? Pas pour l'économiste keynésien Paul Krugman. Dans les colonnes du **New York Times**, il estime – comme les conseillers de la Maison-Blanche – que l'épisode inflationniste en cours ne ressemble pas à celui des années 1970. Pour trouver un parallèle, il faut plutôt remonter à l'après-Seconde Guerre mondiale, "entre 1946 et 1948".

"C'était un événement ponctuel, pas le début d'une spirale durable entre prix et salaires. Et la plus grave erreur qu'avaient commise les autorités en réponse à cette poussée d'inflation, c'était de ne pas saisir son caractère transitoire", souligne l'économiste. Les États-Unis avaient en effet "continué de combattre l'inflation alors même qu'elle cessait d'être un problème". Ce faisant, les autorités avaient "contribué à la récession de 1948-1949. Comme aujourd'hui, il avait fallu du temps pour que l'économie s'adapte à une transformation de la demande [...]. Mais l'inflation n'avait pas duré."

Ce n'est pas l'avis de Lawrence Summers, ministre des Finances sous Bill Clinton. Il attire l'attention sur divers facteurs qui risquent de faire durer l'inflation, comme une croissance plus rapide des salaires – d'autant qu'un nombre record d'Américains démissionnent – et des prix du pétrole qui resteront élevés pour un bon moment. "Le président doit reconnaître à travers ses choix [...] que le plus grand défi actuel pour les banques centrales est de contenir l'inflation."

Joe Biden enverra un signal important en nommant dans les prochains jours le prochain président de la Fed. Il pourrait reconduire l'actuel patron, Jerome Powell, mais ce républicain et ancien banquier d'affaires, nommé par Barack Obama, est critiqué par l'aile gauche du Parti démocrate.

— **Courrier international**



En vente chez votre marchand de journaux, en librairie
et sur wedemain.aboshop.fr



signaux

Allô, les métaux ?

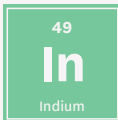
Nos smartphones sont de véritables mines de métaux précieux, et parfois rares.

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

MÉTAUX ALCALINS MÉTAUX ALCALINO-TERREUX MÉTAUX DE TRANSITION MÉTAUX PAUVRES LANTHANIDES

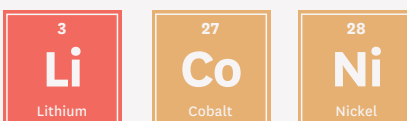
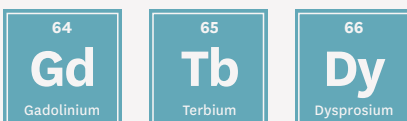
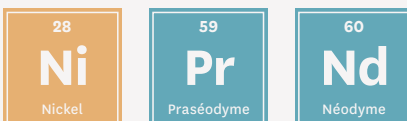
ÉCRAN TACTILE

C'est une fine couche d'oxyde d'**indium**-étain, transparente et offrant une grande conductivité, qui rend l'écran tactile.



MICRO, HAUT-PARLEURS, VIBREUR

On trouve du **nickel** dans le micro, et plus précisément dans le diaphragme (qui vibre en présence d'ondes acoustiques). Dans les aimants du haut-parleur et du micro se trouvent des alliages contenant du **néodyme**, du **praseodyme** et du **gadolinium**. Le vibreur contient également du **néodyme**, ainsi que du **terbium** et du **dysprosium**.

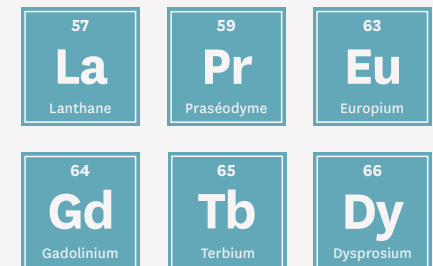


BATTERIE

La majorité des smartphones fonctionnent avec des batteries **lithium-ion**.

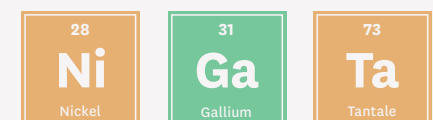
AFFICHAGE

L'affichage contient plusieurs **terres rares**. Certaines, en petites quantités, servent à produire la couleur dans l'affichage à cristaux liquides. D'autres terres rares assurent le rétroéclairage de l'écran.



COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Le **nickel** entre dans la fabrication des connexions électriques, et le **gallium** dans celle des semi-conducteurs. Le **tantale**, lui, est le principal composant des condensateurs, chargés du filtrage et du réglage de la fréquence.



BOÎTIER

Le **nickel** réduit les interférences électromagnétiques. Les alliages à base de **magnésium** font un blindage électromagnétique plus efficace encore.



Source : Université de Birmingham

La source



VISUAL CAPITALIST. Le site américain a désassemblé un smartphone afin de montrer quels sont les métaux utilisés pour sa fabrication. Certains sont considérés comme à risque : leur approvisionnement est menacé en raison de leur rareté dans la

nature (comme le gallium), de problèmes géopolitiques (comme le lithium, dont une partie des réserves mondiales est désormais aux mains des talibans) ou de certaines politiques commerciales. Voici, en infographie, ceux que vous avez dans votre poche.

360



MAGAZINE

Becontree, au bonheur du crépi • Architecture... 54

La folle audace de Mohammad Rasoulof • Cinéma... 56

Un monde sans bleu • Histoire... 58

Le “Blaxit”, longue tradition d’exil des Africains-Américains

Joséphine Baker, James Baldwin, Nina Simone ou encore Richard Wright... La liste des artistes et écrivains noirs américains partis vivre à l'étranger, et en particulier en France, est longue. Un déracinement volontaire qui persiste encore aujourd'hui. — *The New York Times Magazine*, New York

Steal away [s'esquiver]. C'est le titre d'un célèbre negro spiritual, une prière vers l'au-delà qui dissimule un appel à fuir la plantation. Les Américains noirs ont répondu à l'enlèvement originel des esclaves en se réappropriant leur liberté pour s'échapper des États-Unis. Cet exode a pris des formes diverses : si certains sont partis à l'étranger, d'autres sont restés et ont rejoint des communautés autonomes, où ce sont la région et la famille, plus que l'État-nation, qui définissent les individus.

Avant la guerre de Sécession, certains esclaves fugitifs rejoignaient les peuples autochtones pour former avec eux des colonies secrètes de marrons, sur tout le continent américain et dans les Caraïbes. Des organisations suprémacistes blanches ont découvert que certains Noirs étaient tout aussi désireux qu'elles d'être rapatriés en Afrique. [Après la guerre de Sécession], les réformes sociales de la Reconstruction provoquèrent des réactions violentes et une multiplication des lynchages,

poussant des milliers d'Américains noirs à fuir vers le Liberia, un pays libre dirigé par un gouvernement noir élu. Des dizaines d'années plus tard, le militant jamaïcain Marcus Garvey affirmait avoir rassemblé des millions d'adhérents dans son *Universal Negro Improvement Association* [Association universelle pour l'amélioration de la condition noire], une organisation internationale qui poursuivait le rêve du retour en Afrique [*Back-to-Africa movement*].

Tout au long du xx^e siècle, des artistes et des intellectuels noirs américains se sont rendus en Europe, dans les Caraïbes et en Afrique, à la recherche d'alliances politiques, d'opportunités artistiques, de sécurité et de sérénité. Parmi eux, se trouvaient notamment le sociologue W.E.B. Du Bois, les chanteurs Paul Robeson et Nina Simone, les artistes Augusta Savage et Romare Bearden, et les écrivains Jessie Fauset, Richard Wright ou encore James Baldwin.

Même lorsque, dans les années 1960, des porte-parole de la cause noire tels Malcolm X ont reconsidéré l'idée du séparatisme racial, lui donnant une dimension plus nationale qu'internationale – ils réclamaient que le gouvernement américain cède certains États aux citoyens noirs, en guise de réparation –, des militants comme

Amiri Baraka et Angela Davis sont partis trouver refuge et se former à la révolution dans le Cuba de Fidel Castro. Des écrivains, tels Julian Mayfield et Maya Angelou, se sont quant à eux installés au Ghana, qui venait de déclarer son indépendance.

Par la suite, de nombreux Africains-Américains se sont construits une nouvelle vie à l'étranger, poussés par des motifs personnels, artistiques ou politiques : l'artiste conceptuelle Adrian Piper à Berlin, l'autrice Andrea Lee à Turin, la chanteuse Tina Turner à Zurich, [le rappeur] Yasiin Bey (Mos Def, de son nom de scène) en Afrique du Sud, entre autres. [En février dernier], Stevie Wonder a, à son tour, annoncé son désir de s'installer au Ghana, où le ministère du Tourisme a organisé, en 2019, une grande “Année du retour”. Cet événement devait donner un coup d'accélérateur à la campagne du gouvernement ghanéen qui cherche, depuis plusieurs dizaines d'années, à attirer les Africains-Américains dans le pays.

Pourtant, partir comme rester a toujours été une décision difficile. Était-il possible de retrouver la terre mère africaine ? Ou le “Passage du milieu” [expression désignant la traversée de l'Atlantique par les Africains chargés sur les navires négriers envoyés → 50





→ Dessin de Taylor Callery, États-Unis, pour *Courrier international*.



→ Dessin de Taylor Callery, États-Unis, pour **Courrier international**.

quitter les États-Unis pour pouvoir profiter de la liberté de mouvement dont ils étaient privés dans leur pays : si le passeport américain permet de se rendre un peu partout dans le monde, un simple footing ou trajet en voiture peut avoir une issue funeste quand on est noir aux États-Unis.

Cette contradiction alimente aujourd'hui l'aspiration au "Blaxit", un mot-valise inspiré du "Brexit" et qui aurait été forgé par l'Africain-Américain Ulysses Burley III, consultant spécialiste des droits humains. Ce dernier l'a employé pour décrire la volonté des Africains-Américains d'échapper à la présidence de Donald Trump et aux violences policières permanentes à l'encontre des Noirs. Comme d'autres exodes avant lui, le "Blaxit" est motivé par l'idéal de "patries imaginaires", pour reprendre les mots de Salman Rushdie. Mais il est aussi guidé par les intérêts individuels et met l'accent sur l'épanouissement personnel.

Le podcast *Blaxit Global* de Christian Wright, un entrepreneur de 47 ans originaire du New Jersey, commence par cette formule accrocheuse : *"Fermez les yeux et imaginez-vous vivre une vie que vous aimez... libérée des micro-agressions quotidiennes des Blancs, libérée de la crainte des violences policières et du racisme systémique. Ce serait fantastique, non ?"* Ça l'est, à en croire de nombreux témoignages. Toutefois, les tenants du "Blaxit", portés par des considérations marketing et par un puissant optimisme quant aux perspectives qui s'offrent aux Noirs à l'étranger, ont tendance à négliger le racisme et les autres formes d'oppression qui sévissent au-delà des États-Unis.

Malgré toute la complexité du phénomène, l'intérêt premier du "Blaxit" est peut-être de nous rappeler que les Noirs américains (du moins, ceux qui ont les moyens de voyager, qui ne sont pas en prison ou coincés de quelque autre manière aux États-Unis) ne sont pas pris au piège. Ce message, d'une importance capitale dans

Les artistes noirs ont souvent dû quitter les États-Unis pour profiter de leur liberté de mouvement.

48← en Amérique] avait-il provoqué une rupture irréversible ? L'universitaire Saidiya Hartman étudie cette théorie dans son livre *Lose Your Mother* ["Perdre sa mère", non traduit], paru en 2007, où elle souligne notamment le fait que les esclaves quittaient le Ghana par un lieu surnommé la "Porte de non-retour".

Valait-il mieux lutter contre le racisme aux États-Unis, ou partir sans essayer de s'intégrer dans une société que Martin Luther King comparait à une "maison en feu" ? Prendre le risque d'attraper la malaria au Liberia ou celui de se faire lyncher dans le Missouri ? Sur une note plus légère, fallait-il croire à l'hystérie qui entourait Paris ? Non, affirmait Langston Hughes. "Quel style ? Quel chic ?" écrivait-il à Countee Cullen, un autre poète, en 1924 : "On croise davantage de personnes élégamment vêtues dans une station de métro new-yorkaise en l'espace de cinq secondes que je n'en ai vu en trois semaines à Paris." "Reste chez toi !" conseillait-il à un autre ami.

Mais pour certains artistes et écrivains comme Joséphine Baker, James Baldwin ou encore Nina Simone, rester n'était pas envisageable. Ils considéraient en effet que leur seule chance de survie était la fuite, loin du terrorisme racial des "United Snakes of America", comme disait Nina Simone. James Baldwin évoquait d'ailleurs régulièrement un moment charnière de sa vie : il avait un jour senti qu'il aurait pu tuer ou se faire tuer par le prochain Américain blanc qui le traiterait de "nègre".

Bien sûr, des artistes blancs ont, eux aussi, quitté les États-Unis – notamment Gertrude Stein et F. Scott Fitzgerald, qui se sont installés à Paris au début du xx^e siècle –, mais avec moins de précipitation. Ils savaient par ailleurs qu'ils pourraient profiter, partout dans le monde, de la "fête" (qu'est une ville comme Paris, pour reprendre les mots d'Ernest Hemingway, lui-même expatrié), grâce au "privilege blanc". Les artistes noirs, eux, ont souvent dû

le contexte actuel de "crise raciale", explique pourquoi même les écrivains noirs qui sont restés aux États-Unis ont récemment rendu hommage aux personnalités qui en sont parties. Au printemps dernier, la poète et essayiste Harmony Holiday, qui vit à Los Angeles, évoquait, dans un article paru sur [le site] Lit Hub, le "sanctuaire noir" que James Baldwin, Joséphine Baker et l'universitaire Henry Louis Gates Jr. avaient créé le temps d'un dîner dans le sud de la France, en 1973. Dans son livre *A Little Devil in America* ["Un petit diable en Amérique", non traduit], publié en 2021, Hanif Abdurraqib, originaire de Columbus dans l'Ohio, écrit qu'il envie Joséphine Baker, car "elle a quitté les États-Unis avant que le pays ait pu la convaincre de tomber amoureuse de lui".

Désormais, pour toute une génération d'artistes africains-américains, quitter le pays ressemble souvent à une histoire d'amour, même s'il s'agit moins de rompre définitivement avec les États-Unis que d'assouvir des pulsions romantiques ou créatrices à l'étranger.

Lorsque les artistes noirs déménagent, l'expérience peut se révéler aussi courte ou durable qu'une histoire d'amour. Aujourd'hui, les Africains-Américains expatriés ne rejoignent plus des communautés déjà constituées comme la "colonie nègre" que formaient les Américains noirs à Paris dans l'entre-deux-guerres, ou la communauté d'écrivains qui a vu le jour à Accra, au Ghana, dans les années 1960. Mais ils travaillent souvent en étroite collaboration avec leurs compatriotes dans leurs pays d'adoption – une réalité souvent négligée par ceux qui vantent les mérites du "Blaxit" et qui, avec un certain néocolonialisme, présentent la nouvelle patrie comme une "page blanche" permettant de mener une vie meilleure.

Les choix de ces expatriés sont à la fois individuels et guidés par la volonté de tisser des liens, et si ces artistes ne s'attendent pas à trouver un seul pays où ils se sentiraient pleinement chez eux, ils ne croient pas non plus que les États-Unis soient le seul endroit, ou du moins le meilleur, pour pratiquer leur discipline.

Stefanie Batten Bland, 46 ans, est chorégraphe et a grandi dans une communauté d'artistes de New York. Au début des années 2000, elle dansait pour la compagnie Bill T. Jones/Arnie Zane lorsqu'elle a décidé de quitter le pays pour rejoindre la troupe de Pina Bausch, en Allemagne. La danseuse, qui se définit comme une artiste "de descendance européenne et africaine" (elle est la fille d'une journaliste scientifique blanche et du compositeur de jazz noir Edward Bland), ne se faisait aucune illusion : les Européens ne seraient pas plus tolérants sur les questions raciales. Mais elle avait été élevée dans l'idée "d'aller là où les artistes sont reconnus".

Or les opportunités étaient rares [aux États-Unis] pour les danseurs issus des minorités, et la sensibilité artistique de la jeune femme, tournée à la fois vers le théâtre et la danse, semblait plus adaptée aux traditions européennes qu'au courant post-moderniste en vogue aux États-Unis. Après l'Allemagne, elle a dansé en France et en Hongrie avec Pal Frenak, puis s'est installée à Paris pour suivre son compagnon. Là, elle a passé une audition pour le rôle de Joséphine Baker dans la comédie musicale produite par l'Opéra-Comique. Le metteur en scène, Jérôme Savary, l'a choisie non pas pour incarner la chanteuse, mais comme chorégraphe. Il l'a vite encouragée à créer ses propres spectacles, et en 2008, elle a fondé sa compagnie, SBB. Mais en 2011, elle est rentrée à New York car les mesures d'austérité avaient privé les artistes européens de leurs subventions. Elle séjourne néanmoins régulièrement en France (son compagnon est français) et a conservé des liens artistiques avec l'Europe, en plus de sa compagne américaine.

Au moment où Stefanie Batten Bland partait s'installer à l'étranger, Mike Ladd, un poète et rappeur de Boston connu pour mêler punk abrasif, mélodies bollywoodiennes et jazz dissonant, quittait lui aussi le Bronx pour Paris. Tombé amoureux d'une Parisienne (Fanny Ladd, qui est aujourd'hui sa femme), il a laissé derrière lui la scène musicale bouillonnante de New York, notamment le rappeur El-P et le guitariste et batteur Jaleel Bunton. Il ne s'attendait pas à ce que son installation à Paris profite à sa musique. Au contraire, ayant étudié l'histoire (son mémoire de licence portait sur les écrivains voyageurs africains-américains du XIX^e siècle, comme William Wells Brown et Nancy Gardner Prince), Mike Ladd pensait que le Paris qui avait permis aux artistes noirs d'antan de briller avait désormais disparu. Il était convaincu que cette énergie s'était déplacée vers des villes comme Lagos, São Paulo et Bombay. Son premier album → 52

Consécration

Joséphine Baker parmi les "grands hommes"

La panthéonisation de la vedette des Années folles est une consécration, affirme la presse internationale. Mais l'événement est aussi un révélateur de la France d'aujourd'hui... et un enjeu politique.

"C'est la consécration, lointainement posthume, d'un destin exceptionnel", estime le quotidien suisse **Le Temps**. Ce 30 novembre marquera le jour de l'entrée au Panthéon de Joséphine Baker, 81^e personnalité, sixième femme et première Noire à connaître ce plus haut honneur qu'offre la France à ses morts. "Le Panthéon est le temple de la gloire nationale, le mémorial des grandes figures de l'histoire de France, rappelle la **Deutsche Welle**. Bien qu'ils soient morts, ceux qui y reposent sont aussi immortels." Et pourtant, difficile de faire "moins orthodoxe" que la star du Paris des Années folles, ajoute la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** : "Meneuse de revue

bisexuelle, aux tenues légères et aux origines multiples, mère adoptive de nombreux enfants de toutes les couleurs... Joséphine Baker est loin d'avoir le profil pour entrer au Panthéon." Née dans le Missouri en 1906, Joséphine Baker a connu la célébrité de l'autre côté de l'Atlantique, en France, pour ses fameuses "danses sauvages" – pour lesquelles elle arborait un minimaliste costume de bananes – et pour ses chansons telles que *J'ai deux amours*, où elle célébrait son pays de naissance et la ville de Paris. "La ceinture de bananes de Joséphine Baker est plus connue que son héroïsme de résistante pendant la Seconde Guerre mondiale", rappelle **La Vanguardia**, soulignant son rôle d'agent du contre-espionnage, qui lui vaudra d'être décorée. "Mais la phrase qu'elle a alors prononcée ('C'est la France qui m'a faite ce que je suis; je suis prête à donner ma vie pour la France') justifie la panthéonisation [...] de celle qui sera ainsi la sixième femme de ce cimetière laïc destiné aux 'grands hommes'." Joséphine Baker s'était par ailleurs investie pour les droits civiques aux États-Unis. "Honorer la mémoire de Joséphine Baker est une manière de célébrer la 'résistance'", commente le site **Africa Report**. "Une résistance farouche et immuable, qui a traversé les frontières et les années." Et si de nombreux titres de la presse internationale insistent sur son statut de "première femme noire" à entrer au Panthéon, la relation ambiguë entre elle son pays d'adoption n'est pas passée inaperçue. Le 30 novembre sera aussi le jour anniversaire de la naturalisation, en 1937, de l'artiste morte en 1975. Mais c'est seulement depuis une période récente que l'Hexagone essaie de lui

réserver une part juste dans sa mémoire collective, pointait cet été la **Süddeutsche Zeitung** dans un portrait de la star : "Si le combat politique de Joséphine Baker ne revient que maintenant sous les projecteurs, ce n'est pas parce qu'il était difficile de trouver quelque chose sur elle. C'est juste qu'il a fallu longtemps pour qu'on remarque que l'histoire présentait des lacunes. On voit partout des statues d'hommes devenus mythiques dans les centres-villes. C'est dans les années 1960 qu'on a commencé à demander où étaient les femmes. Le cercle des personnes à honorer s'est agrandi, et s'agrandit. Où sont les Noirs? Les femmes noires? Baker fait partie de ceux qui ont lutté dans un angle mort." Outre-Atlantique, sa panthéonisation apparaît comme "un geste symbolique sur fond de tensions raciales en France", avance de son côté le **New York Times** : "Le transfert de Joséphine Baker a une portée hautement symbolique dans une France secouée par une intense guerre culturelle autour de son modèle d'intégration, où les questions de genre et d'appartenance raciale divisent le long de nouvelles lignes de front politiques." Pour le quotidien américain, la décision d'Emmanuel Macron vise à lui accorder du crédit sur cette question sociétale, en vue de la présidentielle de 2022, "mais cette [décision] pourrait aussi venir jeter de l'huile sur le feu de la polémique sur le modèle d'intégration français, alimentée récemment par le gouvernement lui-même." "Avec d'autres artistes ou écrivains noirs américains, Joséphine Baker disait avoir trouvé en France une liberté qui lui était refusée aux États-Unis", ajoute le titre. Sa dépouille devrait toutefois rester à Monaco, où elle est enterrée, conclut la **Süddeutsche Zeitung**. "C'est là où elle était simplement mère, sœur et femme que Joséphine Baker doit rester."

— **Courrier international**

← L'artiste Joséphine Baker a été agent du contre-espionnage au service de la France.

Photo Ullstein Bild/via Getty Images



51← composé à l'étranger (son septième en tout), intitulé *Negrophilia: The Album*, sorti en 2005, est un hommage complexe à l'historienne Petrine Archer-Straw et à son analyse des modernistes noirs en France.

Paris a tout de même fini par nourrir le talent de Mike Ladd pour les collaborations. Désormais âgé de 51 ans, il a travaillé avec des artistes comme Casey, rappeuse française [originaire de Martinique], et le légendaire saxophoniste de jazz Archie Shepp (lui aussi américain et expatrié). Malgré tout, pendant des années, il a consacré tellement de temps à ses tournées qu'il ne se considérait pas comme parisien, mais comme citoyen d'une "mégalopole imaginaire" englobant New York et Londres. Et il n'avait que "peu de déférence pour la culture européenne". Cette attitude l'a d'ailleurs libéré : il se sentait plus libre d'expérimenter devant un public dont l'opinion lui importait peu. "Le revers de la médaille", reconnaît-il, c'est qu'en l'absence de "[sa] communauté, les Noirs, qui sont les spectateurs les plus exigeants au monde, [sa] musique avait tendance à s'émousser". Aujourd'hui, lorsqu'il se produit devant ce qui fut son premier public, il doute parfois de son travail : "Suis-je à la hauteur?"

Mike Ladd a tout de même appris à associer les libertés offertes par l'exil à la rigueur de ses débuts. Il se souvient notamment d'un concert particulièrement marquant avec le groupe éthiojazz parisien Arat Kilo et la chanteuse malienne Mamani Keïta, à la Maison Grand Cour, une ancienne plantation esclavagiste sur l'île de la Réunion. "Ce soir-là, nous avons décidé de faire le ménage spirituel sur scène, raconte-t-il. Pas besoin de brûler de la sauge [pour nous purifier]. Nous avons simplement joué avec une vigueur, une générosité et un courage que les mauvais esprits sont incapables de supporter."

Les situations éphémères apaisent et redonnent des forces à certains artistes comme Brian Keith Jackson. Cet écrivain de 53 ans, originaire de Louisiane, se définit aujourd'hui comme un "vagabond". En 2008, il vivait encore à New York, lorsque, en raison de la crise financière, il a senti l'énergie de la ville se transformer. Il avait publié trois ouvrages de fiction, dont un roman puissant en 2002, *The Queen of Harlem* [La Reine de Harlem, non traduit], consacré aux mœurs et aux faux-semblants. Mais l'auteur "ne [se] sentait pas bien". Il est donc parti pour Pékin, qu'il avait déjà exploré en 2007 avec l'artiste Mickalene Thomas, lorsqu'ils avaient rendu visite à Kehinde Wiley, un ami peintre lui aussi vagabond.

Brian Keith Jackson est resté cinq ans en Chine, puis il a déménagé en Tunisie, et au fil des années, il s'est rendu régulièrement à Dakar, attiré par l'océan et par Kehinde Wiley, qui y a fondé en 2019 un collectif d'artistes dans la capitale : Black Rock Senegal. En février 2020, Brian Keith Jackson est reparti à Dakar pour ce qu'il pensait être un court séjour, mais confinement oblige, il a fini par y rester plus d'un an – enfermé. Lorsque nous avons échangé, en mai, il m'a affirmé n'avoir quitté sa maison qu'à quinze reprises. Si la pénurie de médecins et d'hôpitaux en pleine pandémie a troublé l'auteur, vivre dans un pays noir l'a libéré. "On parle tous de l'importance pour [les minorités] d'être représentées, dans les médias et à la télévision par exemple, mais c'est négligeable par rapport au fait d'être entouré de gens qui vous ressemblent", explique-t-il. Bien sûr, il ne faut pas être manichéen, mais vivre parmi eux l'a revigoré. "Je pense que les gens ont besoin de ça", conclut-il.

Le besoin d'une communauté noire n'est pas moins pressant dans les pays où les Blancs sont majoritaires.

C'est seulement lorsqu'il a découvert des quartiers lui rappelant New York que Mike Ladd a commencé à se sentir bien à Paris. Il a alors loué un studio d'enregistrement à Saint-Denis, qu'il décrit comme "le Bronx ou le Brooklyn parisien", car "on y est entouré de gens de couleur". La situation politique de la France n'est pas moins périlleuse [que celle des États-Unis]. "On a préparé un sac d'urgence", explique le rappeur, au cas où l'extrême droite gagnerait du terrain et où sa famille devrait quitter le pays. Mais, physiquement, Mike Ladd se sent tout de même plus en sécurité à Paris. Il l'a compris en se promenant dans la rue peu de temps après son installation. "Ici, il n'y a pas d'armes en circulation – et mon corps a évacué d'un coup trente-cinq ans de tension inconsciente."

Outre la possibilité de se déplacer, le passeport américain garantit aux artistes africains-américains une certaine forme de protection contre les mauvais traitements infligés aux personnes de couleur ailleurs dans le monde. Dans les années 1950, James Baldwin a pris pleinement conscience d'être américain en constatant la brutalité avec laquelle la France traitait les Algériens. Leur combat pour l'indépendance n'était pas le sien, et sa nationalité l'a en partie protégé.

En dépit de tout ce qui a changé depuis, les Américains, quelles que soient leurs origines ethniques, sont encore souvent perçus à l'étranger comme des émissaires de

"[À Paris], mon corps a évacué d'un coup trente-cinq ans de tension inconsciente."

Mike Ladd,
POÈTE ET RAPPEUR DE BOSTON

l'empire, et leur réputation d'arrogance et de chauvinisme poussé à l'extrême a la vie dure. Si Brian Keith Jackson tente de ne pas alimenter ce stéréotype – "Je n'oublie jamais que je suis un simple visiteur" – il sait pertinemment qu'être étranger n'a pas que des avantages pour un voyageur noir. Dans un essai publié en 2010, il raconte son arrestation par la police brésilienne, alors qu'il faisait les courses, car les policiers pensaient que le groupe d'hommes noirs dans [sa] voiture achetait de la drogue. Comme beaucoup d'hommes dans les favelas de Rio, ces policiers étaient armés. Stefanie Batten Bland, elle, constate que les préjugés liés aux classes sociales, à la couleur de peau, à la nationalité, à la sexualité et au genre varient d'un pays à l'autre. Elle a été harcelée par des néonazis en Allemagne et accostée en Italie par des hommes qui l'ont prise pour une prostituée parce qu'elle dînait seule. Même si elle ne peut pas leur échapper, elle a passé sa vie à braver ces idées préconçues.

Il n'est pas toujours facile de trouver sa place au milieu d'attaches et de préjugés aussi instables, ni d'apposer son identité sur des lieux qui ne cessent eux-mêmes de se transformer. Brian Keith Jackson raconte les changements qu'il a observés à Dakar – notamment le développement urbain rapide que même la pandémie n'a pas arrêté. À SoHo, à New York, l'aire de jeux que Stefanie Batten Bland, puis, plus tard, ses enfants,

avaient l'habitude de fréquenter a été reconvertie en parc à chiens. Dans ce contexte instable, les artistes se tournent vers des repères immuables : pour Brian Keith Jackson, c'est son processus méthodique de retouche des manuscrits – il réécrit tout au fil des modifications – pour Mike Ladd, c'est son choix, déjà ancien, de faire passer sa famille avant sa carrière. "Ça reste entre nous parce que je ne veux pas qu'ils fassent une névrose, mais ma famille, c'est un peu mon disque de platine", m'a-t-il confié.

Ces artistes sont aussi ancrés dans les luttes mondiales – le mouvement Black Lives Matter aux États-Unis et ses équivalents à travers le monde. Mike Ladd et Stefanie Batten Bland sont convaincus que le débat sur la race et le racisme est plus ancien et plus avancé aux États-Unis – ce qui, selon la danseuse, pourrait déclencher un "exode inversé" des personnes de couleur vers les États-Unis. Brian Keith Jackson souligne que depuis quelque temps, les Sénégalais descendent eux aussi dans la rue pour remettre en cause le pouvoir politique.

Comme l'écrit l'universitaire africaine-américaine Saidiya Hartman dans *Lose Your Mother* : "Si le passé est un pays, alors j'en suis la citoyenne", elle s'empare de l'héritage de l'esclavage et préserve la mémoire historique qui la lie à toutes les personnes noires, indépendamment des pays et des époques. Les artistes contemporains expriment un lien similaire avec les illustres expatriés noirs qui les ont précédés. Pour Stefanie Batten Bland, le véritable trait de génie de Josephine Baker fut de mêler les sonorités de son héritage africain-américain au "maniérisme exotico-érotique que réclamait le public", et de "jouer de son statut en affirmant : 'Nous allons apprendre votre langue pour que vous achetiez mes produits'". Stefanie Batten Bland espère aujourd'hui faire vivre cet héritage à travers ses propres créations subversives et syncrétiques. Les artistes contemporains ne se contentent pas de recevoir cet héritage, ils le réinterprètent.

S'élevant contre l'idée que des artistes comme James Baldwin ont quitté les États-Unis pour des raisons purement artistiques, Brian Keith Jackson souligne : "C'était tout aussi souvent pour se cacher." Sa remarque nous rappelle que d'autres motifs, moins mis en avant, ont aussi poussé les Noirs américains à s'exiler : parce qu'ils le pouvaient et qu'ils étaient curieux de ce que le monde avait à leur offrir.

—Emily Lordi
Publié le 20 août

SOURCE



THE NEW YORK TIMES MAGAZINE

New York, États-Unis

Hebdomadaire, 1 087 000 exemplaires

nytimes.com/section/magazine

Inclus dans la livraison dominicale du *New York Times* depuis 1896, ce magazine de haute volée est réputé pour ses longs formats (reportages, enquêtes, essais) et ses signatures prestigieuses : journalistes, écrivains et personnalités de tous les domaines. Il est capable d'aborder avec originalité une grande variété de sujets, des plus sérieux aux plus légers. Il fait la part belle à l'image, notamment à la photographie, et ses couvertures sont souvent remarquables.



Analyser

les points de vue de l'étranger sur la France



Comprendre

l'actualité du monde



Débattre

des grandes questions qui agitent le monde



Interpréter

les différents éclairages sur l'histoire



Apprendre

en puisant dans les meilleures sources d'information

9,90€
PAR MOIS
au lieu de
~~18,23 €*~~

VOTRE ABONNEMENT COMPREND :

1 an
(52 numéros)



l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** sur tous vos supports numériques.



EN CADEAU

6 hors-séries de **Courrier international** si j'opte pour le prélèvement.



Valeur 51€*

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

- ☐ **Oui, je profite de cette Offre liberté** pour **9,90 €** par mois au lieu de ~~18,23 €*~~ et je recevrai **en cadeau** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution. **Je complète le mandat SEPA ci-dessous.**

- ☐ **Je préfère régler en une fois 119 €** au lieu de ~~218,80 €*~~ par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/auto2> ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

Réduction de plus de **45%****

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

*Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/03/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

RCO21BA1621

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées que par le créancier pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Sera rempli par Courrier international

Paiement récurrent

Fait à :

Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :

Courrier international - ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris

culture.



Becontree, au bonheur du crépi

Banales à première vue, les maisons de cette vaste cité londonienne témoignent de l'évolution des goûts des Britanniques. Un joyeux bric-à-brac d'ornements auquel rend hommage une exposition au Royal Institute of British Architects.

—The Guardian Londres

Visiter Becontree ne va pas de soi, écrit Nikolaus Pevsner dans son guide *Buildings of England* [“Bâtiments d'Angleterre”, non traduit en français], même quand on est passionné. Cette cité de logements sociaux, la plus grande construite dans le monde dans l'entre-deux-guerres, fête cette année son centenaire. Et, dans les années 1960, le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'avait pas tapé dans l'œil de cet historien de l'architecture.

Aujourd'hui encore, sa beauté ne saute pas aux yeux. S'étendant sur une dizaine de kilomètres carrés dans l'est du Grand Londres, Becontree ne possède ni l'allure architecturale insolente de Thamesmead [un quartier en bordure de Tamise réputé notamment pour ses bâtiments de style brutaliste] ni le charme pittoresque et bucolique d'une cité-jardin. Becontree, c'est plutôt l'archétype de l'insignifiance de la banlieue anglaise. À perte de vue, des rangées de *terrace houses* [maisons mitoyennes]

en briques, flanquées à l'avant et à l'arrière d'un jardin, bordent des avenues tantôt rectilignes, tantôt en arc de cercle, ponctuées çà et là d'une enfilade de commerces. La banalité dans toute sa splendeur.

Il aurait sans doute fallu que Nikolaus Pevsner visite Becontree en compagnie de quelqu'un comme Verity-Jane Keefe. Car le regard de cette artiste qui travaille dans et autour de la cité depuis quinze ans agit comme le révélateur d'un véritable kaléidoscope de créativité individuelle. Là, c'est une maison à colombages imitant le style Tudor, ici une façade qui prend de faux airs rustiques grâce à des pierres de parement, plus loin un porche enjolivé par une fenêtre en hublot. L'enduit effet granité dans des tons pastel le dispute aux vaguelettes du crépi blanc – mais tout ça n'est rien à côté du médaillon en plâtre représentant un écureuil délicatement posé sur un tronc d'arbre.

Au détour d'une rue surgit une entrée encadrée de colonnes corinthiennes et de fausses suspensions en forme de boules de buis en plastique. Plus loin, un portail

gardé par une paire de lions en ciment doré. Toute une artère en arc de cercle reconstruit un paysage de cabanes coquettes dignes de l'univers des jouets *Sylvanian Families* [qui figurent des animaux miniatures en peluche] : on doit sa construction, dans les années 1920, à des charpentiers suédois. Dans une autre rue, des baies vitrées Art déco aux lignes épurées semblent tout droit sorties d'un roman d'Agatha Christie.

Plus on s'y attarde, plus Becontree s'impose comme un catalogue foisonnant de curiosités domestiques. Une sorte de musée en plein air qui retrace, tel un palimpseste de plâtre et de peinture, les répercussions des politiques successives en matière de logement, mais aussi l'évolution des goûts décoratifs.

“Quand les gens débarquent ici, certains n'y voient qu'un grand foutoir, reconnaît Verity-Jane Keefe, tandis que nous déambulons émerveillés par l'immense gamme de portes, de porches et autres personnalisations. Becontree est toujours montrée sur des photos aériennes, c'est un peu l'archétype idéalisé du lotissement de maisons construites toutes à l'identique pour les anciens combattants, encadrées de haies de troènes taillées au cordeau. Vue d'en bas, cette cité s'offre comme une pléiade de choix individuels et d'adaptations réalisées au fil du temps.”

Construite entre 1921 et 1935, Becontree était le projet de logements sociaux le plus ambitieux de son époque. Plus de mille hectares de cultures maraîchères cédèrent la place à une cité de maisons avec jardin d'une capacité de 26 000 logements, ou 100 000 personnes : parmi elles, beaucoup venaient de bidonvilles de l'East End et allaient découvrir le confort de l'eau chaude et des toilettes intérieures. “Un paradis sur terre”, selon les mots d'une des premières résidentes.

Dans les décennies suivantes, Becontree allait cependant connaître le même sort que tant d'autres cités de son époque : mauvais entretien et vente de nombreux logements via le *Right-To-Buy* [ce mécanisme, qui permet aux locataires d'acheter leur logement à un tarif préférentiel, est critiqué pour avoir entraîné une dégradation du parc social, certains propriétaires n'ayant pas les moyens d'entretenir leurs biens]. Aujourd'hui, Becontree affiche le deuxième rendement locatif du pays et fait partie des adresses les plus lucratives pour les investisseurs immobiliers.

Comment, dès lors, fêter le centième anniversaire d'un site comme celui-ci, si éloigné de sa conception originelle et encore en perpétuelle évolution ? Le programme officiel du centenaire prévoit une série d'initiatives. Parmi elles, deux nouvelles aires de jeux imaginées dans des couleurs gaies par les artistes Yinka Ilori et Eva Rothschild. Mais le projet qui parle le mieux de l'endroit est incontestablement *Living Together*, la résidence artistique réalisée par Verity-Jane



←← Becontree : une rue en forme de banjo et au bout, du crépi.
 ← Colomages style Tudor.
 Relief en plâtre du fameux écureuil.
 La revanche de l'entrée privative sur le porche partagé.
 Le style de Becontree est souvent qualifié de "kitsch de banlieue".
 Statue de lion.
 Le crépi dans tous ses états.
 Photos Verity-Jane Keefe

Keefe, qui doit durer trois ans. En collaboration avec les habitants, elle observe les effets sur les lieux de la désindustrialisation, de l'immigration, du droit du travail ou encore du dispositif Right-to-Buy.

Quand elle dit que son travail à Becontree consiste à "épier", l'artiste ne plaisante qu'à moitié. Ses outils ? Un regard scrutateur et minutieux, qui saisit la profondeur inattendue du détail aidé par un charme naturel qui lui vaut souvent d'être invitée à entrer, le temps de bavarder autour d'un thé de la beauté d'une chouette en céramique. Impossible de savoir d'emblée ce qui va sortir de sa démarche. Outre la création de groupes de lecture et de promenades virtuelles, la résidence de Verity-Jane Keefe a ainsi donné naissance à une initiative plus insolite : une série de performances de banjo entre voisins organisés dans les impasses de la cité. Lesquelles forment des artères surnommées... "banjos", en raison de leur forme.

Illustre lignée. Le travail d'observation et de documentation mené depuis un an par l'artiste donne lieu aujourd'hui à une exposition, "Lived in Architecture", qui fait entrer les charmes prosaïques de Becontree dans le cadre majestueux du Royal Institute of British Architects (Riba), dans le cœur de Londres. Sans doute est-ce la première fois que la vénérable institution fait une place aux plaquettes de parement, au crépi à grains et aux statues de lions dorés – le mélange des genres est revigorant.

Passée une fausse arche en briques ornée de colomages vaguement Tudor, l'exposition commence, conçue comme une série de décors de théâtre qui mettent en scène toute une gamme d'entrées et de détails décoratifs sélectionnés à travers Becontree. L'un d'eux reproduit le porche partagé caractéristique de la cité, une seule arcade abritant les portes de deux foyers – sauf que, dans ce cas précis, l'un des deux voisins a décidé que le porche partagé ne le serait pas et a condamné son côté de l'arcade pour ouvrir une autre porte d'entrée, garnie de pilastres néoclassiques et d'un fronton en PVC.

À ces répliques de façade succèdent de petites salles présentant des dessins sélectionnés dans les archives du Riba pour remplacer ces choix individuels d'adaptation, d'extension et de personnalisation dans

l'histoire de l'architecture des deux derniers siècles. Si certains liens semblent ténus, il s'agit d'inscrire dans l'histoire ce que certains esprits snobs sont tentés de reléguer au rang de "kitsch de banlieue" et de montrer que les initiatives prises à Becontree s'inscrivent dans une illustre lignée.

"Le crépi à grains a mauvaise réputation, reconnaît Verity-Jane Keefe. Beaucoup pensent que ce genre d'enduit date des années 1980 et du Right-To-Buy, mais il était déjà dans les plans d'origine de la cité." On découvre dans cette exposition que le grand Charles Rennie Mackintosh [un peintre et architecte écossais qui a marqué le mouvement Arts and Crafts] lui-même a eu recours au crépi et qu'une demeure moderniste du maître du Bauhaus Walter Gropius, à Chelsea, a été enduite de crépi à grains dans les années 1970 par l'architecte Theo Crosby.

Plus on s'y attarde, plus la cité s'impose comme un catalogue foisonnant de curiosités domestiques.

Clou de l'exposition, un film de quinze minutes intitulé *Wild Fantasies Are Always Worth Considering* ["Les plus folles fantaisies méritent considération"] entrelace les observations poétiques de Verity-Jane Keefe et les voix des habitants qui commentent les enjolivements de leur propre maison. On peut y voir au travail les deux artisans plâtriers qui ont réalisé pour l'occasion une réplique du fameux écureuil – le rongeur s'affiche ainsi sur un mur du Riba à côté d'images de la villa Médicis et du palais de Sans-Pareil de Henri VIII d'Angleterre.

Au xv^e siècle, ce dernier s'était pris d'une telle passion pour les stucs du palais romain des Médicis qu'il avait fait venir des artisans italiens pour en recouvrir – littéralement – les façades de son opulent palais du Surrey (démoli depuis). Cet usage immodéré du stuc, qui a pris en anglais le nom de *pargeting*, fut copié par d'innombrables accédants à la propriété dans le sud-est du pays, et connu en particulier une renaissance, dans l'Essex, dans les années 1980.

Mais l'écureuil, alors, d'où vient-il ? "J'ai demandé à un type de me refaire l'enduit de la façade de la maison, raconte un habitant de Becontree dans le film, et il m'a dit qu'il avait envie de faire quelque chose qui attire le regard. Je l'ai laissé faire, et quand je suis revenu, l'écureuil était là. Je n'avais jamais demandé d'écureuil, moi. On se l'est fait refourguer, on ne peut pas ne pas l'aimer. On l'aime, on n'a pas le choix."

—**Oliver Wainwright**
 Publié le 18 octobre

L'exposition "Lived in Architecture – Becontree at 100" se déroule à la Riba Architecture Gallery, jusqu'au 12 février.
 Renseignements sur www.architecture.com

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
 scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31
 (du lundi au vendredi, de 9h à 18h)



• Format : 230 mm x 297 mm
 • 76 pages

**Comment
 le monde
 a basculé**

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

8,50€*

**Atlas du
 réchauffement
 climatique**

Des pôles à l'équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm
 • 76 pages



8,50€*



• Format : 230 mm x 297 mm
 • 76 pages

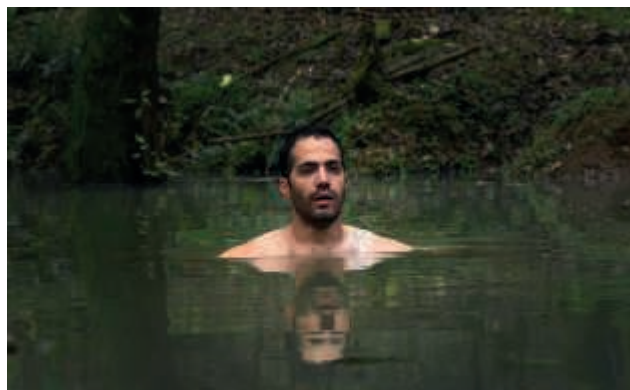
8,50€*

**Moyen-Orient :
 les nouveaux
 maîtres du jeu**

Dans ce hors-série, Courrier international, avec les presses libanaise, égyptienne, iranienne, israélienne, panarabe, etc., fait le point sur les forces en présence et les alliances qui se dessinent aujourd'hui au Moyen-Orient.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022
 * Frais de port en sus en fonction du produit.
 Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
 Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

plein écran.



La folle audace de Mohammad Rasoulof

Le diable n'existe pas, le nouveau film du cinéaste iranien dissident, sort ce 1^{er} décembre en France. Tourné dans la clandestinité, il aborde un sujet tabou en Iran : la peine de mort, son application et ses implications dans la société.

C'est "le film iranien le plus audacieux qu'on ait vu depuis des années", constatait, en mars 2020, le site panarabe **Middle East Eye**. Le diable n'existe pas venait de rafler le Lion d'or au Festival du film de Berlin. Son sujet ? L'application de la peine de mort en Iran. Ou, plus exactement, "les Iraniens qui acceptent de servir de bourreaux et ceux qui s'y refusent", résume le site américain **IndieWire**.

C'est un "sujet inédit" dans le cinéma iranien, souligne **Radio Farda**, un site d'information en langue persane installé à Prague et lu par la diaspora iranienne. D'autant plus inédit que "le gouvernement iranien procède aux exécutions en secret, sans témoins issus de la société civile", relève **The New Yorker** : "Le film de Rasoulof remplace les documentaires impossibles à réaliser sur le sujet."

En République islamique d'Iran, deuxième pays du monde à perpétrer le plus d'exécutions (après la Chine), critiquer la peine capitale et militer pour son abolition ne vont pas sans péril. Après *Un homme intègre*, un film sur la corruption généralisée dans son pays, primé à Cannes en 2017, Mohammad Rasoulof "continue de tracer sa voie et de réaliser des œuvres uniques dans le cinéma iranien", reprend **Radio Farda**. C'est un long-métrage que le cinéaste dissident, interdit de tourner pour des raisons politiques, a réalisé dans la clandestinité. Sa situation est très compliquée. Il reste sous le coup d'une peine de prison d'un an, jamais exécutée, à laquelle il a été condamné après avoir participé, en 2009, aux manifestations qui ont suivi la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence. Il n'y a aucune chance que son film soit projeté prochainement en Iran.

Le diable n'existe pas est, selon **Radio Farda**, le film "le plus marquant de son réalisateur", car il explique "l'importance de résister dans une société opprimée". Le long-métrage se décompose en quatre tableaux. Dans chacun d'entre eux, un protagoniste, qu'il soit bourreau professionnel ou conscrit, se voit demander de mettre un homme à mort au nom de l'État. "Le spectateur s'interroge tout au long du film, et même après : quelles sont les limites de l'acceptation [et de

l'obéissance aux ordres] ? À une époque où presque tout le monde a effacé cette question de sa vie, ceux qui tracent une ligne rouge sont-ils prêts à payer le prix [de leur désobéissance] ?" commente le site persan. Car désobéir a un coût, pour soi, voire pour ses proches.

Dans ce film d'une grande rigueur formelle, construit comme une montée à l'échafaud, Mohammad Rasoulof "jette un regard critique sur le régime totalitaire iranien, mais aussi sur les citoyens de ce pays", constate pour sa part **Radio Zamaneh**. Pour cet autre site en persan de la diaspora, émanation de la radio du même nom, "le discours despotique du régime s'est infiltré dans les couches les plus profondes de la société", modifiant le comportement des Iraniens et les amenant parfois à devenir les agents du système.

"Dans quelle mesure les actes de résistance [isolés] peuvent-ils apporter des changements fondamentaux ?" C'est, d'après **Radio Zamaneh**, la question que soulève *Le diable n'existe pas*. Par exemple, le premier volet met en scène Heshmat, un mari et un père semble-t-il exemplaire. Lorsqu'il va chercher sa femme à la sortie de l'école où elle enseigne, il ne manifeste aucun signe de réprobation quand elle retire son tchador noir pour revêtir un voile coloré, signe que le couple ne suit pas scrupuleusement les diktats de la République islamique. De même, dans leur maison, on entend résonner le titre d'une chanteuse pop, ce qui est illégal (en Iran, les femmes n'ont pas le droit de chanter en solo).

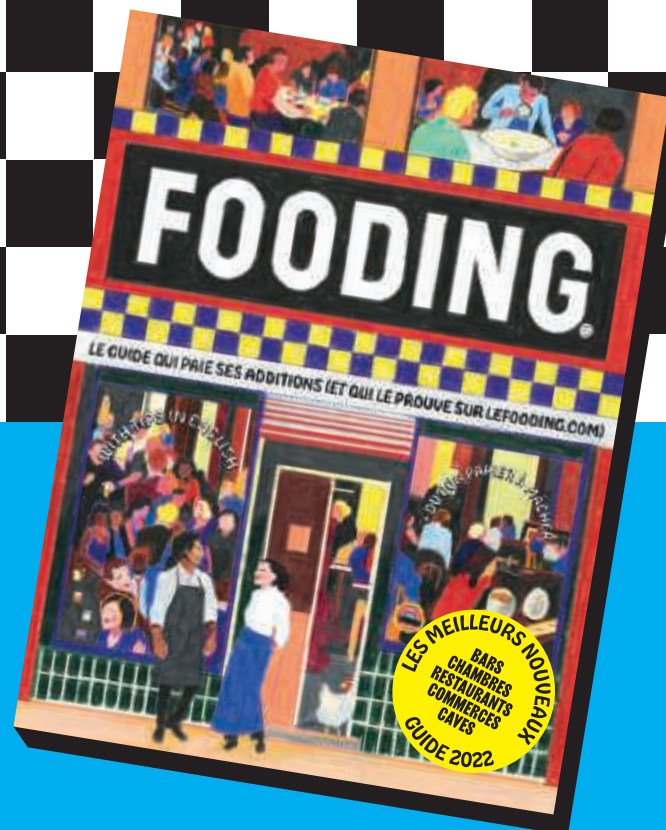
Que pèseront ces signes de résistance lorsque Heshmat se trouvera face à l'injonction de faire le travail de bourreau ? Le suspense est préservé jusqu'au bout de ce premier épisode. La mise en scène de tels dilemmes pourrait être didactique. C'est sans compter le talent de Rasoulof. Comme l'écrit **Indiewire**, le film est parsemé de "magnifiques moments de poésie" qui portent au-delà des mots les tourments intérieurs. Le site américain cite en exemple ces plans sur "le visage de marbre d'un homme qui regarde un feu de circulation passer du rouge au vert, puis du vert au rouge, et qui reste là, incapable d'avancer, ou [sur] cette main, seule, tremblant d'un mélange indéfinissable de peur et de dégoût, passant un anneau au doigt d'une femme incertaine de la façon dont elle doit réagir. Dans ces moments sans paroles, le film atteint un niveau de cinéma plus élevé que tous les arguments éthiques qui les entourent."

— **Courrier international**

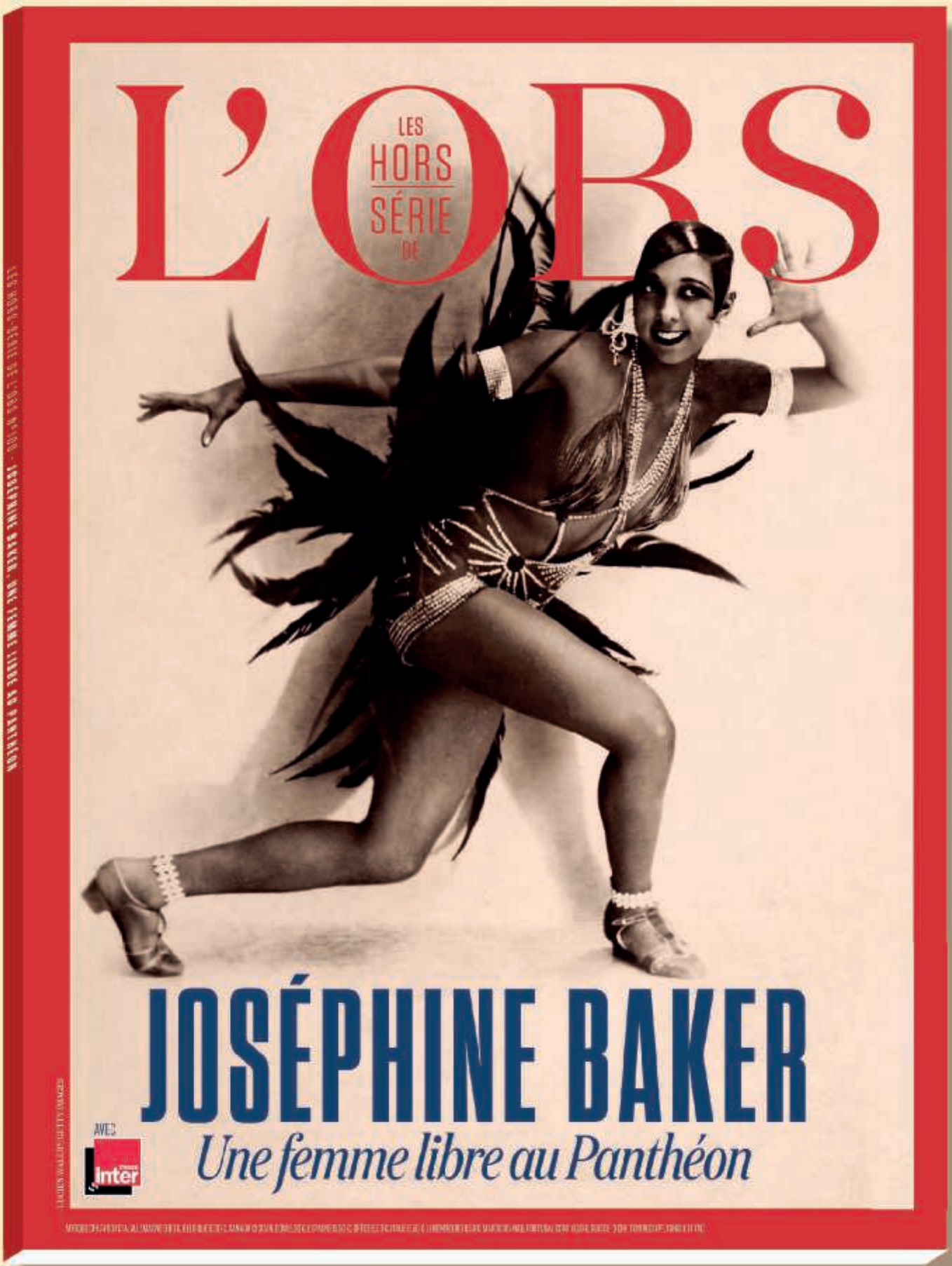
Courrier international est partenaire de ce film.

✎ **Mahtab Servati (Nana) et Mohammad Valizadegan (Javad).**
Pyramide Films
↑ **Mohammad Valizadegan (Javad).**
Pyramide Films

LE NOUVEAU GUIDE FOODING 2022
EN VENTE DÈS LE 18 NOVEMBRE



EN KIOSQUE, DANS TOUTES LES BONNES LIBRAIRIES
ET SUR LEFOODING.COM!



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



histoire.



Un monde sans bleu

Antiquité — Grèce

Dans certaines civilisations anciennes, la couleur bleue n'existait pas. Un paradoxe étonnant.

— **El Confidencial** Madrid

Les idées ont-elles précédé le langage ou est-ce l'inverse, se demandait René Magritte. Gabriel García Márquez, dans *Cent Ans de solitude*, prend parti : *“Le monde était si récent que la plupart des objets n'avaient pas encore de nom, et pour les désigner il fallait les montrer du doigt.”* Vraiment, savons-nous ce que sont les choses parce que nous avons un nom pour en parler ? Les Grecs anciens peuvent peut-être nous éclairer.

Si incroyable que cela puisse paraître, la couleur bleue, celle qui qualifie notre planète, celle qui nous enchante dans toutes ses nuances face à un horizon où ciel et mer se confondent, cette couleur n'a pas toujours existé – en tout cas dans le regard, et dans les mots. C'est d'autant plus étonnant qu'il s'agit d'une couleur primaire, celle qui est perçue, pour être précis, dans une longueur d'onde comprise entre 460 et 482 nanomètres. Mais le plus surprenant est de constater que le peuple qui a inventé la démocratie et la philosophie n'a pas été capable de percevoir une couleur qui nous semble à nous si nécessaire. Tout petits, dans leurs premiers dessins, n'est-ce pas du crayon bleu que s'emparent d'abord les enfants ? C'est qu'il faut bien représenter ce ciel qu'ils ont au-dessus de la tête.

Et les Grecs n'étaient pas la seule civilisation de l'Antiquité à l'ignorer. Le premier à avoir remarqué cette étrange cécité était un passionné de l'œuvre d'Homère, William Ewart Gladstone (1809-1898), qui se trouve aussi avoir été à quatre reprises Premier ministre du Royaume-Uni. Dans *L'Iliade* et dans *L'Odyssée*, notamment, avait-il remarqué, le rouge, le blanc, le noir étaient mentionnés, mais jamais le bleu. Les descriptions de tout ce qui pouvait avoir un lien avec le bleu se révèlent d'ailleurs d'une imprécision étonnante : une *“aurore aux doigts de rose”*, le ciel couleur *“bronze”*, la mer *“semblable au vin”*.

C'est un fait : comme Magritte le présentait, faute de disposer du concept, les Grecs, comme d'autres civilisations antiques (des Chinois aux Hébreux), ne voyaient tout simplement pas le bleu. Il est ainsi fort probable que, pour eux, le ciel ait vraiment eu la couleur du bronze et la mer, celle du vin. C'est ce que tend à prouver une expérience réalisée au sein d'une tribu de Namibie dont la langue, riche en nuances de vert, fait l'impasse sur le mot *“bleu”*.

Devant onze carrés verts et un carré bleu, les représentants de cette tribu ne distinguent pas ce dernier des autres. Mais quand au carré bleu on substitue un autre carré, cette fois d'un vert légèrement différent des autres (pour lequel nous n'avons pas de mot dans notre langue, et que nous serions bien en peine de voir), ils perçoivent immédiatement la différence.

Au commencement est donc bien le verbe. Ce fut d'abord *“noir”*, puis il y eut *“blanc”*, à moins que ce n'ait été d'abord *“sombre”* puis *“clair”* – deux concepts fondamentaux en ceci qu'ils disent le jour et la nuit. Ensuite

↳ **L'église catholique des Trois Cloches de Fira, sur l'île de Santorin.** Photo de Francesco Riccardo Iacomino/ Getty Images

sans doute est venu le rouge, pour le sang, et plus tard le jaune. Mais le bleu, si fondamental nous semble-t-il aujourd'hui, est d'apparition assez récente dans l'histoire. Si bien qu'il s'agit d'un anachronisme quand à l'écran des films représentant le Moyen Âge nous montrent des personnages portant des vêtements bleus.

Mais il faut nuancer, évidemment. Car parmi toutes ces glorieuses civilisations disparues, il en est une, technologiquement avancée, qui fait exception : c'est l'Égypte antique. Les Égyptiens possédaient en effet un pigment bleu, encore visible dans les vestiges de

Les Grecs ne voyaient pas le bleu. Il est probable que pour eux le ciel ait eu la couleur du bronze et la mer, celle du vin.

leur civilisation, et un mot pour désigner la couleur. Les Babyloniens eux aussi devaient probablement en avoir un, à en croire cette merveille de l'architecture qu'est la porte d'Ishtar, conservée au musée de Pergame à Berlin. L'apparition du concept dépend donc moins de l'époque que de l'avancée technologique d'une culture.

Certains linguistes font remarquer que le mot *kahol*, *“bleu”* en hébreu, procède en réalité d'une évolution de *“noir”* : le terme a en effet la même racine que *“khôl”*, la poudre minérale noire qui servait de cosmétique pour les yeux. Les Grecs eux-mêmes, et Homère lui aussi, avaient le mot *kuanos*, qui désignait alors le noir, ou le sombre – mais pas le bleu ! On ne cesse de s'étonner que, dans cette civilisation éminemment méditerranéenne, la couleur la plus présente dans l'environnement n'ait pas existé dans le langage. C'est à ne pas en croire ses yeux.

— **A.N.**

Publié le 9 octobre

SOURCE



EL CONFIDENCIAL

Madrid, Espagne

elconfidencial.com

Fondé en 2001, ce site madrilène

– lancé dans un garage de la banlieue de Madrid – se définit comme

“le journal [numérique] qui s'adresse à ceux qui ont de l'influence”.

À l'époque, il voulait cibler le monde de l'économie et de la finance, ce qui reste sa référence. Mais pour élargir son audience, il est devenu un média plus généraliste. Aujourd'hui, il se situe au centre droit de l'échiquier médiatique.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Science, société, géopolitique... Les articles les plus marquants de l'année parus dans la presse étrangère.



 **Courrier international**
Hors-série Décembre 2021-janvier 2022
8,50 €

Les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année.

BEST OF 2021

En partenariat avec 

Avec 11 pages de jeux conçus par le magazine  **l'éléphant**
la revue de culture générale

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

A woman with short blonde hair and glasses, wearing a dark green jumpsuit and sneakers, stands in a warehouse. She is leaning her right hand on the handlebar of a blue and black electric scooter. In the background, there are shelves with cardboard boxes and other scooters.

“À TROTINETTE, ON PEUT CONQUÉRIR LE MONDE”

POLINA MIKHAYLOVA, cofondatrice de KNOT, entreprise qui propose des trottinettes électriques en autopartage à Strasbourg, exporte aujourd’hui dans le monde entier, avec le soutien de Société Générale, sa solution clé en main de trottinettes, bornes de recharge et application.



DÉCOUVREZ
SON HISTOIRE
EN VIDÉO

C'EST VOUS L'AVENIR



SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE